

Baromètre des préoccupations UBS 2025

Conflits géopolitiques et hausse des coûts :
la Suisse face à la pression internationale





Sabine Keller-Busse
President Personal &
Corporate Banking et
President UBS Switzerland,
UBS Group AG

Chère lectrice, cher lecteur,

Depuis près de cinquante ans, le Baromètre des préoccupations UBS montre ce qui inquiète les personnes en Suisse concernant la société, l'économie et la politique, et là où il est nécessaire d'agir. L'étude, pour laquelle UBS a de nouveau cette année collaboré avec gfs.bern, fournit aux entreprises, aux institutions et à la population une base solide pour les discussions et pour les prises de décision.

L'augmentation du coût de la vie continue d'être la principale source d'inquiétude en 2025. Pour les électeurs suisses, les domaines où il faut agir en priorité restent les questions de santé et les primes d'assurance maladie, la protection de l'environnement et le changement climatique, ainsi que la prévoyance vieillesse et l'AVS.

Cependant, comparé à l'année précédente, les évolutions à l'international et les conflits géopolitiques sont revenus sur le devant de la scène. Il est également intéressant de noter que la majorité de la population helvétique souhaite une production nationale accrue et une protection contre la concurrence étrangère, tout en soutenant un rôle actif de la Suisse dans l'économie mondiale. Le chômage, en revanche, n'est presque plus cité comme préoccupation.

La Suisse fait partie des pays les plus prospères et compétitifs de la planète. UBS est fière d'y contribuer. Nous nous engageons pour la stabilité, pour le progrès et pour le dialogue social, en allant à la rencontre des Suissesses et des Suisses là où ils se trouvent et en les aidant à mettre en œuvre leurs projets. Une banque pour la Suisse.

Je vous souhaite une lecture instructive du Baromètre des préoccupations UBS 2025.

Sabine Keller-Busse
President UBS Switzerland

Sommaire

4 Introduction

- 5 Méthodologie

6 Perception des préoccupations

- 11 Perception des préoccupations au fil des ans
- 16 Ancrage dans des événements de la politique réelle
- 18 Différences selon l'âge, le genre et l'appartenance politique

23 Confiance et identité

- 23 Identité et intérêt politique
- 27 Confiance dans la politique et l'économie
- 31 Confiance dans les médias
- 32 Confiance dans les acteurs mondiaux et les grandes puissances

34 Géopolitique et économie

- 34 Gestion des changements géopolitiques
- 38 Commerce mondial et économie globale
- 44 Situation économique individuelle
- 47 Compétences financières
- 50 Innovation et digitalisation

55 Synthèse

58 L'équipe de gfs.bern



Introduction

Le Baromètre des préoccupations UBS est une étude annuelle visant à observer et à sonder l'opinion du corps électoral suisse. Le Baromètre des préoccupations existe depuis 49 ans ; depuis 1995, les données sont relevées par gfs.bern.

Grâce à la démocratie directe, les citoyennes et citoyens de la Suisse peuvent exercer une influence à tous les niveaux de l'Etat (Confédération, cantons et communes) et participer directement à la conception ou à la modification de certains de ses secteurs. Le Baromètre des préoccupations UBS met en évidence les thèmes et questions politiques que le corps électoral suisse juge particulièrement urgents, ainsi que ceux pour lesquels le besoin d'action est perçu comme moins prioritaire.

En outre, il fait état de la perception de l'environnement économique et politique ainsi que de l'évaluation des institutions sociales et politiques. Ces aspects constituent la composante centrale du Baromètre, qui ne varie guère d'année en année, permettant de dresser des comparaisons et de montrer les évolutions au fil du temps.

Chaque année, l'élément central du Baromètre des préoccupations est accompagné de diverses interrogations sur un sujet d'actualité, afin de donner de l'espace aux questions pressantes du moment. En 2025, ces priorités se concentrent sur les enjeux liés à l'insécurité géopolitique actuelle, ainsi que sur la manière dont le corps électoral suisse évalue ses compétences en matière de finances et l'importance qu'il accorde à ce domaine.

Le Baromètre des préoccupations UBS est donc un instrument de démoscopie largement éprouvé depuis de nombreuses années, qui reflète de manière exhaustive l'état d'esprit et l'opinion de la population suisse sur des thèmes sociétaux et politiques.

Méthodologie

Afin de tenir compte au mieux de la situation politique et économique dans laquelle se trouve actuellement la Suisse, le questionnaire du Baromètre des préoccupations est réévalué chaque année et légèrement adapté aux conditions sociales et politiques du moment, notamment en ce qui concerne les défis perçus.

2190 personnes ayant le droit de vote et provenant de toute la Suisse ont été interrogées dans le cadre d’une enquête multimodale. Les effets méthodologiques de chacun des modes d’enquête ont été identifiés. Ainsi, une pondération systématique a pu être appliquée aux données, permettant de garantir la représentativité. Les entretiens ont eu lieu en juillet et août 2025. L’aperçu ci-dessous fournit des informations détaillées sur les paramètres fondamentaux de cette enquête.

Méthode de l’enquête

Donneur d’ordre

UBS

Collecte des données

250 en face à face (n¹)

1513 panel Polittrends (n)

427 en ligne (n)

Période d’enquête

Du 14 juillet au
6 août 2025

Erreur d’échantillonnage

±2,1% à 50/50 et 95% de probabilité

Population de base

Le corps électoral suisse

Type d’échantillonnage

En face à face: sélection aléatoire des lieux, sélection des quotas de personnes interrogées par région linguistique (ventilation en fonction de l’âge/du sexe)

« Panel Polittrends » gfs.bern: invitation via le panel gfs.bern

En ligne: recrutement en ligne via les réseaux sociaux, accès libre à l’enquête

Taille de l’échantillon

2190 total des personnes interrogées (N¹)

Pondération

Ventilation en fonction de l’âge/du sexe, de la région linguistique, du type d’habitat, du parti et de la méthode

¹ Un grand «N» indique la taille de l’échantillon total, tandis qu’un petit «n» fait référence à un sous-échantillon.

Perception des préoccupations

La politique de santé, en particulier les primes d'assurance maladie, restent également en 2025 de loin la plus grande préoccupation du corps électoral suisse (45%). Cela reflète l'évolution des dernières années, durant lesquelles l'augmentation des frais de santé a clairement dominé le classement des préoccupations. La protection de l'environnement ou le changement climatique arrive en deuxième position avec 31%. Malgré la diminution de la pression publique, le sujet reste l'un des défis centraux pour près d'un tiers de la population. En troisième position figure la prévoyance vieillesse (30%), qui malgré des décisions politiques telles que l'introduction de la 13^e rente AVS continue d'être perçue comme un problème non résolu.

Egalement 30% des personnes interrogées citent l'immigration et les questions autour de la libre circulation des personnes comme l'un des soucis les plus importants. La question de l'asile est étroitement liée et occupe une place de premier plan avec 27%, soulignant ainsi le fait qu'elle est toujours aussi pertinente. Un quart de la population (25%) considère également les relations entre la Suisse et l'Europe comme un problème particulièrement important. La voie bilatérale et la relation institutionnelle avec l'UE restent ainsi un élément central du débat politique.

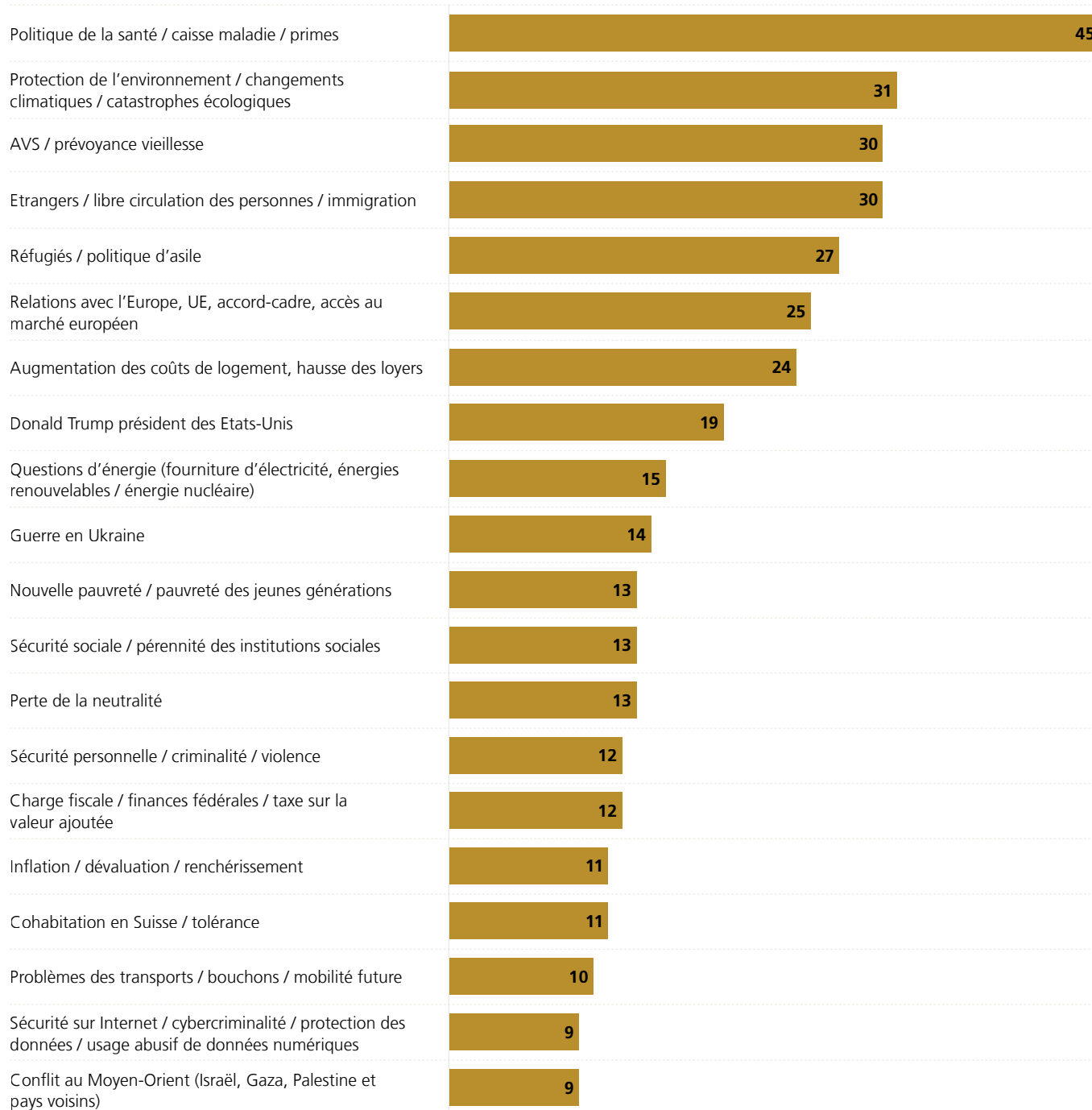
La pression sur le marché du logement est également perceptible pour la population suisse. La hausse des coûts du logement est considérée comme un gros problème par 24% du corps électoral. C'est un sujet qui a gagné en importance, surtout dans les régions rurales. Il est également frappant de constater que la présidence de Donald Trump aux Etats-Unis (19%) a rapidement intégré le top 10 des préoccupations, peu après son entrée en fonction, représentant le changement le plus significatif depuis la crise du COVID-19. Les tensions géopolitiques jouent désormais un rôle bien plus important dans la perception des préoccupations par rapport à l'année précédente. Les conflits en Ukraine (14%) et au Moyen-Orient (9%) sont aussi perçus comme des menaces sérieuses par une part importante de la population.

En plus de ces préoccupations géopolitiques, les sujets classiques qui animent la scène politique interne restent d'actualité: 15% des personnes interrogées mentionnent l'approvisionnement en énergie, 13% la perte de neutralité, 12% la sécurité personnelle ainsi que la criminalité et la violence. 12% considèrent également la charge fiscale comme l'un des plus grands défis. L'inflation continue de perdre de l'importance, mais reste présente dans le classement des préoccupations avec 11%. Des sujets comme le vivre ensemble en Suisse (11%), les questions de transport (10%) ou la sécurité sur Internet (9%) illustrent la diversité des autres préoccupations.

Top 20 des préoccupations

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

*en % du corps électoral, pourcentage de mentions
plusieurs réponses possibles*



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (N = 2190)



Par rapport à l'année précédente, 2025 offre une image nuancée des plus grandes préoccupations. Les primes d'assurance maladie restent clairement en tête avec 45%, bien qu'elles soient légèrement inférieures à leur niveau de 2024. Les changements sont également minimes en matière de protection de l'environnement et de prévoyance vieillesse, de sorte que les trois principaux thèmes conservent essentiellement leur ordre de priorité.

La pertinence des questions géopolitiques a cependant nettement augmenté. Ainsi, 30% des personnes interrogées citent l'immigration et la libre circulation des personnes comme une préoccupation (+4 points de pourcentage, pp), et une nette augmentation est également observée sur le sujet des « relations avec l'Europe » (+7 pp). La présidence de

Donald Trump aux Etats-Unis se distingue, avec une hausse de 17 points de pourcentage : alors qu'en 2024, l'élection à venir suscitait peu d'inquiétudes, son exercice du pouvoir est désormais perçu comme un problème majeur par près d'un cinquième du corps électoral (19%). Les conflits en Ukraine (14%, +5 pp) et au Moyen-Orient (9%, +4 pp) ont aussi pris sensiblement plus d'importance.

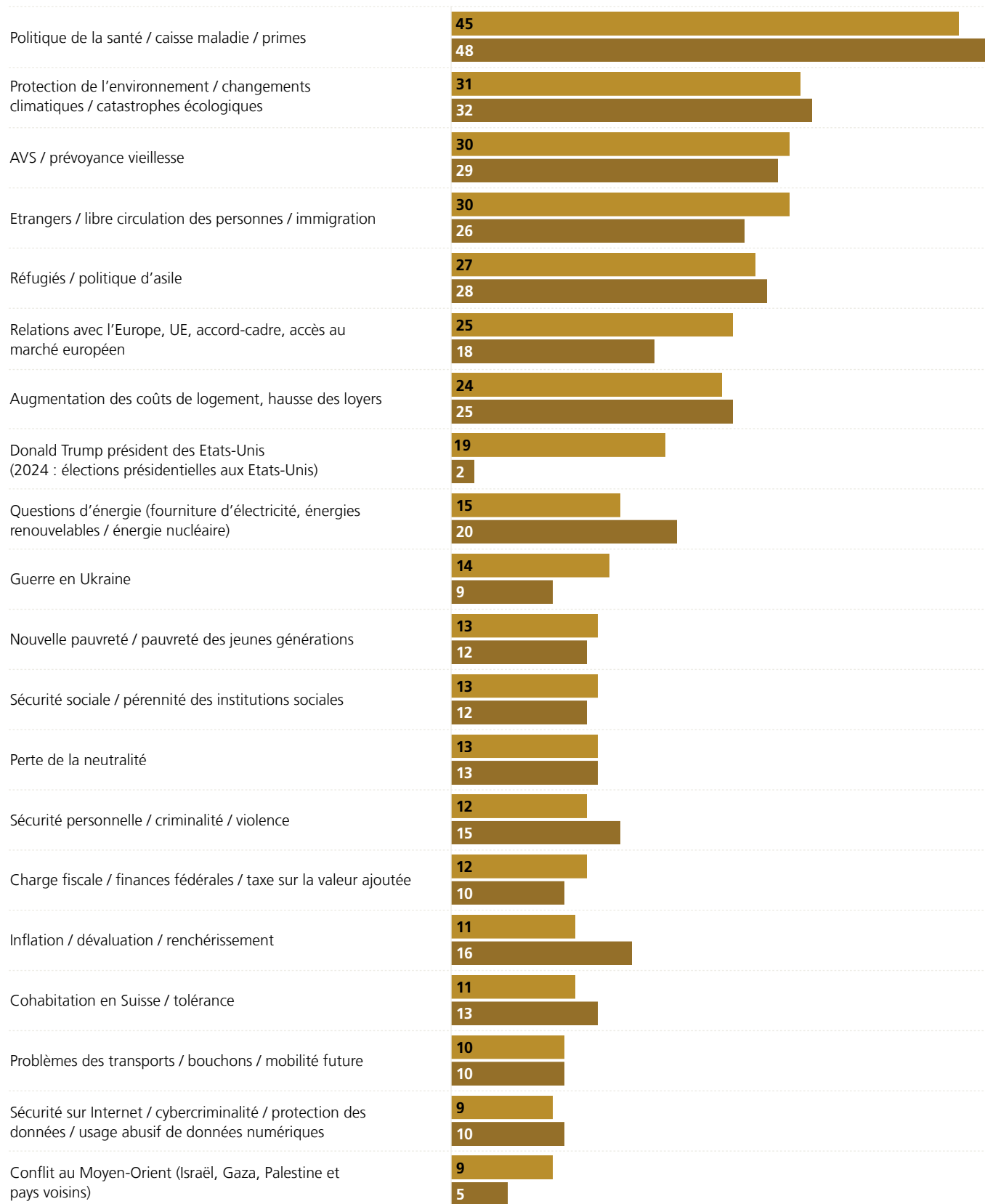
D'autres sujets sont, en revanche, passés au second plan : la fourniture d'énergie (15%, -5 pp) et l'inflation (11%, -5 pp) sont perçues comme moins urgentes par rapport à l'année précédente. La sécurité personnelle (12%, -3 pp) est également moins souvent mentionnée, mais reste une préoccupation pour une part importante de la population.

Top 20 des préoccupations – comparaison 2025 vs 2024

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions
plusieurs réponses possibles

■ 2025 ■ 2024



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (N = 2190)

Les changements de classement entre 2024 et 2025 montrent que les préoccupations ont, en partie, nettement évolué. Tandis que les trois principaux sujets restent inchangés (les questions de santé en première position, suivies de l'environnement / le climat et de la prévoyance vieillesse), des mouvements marqués ont été observés dans les rangs intermédiaires et inférieurs.

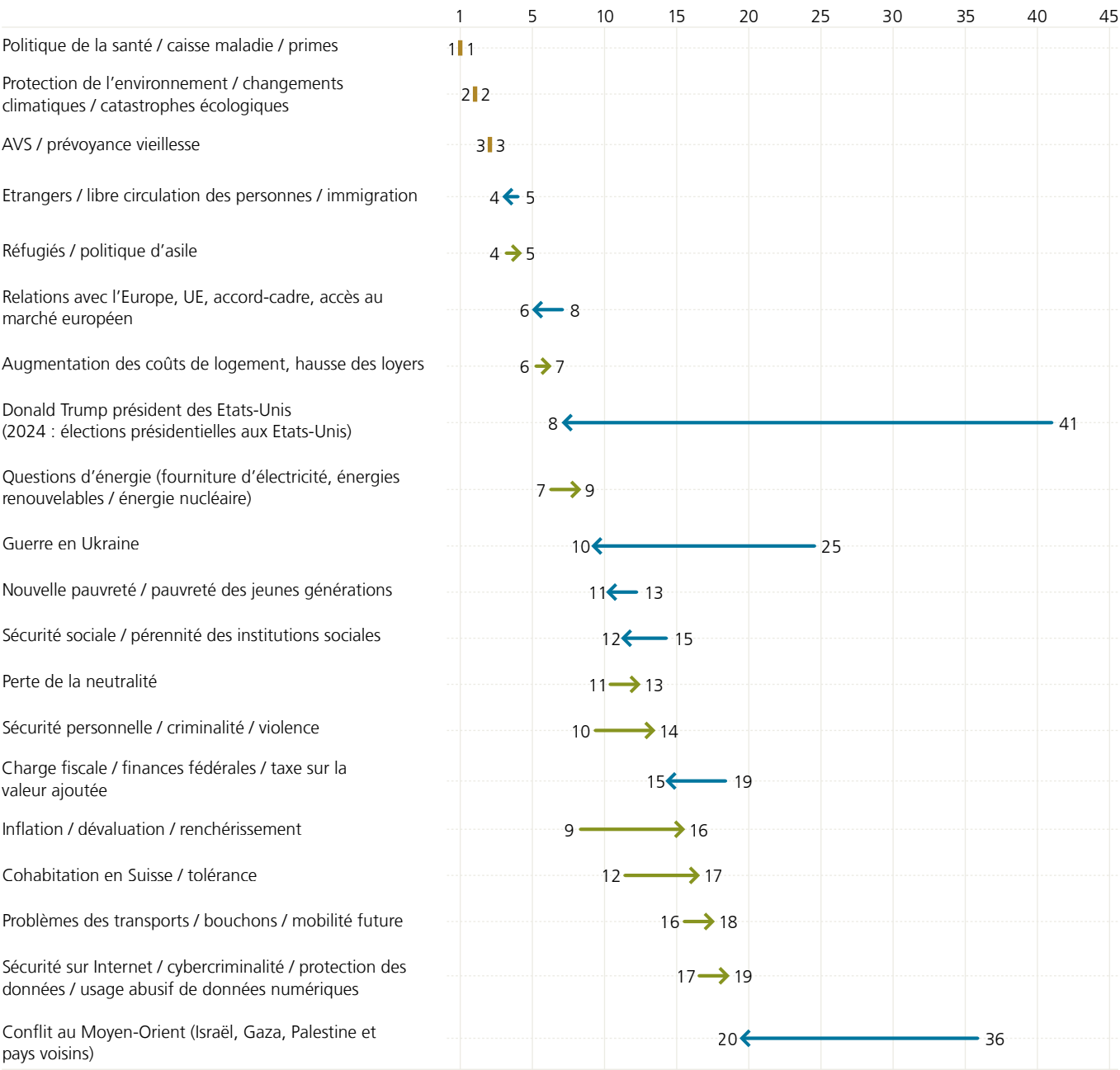
Le changement le plus frappant concerne le sujet « Donald Trump président des Etats-Unis ». Alors qu'il se trouvait encore à la 41^e place l'année dernière, en 2025, il figure pour la première fois parmi les dix plus grandes

préoccupations, avec un saut remarquable de 33 places pour atteindre la 8^e position. Les conflits en Ukraine (passant du 25^e au 10^e rang, +15 places) ainsi qu'au Moyen-Orient (du 36^e au 20^e rang, +16 places) ont également gagné significativement en importance.

D'autres sujets, en revanche, ont visiblement perdu du terrain. En particulier, l'inflation passe du 9^e rang au 16^e rang (–7 places). De même, le vivre ensemble en Suisse (–5 places) ainsi que les questions de sécurité personnelle (–4 places) reculent.

Top 20 des préoccupations – comparaison classement 2025 vs 2024

Déplacement dans le classement entre les années 2024 et 2025



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (N = 2190)

Perception des préoccupations au fil des ans

L'examen à long terme de la sécurité sociale et de la prévoyance montre que les questions de santé, et en particulier les primes d'assurance maladie, ont de nouveau gagné en importance ces dernières années. En 2025, 45% des personnes interrogées citent ce sujet comme l'une de leurs plus grandes préoccupations. Les chiffres actuels rappellent ceux du début des années 2000, lorsque les coûts des caisses maladie dominaient déjà la perception des préoccupations. Après une période prolongée de moindre priorité, la problématique de la santé a continuellement augmenté au cours des trois dernières années.

La prévoyance vieillesse préoccupe une grande partie de la population depuis des décennies et reste également à un niveau constamment élevé en 2025, avec 30%. Certes, les chiffres sont inférieurs aux sommets atteints au tournant du millénaire, mais l'AVS reste l'une des inquiétudes centrales dans le profil des préoccupations. Ce sujet touche des aspects fondamentaux de la vie et est perçu par beaucoup comme particulièrement pertinent: la rente sera-t-elle suffisante pour vivre, tant aujourd'hui pour les personnes retraitées que demain pour toutes celles et ceux qui se préparent à la retraite? La préoccupation concernant la

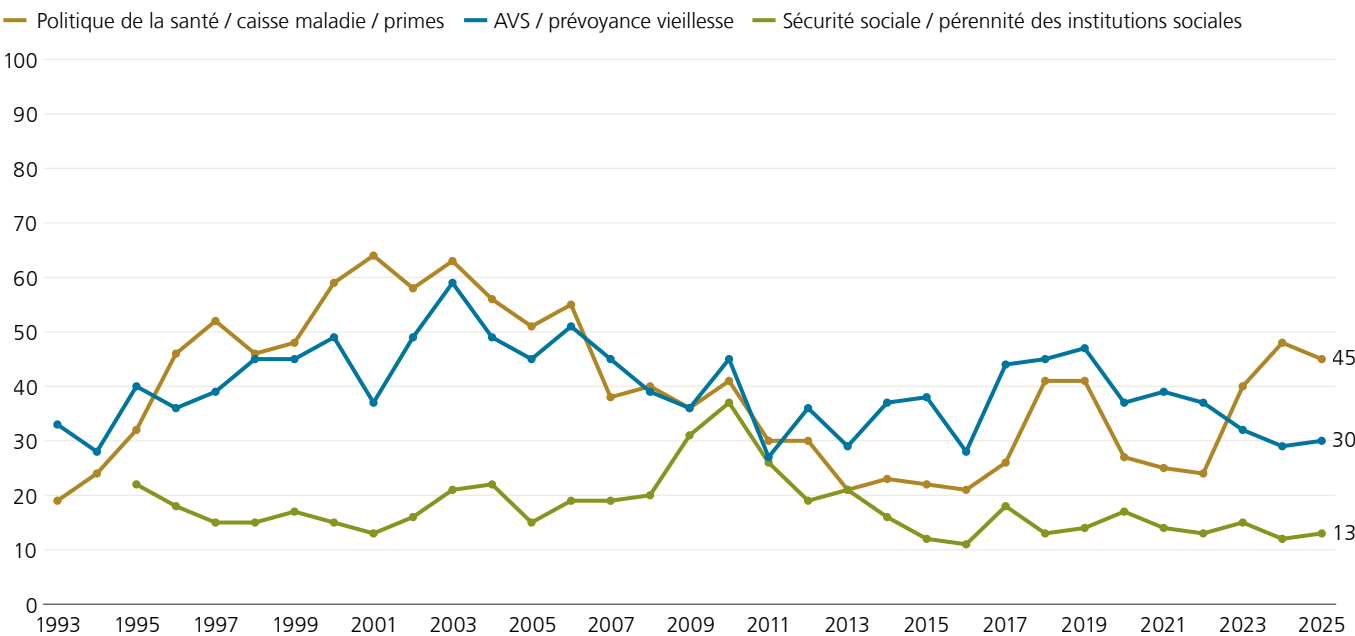
pauvreté des personnes âgées a récemment attiré une grande attention médiatique. Parallèlement, il existe depuis des années un besoin important de réforme pour garantir le financement à long terme de la prévoyance vieillesse. L'AVS est ainsi devenue un chantier politique permanent, dont l'avenir est régulièrement soumis au vote de la population. Avec l'introduction de la 13^e rente AVS, le corps électoral a récemment envoyé un signal clair sur l'urgence perçue de la question de la sécurité financière à la retraite. Dans le même temps, cette décision pourrait avoir légèrement atténué la pression immédiate du problème, sans toutefois résoudre le besoin fondamental de financement et de réforme. Bien au contraire.

En revanche, la sécurisation des œuvres sociales au sens large est perçue comme un problème urgent par nettement moins de personnes. Depuis le milieu des années 2010, la proportion se situe à un niveau relativement bas et atteint 13% en 2025. Ainsi, la préoccupation générale concernant le fonctionnement du système social reste clairement dans l'ombre des primes d'assurance maladie et de la prévoyance vieillesse.

Evolution: préoccupations – sécurité sociale et prévoyance

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

Le développement des préoccupations dans le domaine de l'économie et des coûts montre des évolutions significatives au cours des dernières décennies. Ce qui est particulièrement frappant, c'est la baisse à long terme du chômage en tant que préoccupation. Alors que ce sujet atteignait encore régulièrement des niveaux record, pouvant aller jusqu'à 90% dans les années 1990 et au début des années 2000, le chômage a aujourd'hui pratiquement disparu des préoccupations des Suisses. En 2025, seulement 6% des personnes interrogées mentionnent le chômage comme l'une de leurs plus grandes préoccupations, une valeur historiquement basse. En revanche, la hausse des coûts du logement a pris beaucoup d'importance. Depuis 2022, une augmentation notable est visible. Elle s'est stabilisée depuis 2024 à un niveau d'environ un quart des mentions. Ainsi, le marché du logement est devenu l'un des problèmes majeurs du quotidien de la population. Compte tenu de la priorité élevée accordée aux frais de santé et à la sécurité financière à la retraite (voir le graphique précédent), il en résulte un véritable changement de paradigme au cours de la dernière décennie : les Suisses ont aujourd'hui une vision différente du travail et de l'économie. Autrefois, la question centrale était de savoir si l'on avait un emploi ou non. Aujourd'hui, la préoccupation pour la sécurité de son travail est presque

inexistante, même face aux évolutions technologiques, à la digitalisation et aux grandes transformations du marché du travail. Maintenant, ce qui préoccupe le plus sont les dépenses fixes à couvrir chaque mois. Il s'agit donc moins de savoir à combien s'élève le revenu, mais plutôt s'il est suffisant pour faire face à l'augmentation du coût de la vie.

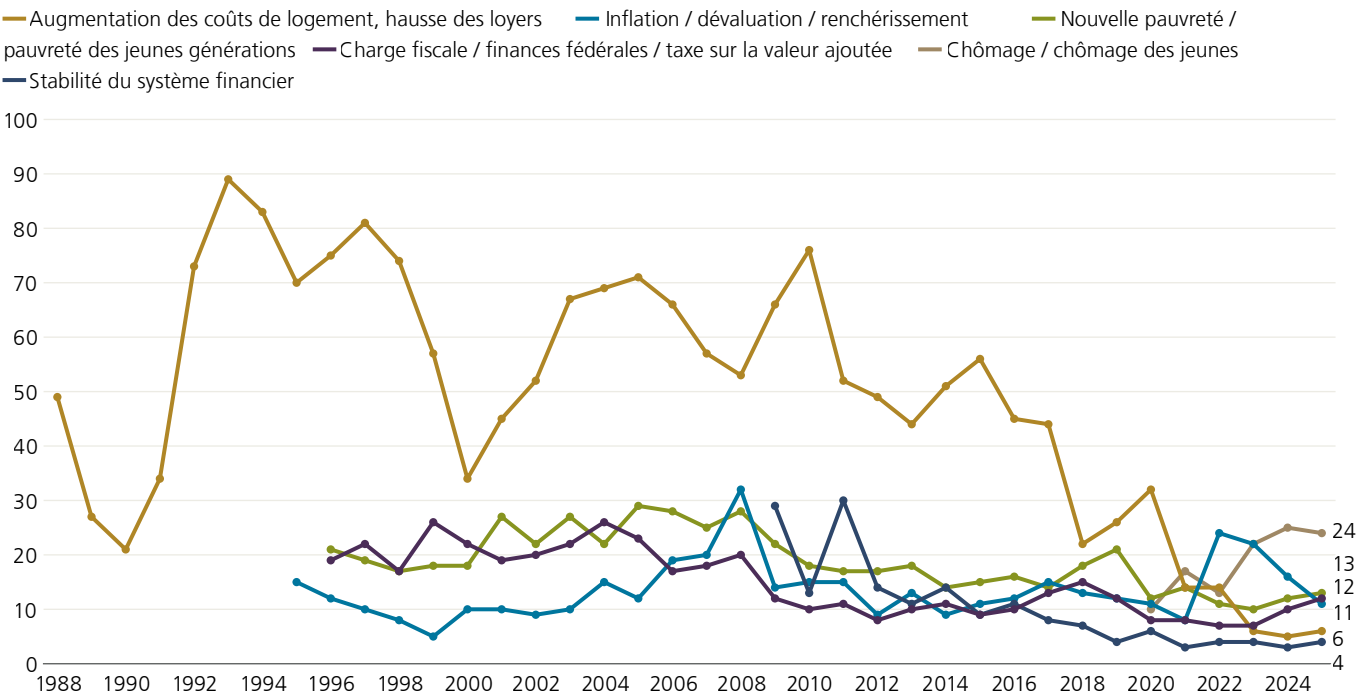
L'inflation a perdu en pertinence ces dernières années. Après une hausse marquée en 2022, déclenchée par les incertitudes liées à l'attaque de la Russie contre l'Ukraine et les problèmes énergétiques et de chaînes d'approvisionnement qui en ont résulté, le sujet de l'inflation est désormais nettement passé au second plan dans la perception des personnes interrogées. En 2025, seulement 11% des répondants mentionnent les problématiques liées à la hausse des prix comme une inquiétude. Néanmoins, cela reste visible dans le profil des préoccupations.

D'autres sujets classiques liés à l'économie, comme la charge fiscale (12%) ou la nouvelle pauvreté (13%), se situent à un niveau intermédiaire et montrent, au fil des années, moins de fluctuations dynamiques. La stabilité du système financier est rarement remise en question et reste à 4%, se situant à l'extrémité inférieure de l'échelle.

Evolution: préoccupations – économie et coûts

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

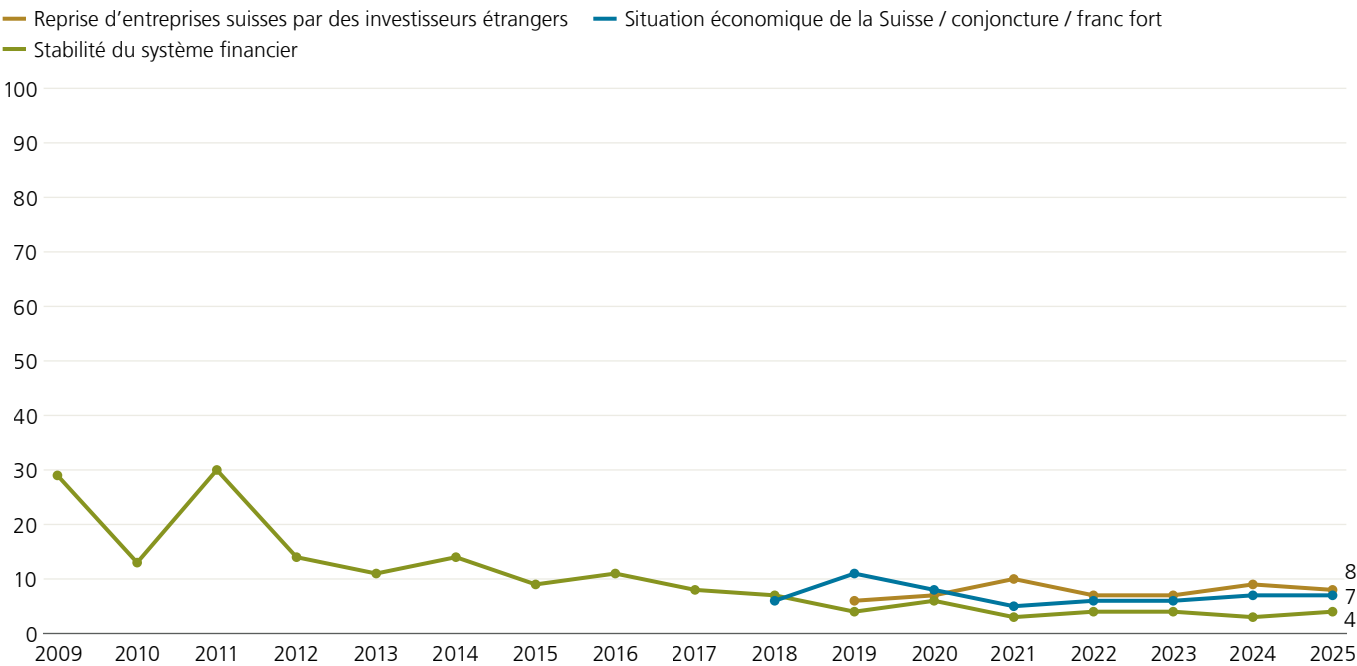
Alors que l'interaction entre le mode de vie individuel et les questions économiques influence fortement les préoccupations de la population, les thèmes économiques systémiques jouent traditionnellement un rôle secondaire. Cela se vérifie aussi en 2025. La reprise d'entreprises suisses par des investisseurs étrangers (8%), la situation économique générale (7%) ou la stabilité du système financier (4%) sont chacune mentionnées par moins de 10% des personnes interrogées comme des

préoccupations majeures. Au début des années 2010, l'inquiétude concernant la stabilité du système financier était parfois nettement plus élevée, atteignant des pics d'environ 30%. Ces dernières années, cependant, la perception de ce problème s'est continuellement affaiblie et reste à un niveau bas. Les incertitudes géopolitiques actuelles ne semblent pas avoir sensiblement renforcé les préoccupations liées au système économique suisse.

Evolution: préoccupations – système économique

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

Il est clairement visible que les questions environnementales occupent une place fixe dans la perception des préoccupations de la population suisse. Un tiers des personnes interrogées continue de citer la protection de l'environnement, le changement climatique ou les catastrophes écologiques comme l'une de leurs plus grandes préoccupations. Même si les chiffres ont légèrement baissé depuis les années où ils atteignaient des sommets, de 2019 à 2021, le sujet demeure à un niveau élevé.

Une autre dynamique se dessine en matière d'approvisionnement énergétique. Alors que la menace de pénurie d'électricité en 2022 avait encore conduit à une

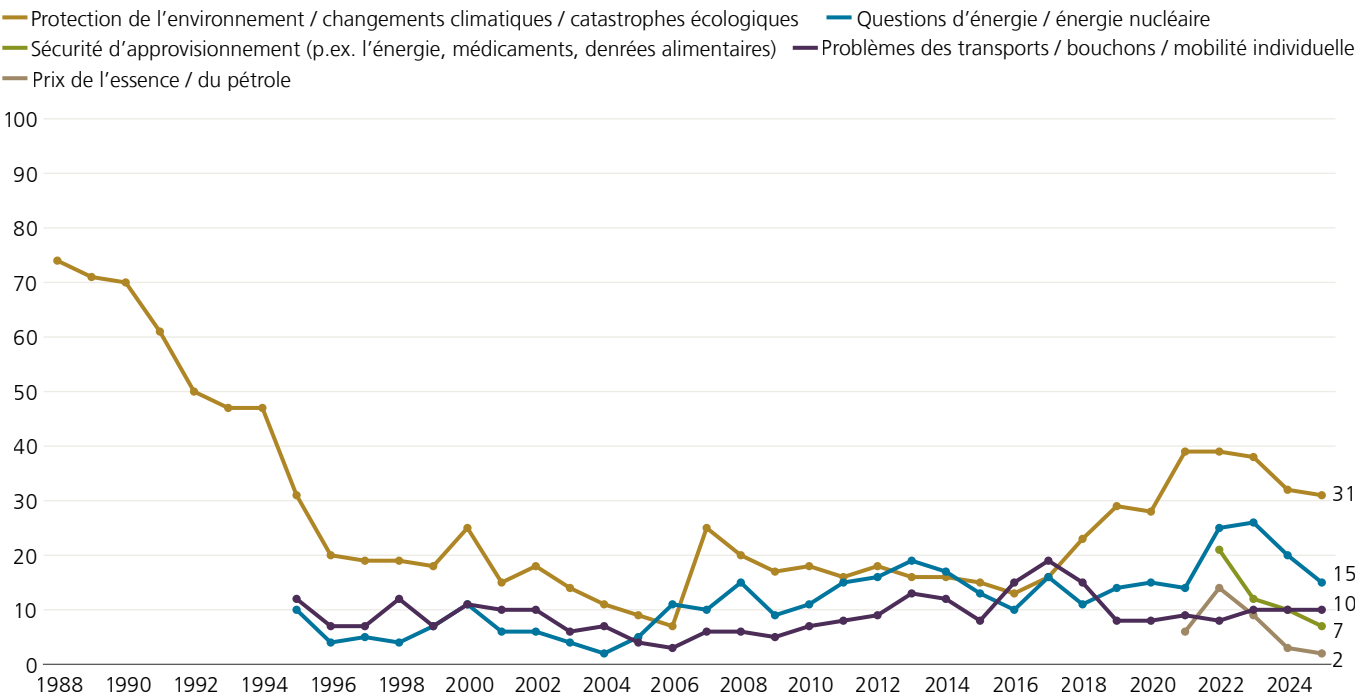
variation marquée, l'inquiétude perd continuellement de son importance depuis 2023 : seules 15% des personnes interrogées y voient actuellement un problème urgent. De même, la sécurité générale de l'approvisionnement, qui avait temporairement pris plus de poids pendant les années de crise (2022/2023), a perdu de son urgence et ne représente plus que 7% en 2025.

Les questions de transport et de mobilité individuelle se maintiennent à un niveau moyen. Avec 10%, elles restent certes récurrentes, mais clairement en retrait. En revanche, le prix de l'essence et du pétrole joue un rôle mineur (2%).

Evolution: préoccupations – environnement et sécurité d’approvisionnement

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

En 2025 également, l'immigration (30%) et les questions d'asile (27%) sont de nouveau en tête des préoccupations. Ces deux thèmes évoluent ainsi à un niveau nettement plus élevé qu'il y a quelques années et s'inscrivent dans les longues périodes où la question de la migration en Suisse a constamment atteint des valeurs maximales.

Il est également frappant de constater à quel point les crises géopolitiques influencent le profil des préoccupations : le conflit en Ukraine est désormais cité par 14% des répondants comme l'une des cinq plus grandes inquiétudes, le conflit au Moyen-Orient par 9%. Encore plus marquante est la perception de la présidence de Donald Trump : alors que l'année dernière, les élections américaines ne représentaient que 2% des mentions, le thème de sa

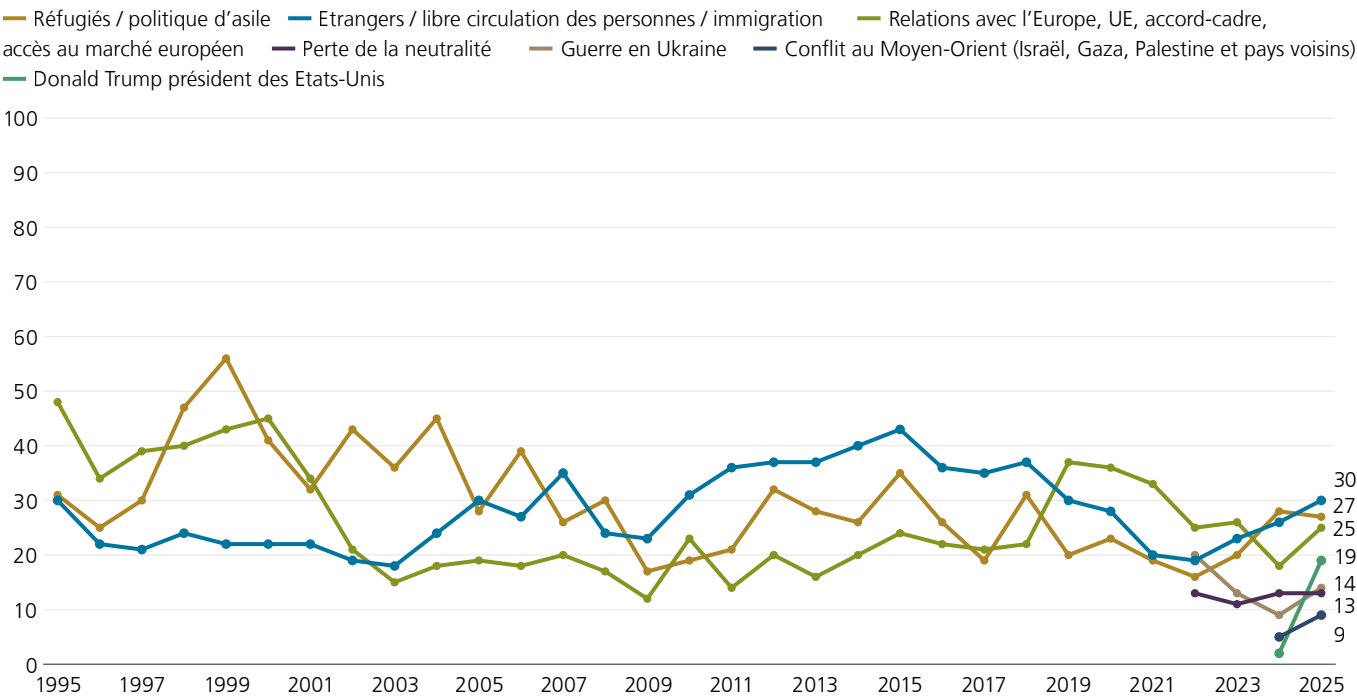
présidence en 2025 atteint 19% et est ainsi devenu un facteur central. Peut-être en raison de l'accent mis sur des partenariats commerciaux stables existants, les relations avec l'UE ont gagné en importance. Après des années de stabilité relative, la question de l'accès au marché européen est désormais considérée comme une grande préoccupation par un quart du corps électoral (25%). Cette évolution montre à quel point le débat sur la politique européenne est lié aux tensions géopolitiques et aux changements à l'échelle mondiale.

Contrairement à l'inquiétude concernant les relations avec l'Europe, celle liée à la perte de neutralité reste inchangée et se situe toujours à un niveau bas de 13%.

Evolution : préoccupations – politique étrangère et migratoire

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

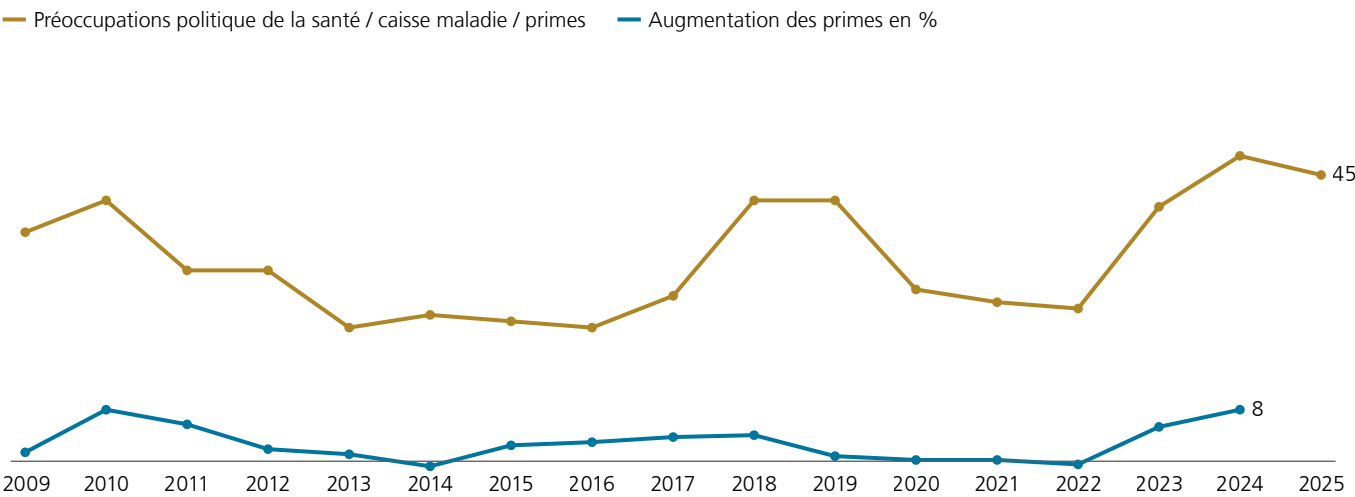
Ancrage dans des événements de la politique réelle

Pour comprendre l'évolution à long terme de la perception des préoccupations en Suisse, il est crucial de garder à l'esprit deux niveaux : d'une part, la présence d'un sujet dans le paysage médiatique international joue un rôle important, et, d'autre part, la comparaison avec des événements et des développements de politique réelle est également extrêmement révélatrice, les deux étant souvent liés.

Ainsi, la perception des problèmes dans le domaine de la santé suit clairement l'évolution des primes d'assurance maladie : lorsque les primes augmentent, la prise de conscience des problèmes augmente également. Lorsque les primes augmentent moins fortement (ou même diminuent, ce qui est plutôt rare), la préoccupation concernant la politique de la santé / les primes / les caisses maladie diminue également. Les questions d'asile suivent un modèle similaire, où l'intensité des préoccupations correspond largement au nombre de demandes d'asile effectivement déposées chaque année.

Evolution: préoccupations – politique de la santé

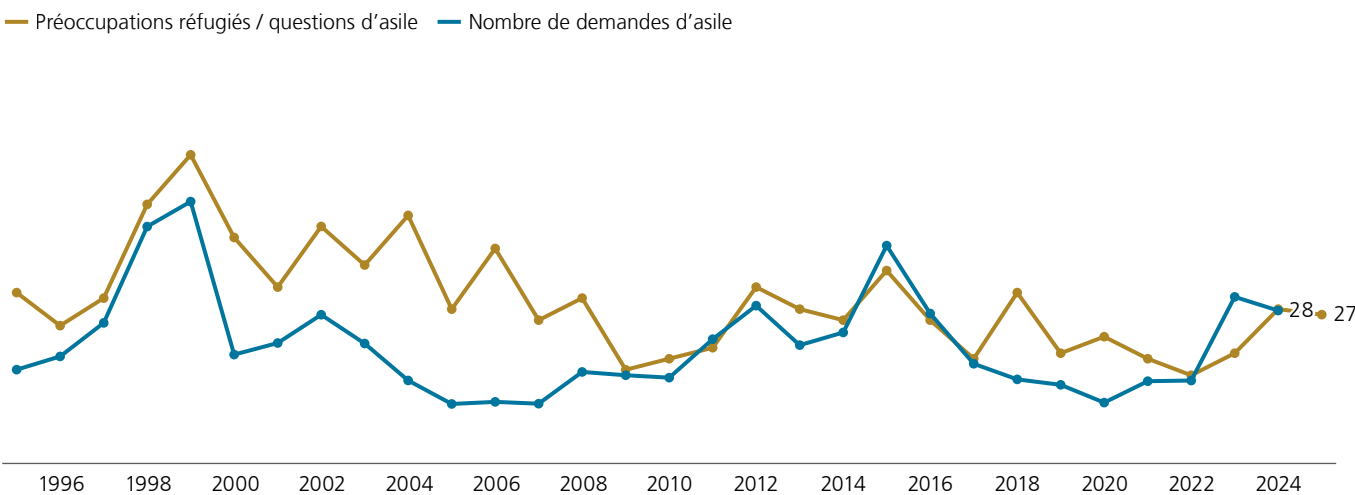
en % du corps électoral, pourcentage de mentions ou en % augmentation des primes



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

Evolution: préoccupations – questions relatives à l'asile

en % du corps électoral, proportion des mentions ou en nombre de demandes d'asile*



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

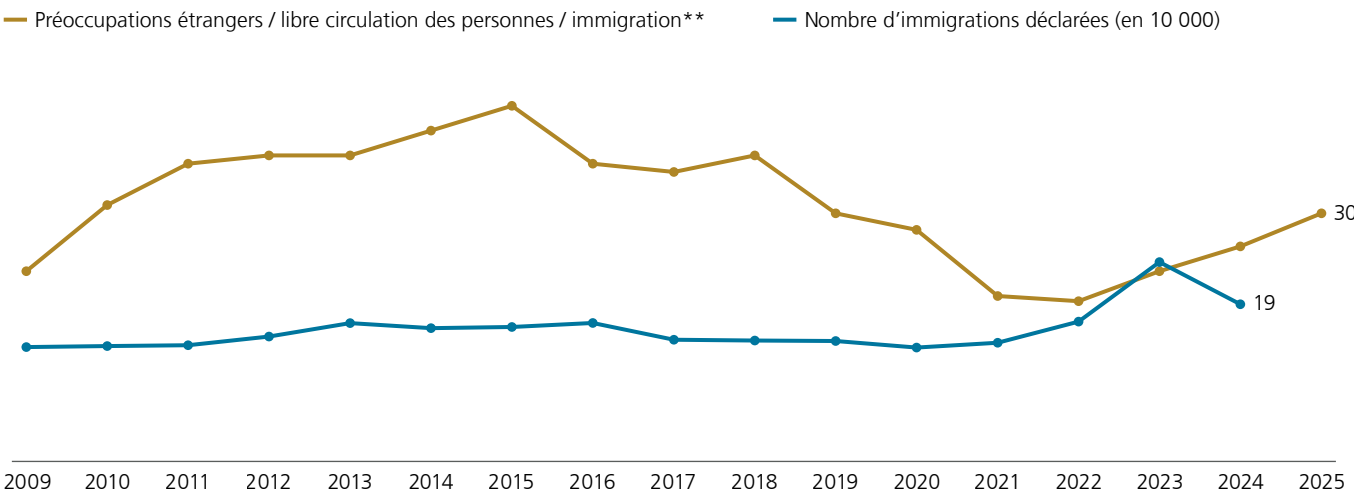
* Nombre de demandes d'asile enregistrées en milliers (Office fédéral de la statistique, Office fédéral des migrations)

La perception de l'immigration, en revanche, ne correspond pas aussi directement aux chiffres officiels enregistrés. Certes, il existe un lien approximatif entre les deux, mais l'inquiétude concernant cette question évolue de manière relativement indépendante de sa réalité. Le cas du chômage est particulièrement intéressant à observer. Pendant de

nombreuses années, il existait une corrélation étroite entre l'évolution du chômage réel et les préoccupations à ce sujet. Cependant, depuis environ 2010, ces courbes ne suivent plus une trajectoire parallèle. Bien que le chômage ait augmenté certaines années, l'inquiétude à son sujet a continuellement diminué.

Evolution : préoccupations – immigration

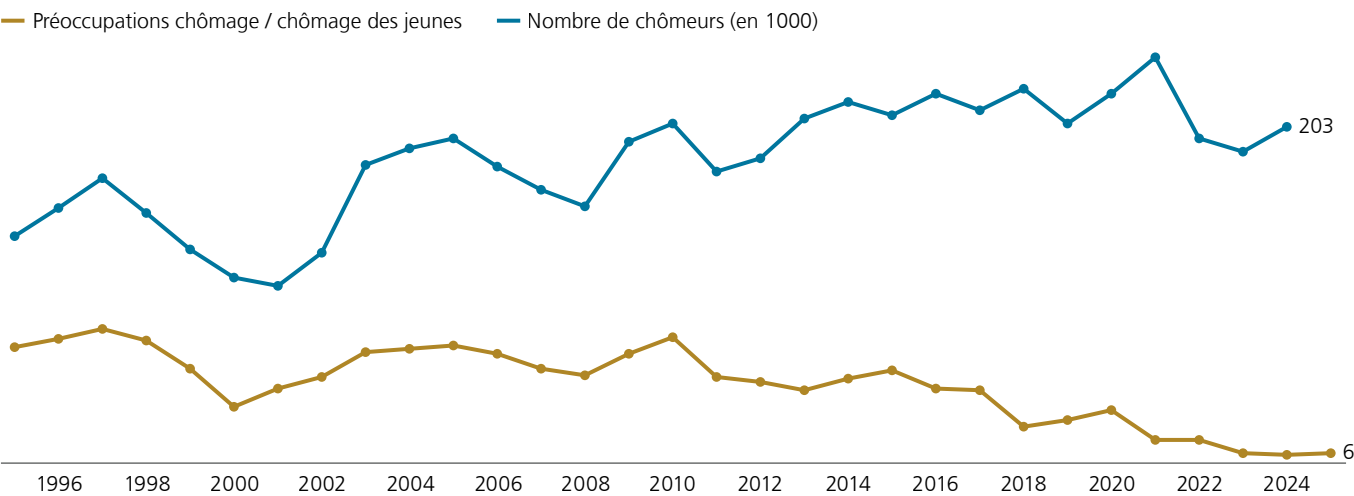
en % du corps électoral, en proportion des mentions ou en nombre de personnes déclarées*



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)
* Valeurs immigration de la population étrangère résidente permanente en nombre de personnes enregistrées, en 10 000 (Office fédéral de la statistique). A partir de 2011, changement de méthode de calcul et nouvelle définition de la population résidente permanente, qui comprend désormais également les personnes en procédure d'asile ayant séjourné au moins 12 mois au total dans le pays.
** Modification des catégories étrangers / libre circulation des personnes / immigration (à partir de 2013)

Evolution : préoccupations – chômage

en % du corps électoral, en proportion des mentions ou en nombre de chômeurs*



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)
* Nombre de chômeurs selon l'Office fédéral de la statistique

Différences selon l'âge, le genre et l'appartenance politique

Age et genre

Le poids des préoccupations varie parfois considérablement selon l'âge. Chaque génération a des priorités différentes. Seuls les frais de santé représentent la principale préoccupation dans toutes les tranches d'âge, bien qu'elle s'exprime à des degrés divers : cette inquiétude est la plus marquée chez les 40 à 64 ans, où près de la moitié (48%) mentionne ce sujet.

Cependant, des différences significatives apparaissent dans les priorités. Les jeunes (18-39 ans) s'inquiètent particulièrement des questions environnementales et climatiques (40%), ainsi que de la prévoyance vieillesse (28%) et des coûts du logement (28%). Des thèmes géopolitiques comme la présidence de Donald Trump (18%) ou l'approvisionnement en énergie (15%)

figurent également dans leur liste des dix principales préoccupations. En revanche, la génération intermédiaire (40-64 ans) accorde davantage d'importance aux questions de politique migratoire : 34% s'inquiètent de l'immigration et 28% des questions liées aux réfugiés. Parallèlement, la prévoyance vieillesse (32%) reste une préoccupation centrale. Il est également frappant de constater que cette tranche d'âge se soucie davantage des relations avec l'UE (27%) et de la sécurité sociale (15%). Les relations avec l'Europe gagnent en importance pour les plus de 65 ans : 31% de cette tranche d'âge s'en préoccupent et 30% de l'immigration. La prévoyance vieillesse (29%) et les questions de réfugiés (29%) constituent également des sources d'inquiétude pour les personnes de plus de 65 ans, tout comme la présidence de Donald Trump aux Etats-Unis (24%) ou le conflit en Ukraine (17%).

Top 10 des préoccupations par âge

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions

18-39 ans	40-64 ans	65 ans et plus
Politique de la santé / caisse maladie / primes (41%)	Politique de la santé / caisse maladie / primes (48%)	Politique de la santé / caisse maladie / primes (44%)
Protection de l'environnement / changements climatiques / catastrophes écologiques (40%)	Etrangers / libre circulation des personnes / immigration (34%)	Relations avec l'Europe, UE, accord-cadre, accès au marché européen (31%)
AVS / prévoyance vieillesse (28%)	AVS / prévoyance vieillesse (32%)	Etrangers / libre circulation des personnes / immigration (30%)
Augmentation des coûts de logement, hausse des loyers (28%)	Réfugiés / politique d'asile (28%)	AVS / prévoyance vieillesse (29%)
Etrangers / libre circulation des personnes / immigration (23%)	Relations avec l'Europe, UE, accord-cadre, accès au marché européen (27%)	Réfugiés / politique d'asile (29%)
Réfugiés / politique d'asile (23%)	Protection de l'environnement / changements climatiques / catastrophes écologiques (27%)	Protection de l'environnement / changements climatiques / catastrophes écologiques (29%)
Relations avec l'Europe, UE, accord-cadre, accès au marché européen (18%)	Augmentation des coûts de logement, hausse des loyers (25%)	Donald Trump président des Etats-Unis (24%)
Donald Trump président des Etats-Unis (18%)	Donald Trump président des Etats-Unis (16%)	Augmentation des coûts de logement, hausse des loyers (19%)
Questions d'énergie (fourniture d'électricité, énergies renouvelables / énergie nucléaire) (15%)	Questions d'énergie (fourniture d'électricité, énergies renouvelables / énergie nucléaire) (15%)	Guerre en Ukraine (17%)
Inflation / dévaluation / renchérissement (15%)	Sécurité sociale / pérennité des institutions sociales (15%)	Perte de la neutralité (16%)

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n entre 560 et 960)

L'importance attribuée à chaque préoccupation diffère également de manière significative entre les jeunes hommes et les jeunes femmes (18-39 ans), ce qui révèle clairement une polarisation dans la perception des genres sur certains thèmes. Les frais de santé (48%) et les thèmes liés à l'environnement et au climat (44%) sont clairement en tête chez les jeunes femmes, suivis par la prévoyance vieillesse (35%). L'égalité (19%) et des questions sociales comme la nouvelle pauvreté (17%) ou le vivre ensemble (15%) figurent dans le top 10 des préoccupations des femmes, tandis que ces sujets ont peu d'importance chez les hommes. La migration et les impôts apparaissent aussi chez les femmes, mais jouent un rôle bien moins important que chez leurs homologues masculins.

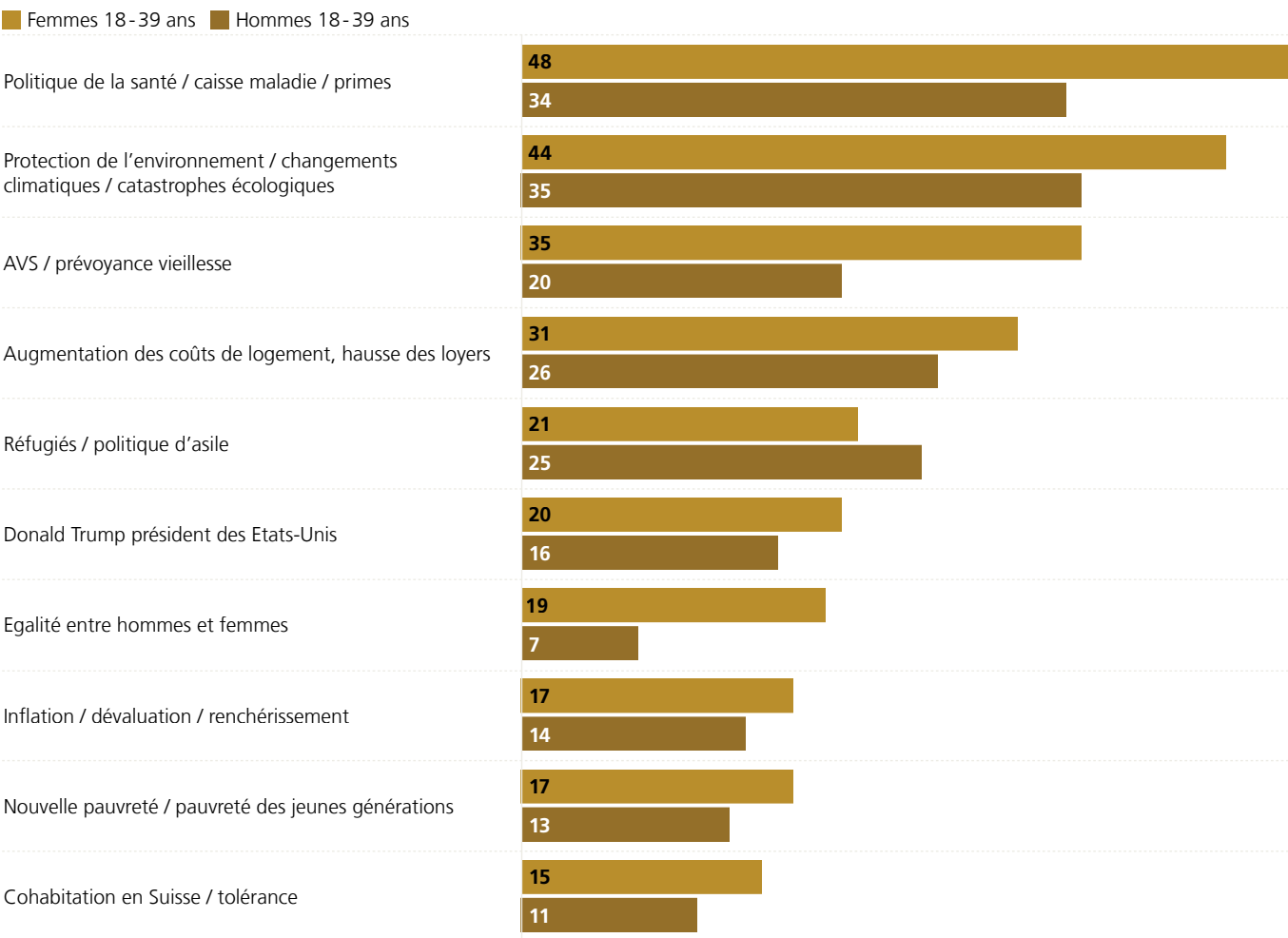
Chez les jeunes hommes, les questions de migration et de politique fiscale dominent : l'immigration (33%) ainsi que la question de l'asile (25%) comptent parmi leurs préoccupations les plus importantes et sont donc nettement plus élevées que chez les femmes du même âge. La charge fiscale (18%) et les questions énergétiques (21%) figurent également parmi les priorités des jeunes hommes. Les frais de santé (34%) et les questions environnementales (35%) occupent une place importante, mais restent nettement moins urgents que pour les jeunes femmes interrogées.

La comparaison révèle que les jeunes hommes privilégient des thèmes classiques comme la migration, l'énergie et les charges financières, tandis que les jeunes femmes se concentrent davantage sur des enjeux de santé, sociaux et sociétaux. Les différences de priorités sont particulièrement marquées au sein de la tranche d'âge la plus jeune.

Top 10 des préoccupations – jeunes femmes (vs jeunes hommes)

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

*en % du corps électoral, pourcentage de mentions
plusieurs réponses possibles*

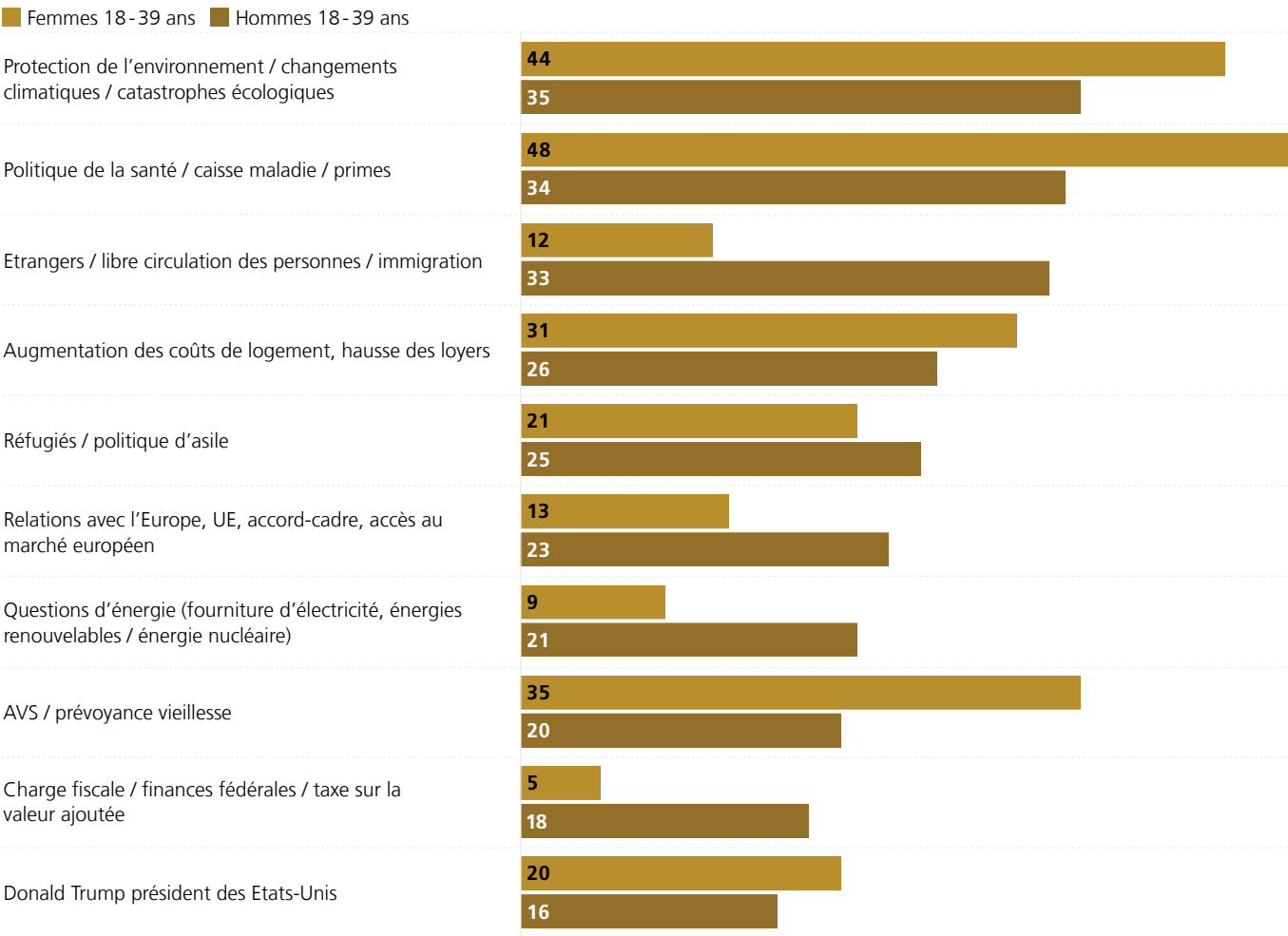


Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (N = 2190)

Top 10 des préoccupations – jeunes hommes (vs jeunes femmes)

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

*en % du corps électoral, pourcentage de mentions
plusieurs réponses possibles*



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (N = 2190)

Sympathies partisans

Les préoccupations de la population diffèrent nettement selon l'affiliation politique et reflètent les priorités thématiques des différents camps. Ce qui est commun à tous les milieux politiques, c'est que les frais de santé et la prévoyance vieillesse figurent en tête de liste. En revanche, des différences marquées apparaissent dans la pondération d'autres sujets.

Chez les personnes interrogées proches des Vert-e-s et du PS, la protection de l'environnement domine : 79% des sympathisants des Vert-e-s et 56% de ceux du PS citent le climat et l'environnement comme leur plus grande préoccupation. Les questions de santé et les prix des loyers suivent de près. Il est frappant de constater que, pour ces partis, les préoccupations sociétales telles que l'égalité, le racisme ou la sécurité sociale occupent également une place importante. Par conséquent, une combinaison de thèmes écologiques et sociaux se trouve au premier plan dans les milieux de gauche.

Les électrices et électeurs proches des Vert'libéraux se montrent également très sensibles aux questions environnementales (57%), mais présentent un ensemble de préoccupations clairement distinct. Outre les frais de santé et la prévoyance vieillesse, le thème de l'UE est relativement souvent mentionné, et la présidence de Donald Trump apparaît également beaucoup plus fréquemment parmi les principales préoccupations que dans d'autres camps. Le corps électoral des Vert'libéraux est le seul à inclure la question de la sécurité informatique et de la cybersécurité dans le top 10 de ses préoccupations.

Le cercle des soutiens du parti Le Centre met davantage l'accent sur les assurances sociales classiques. Les frais de santé (45%) et la prévoyance vieillesse (35%) occupent les premières places. Parallèlement, ils accordent une attention accrue aux questions de migration : 31% citent l'immigration comme l'un des plus grands problèmes, et 28% mentionnent la question de l'asile. La question européenne atteint le top 10, mais elle a beaucoup moins de poids par rapport à la plupart des autres partis. Au lieu de cela, la cohésion sociale (le vivre-ensemble en Suisse : 17%) joue un rôle plus important que dans les autres partis.

Parmi les sympathisants du PLR, les relations avec l'UE arrivent en tête avec 37%, devant les frais de santé (35%). Cela illustre l'orientation économique marquée de ce camp et pourrait également être lié au fait que la position de la direction du parti sur cette question n'était pas encore tout à fait claire au moment de l'enquête. Viennent ensuite la prévoyance vieillesse (34%), l'immigration (33%) et les questions énergétiques (24%).

Le cercle des soutiens de l'UDC se distingue le plus de la perception moyenne des préoccupations à l'échelle suisse. Chez aucun autre parti, les questions de politique migratoire ne marquent les préoccupations aussi fortement que chez l'UDC : 53% citent la question de l'asile, 52% l'immigration comme l'un des cinq plus grands soucis. Ces sujets devancent clairement les frais de santé (44%) et la prévoyance vieillesse (31%). Il est également caractéristique que ce groupe mentionne une perte de neutralité (29%) ainsi que la crainte d'une perte de sécurité personnelle (20%) à des niveaux supérieurs à la moyenne. Les questions de politique européenne apparaissent également parmi les principales préoccupations, mais elles figurent clairement en queue de peloton.

Top 10 des préoccupations – selon l’affiliation à un parti politique

Voici une liste qui comporte quelques sujets à propos desquels on a beaucoup discuté et écrit ces derniers temps. Veuillez lire la liste et sélectionner les cinq problèmes que vous considérez comme les plus importants en Suisse.

en % du corps électoral, pourcentage de mentions

Les Vert-e-s	PS	PVL	Le Centre	PLR	UDC
Protection de l’environnement / changements climatiques (79%)	Protection de l’environnement / changements climatiques (56%)	Protection de l’environnement / changements climatiques (57%)	Santé (45%)	Europe (37%)	Asile (53%)
Santé (40%)	Santé (48%)	Santé (44%)	Prévoyance vieillesse (35%)	Santé (35%)	Immigration (52%)
Energie (29%)	Coûts de logement (38%)	Prévoyance vieillesse (29%)	Immigration (31%)	Prévoyance vieillesse (34%)	Santé (44%)
Coûts de logement (29%)	Prévoyance vieillesse (29%)	Donald Trump, Etats-Unis (29%)	Asile (28%)	Immigration (33%)	Prévoyance vieillesse (31%)
Egalité entre hommes et femmes (24%)	Europe (27%)	Europe (28%)	Donald Trump, Etats-Unis (27%)	Energie (24%)	Europe (29%)
Donald Trump, Etats-Unis (24%)	Sécurité sociale (21%)	Coûts de logement (24%)	Protection de l’environnement / changements climatiques (21%)	Asile (24%)	Perte de neutralité (29%)
Guerre en Ukraine (22%)	Nouvelle pauvreté (19%)	Energie (17%)	Coûts de logement (21%)	Guerre en Ukraine (24%)	Criminalité (20%)
Racisme (19%)	Egalité entre hommes et femmes (18%)	Sécurité sociale (17%)	Cohabitation en Suisse (17%)	Donald Trump, Etats-Unis (24%)	Charge fiscale (18%)
Conflit au Moyen-Orient (19%)	Donald Trump, Etats-Unis (18%)	Sécurité sur Internet (14%)	Europe (16%)	Protection de l’environnement / changements climatiques (19%)	Coûts de logement (18%)
Europe (18%)	Racisme (17%)	Guerre en Ukraine (14%)	Guerre en Ukraine (14%)	Coûts de logement (18%)	Energie (14%)

Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n entre 148 et 514)



Confiance et identité

Identité et intérêt politique

Pour la population, la Suisse représente avant tout la sécurité et la stabilité, un constat qui prend une importance particulière en ces temps d'incertitudes au niveau mondial et de bouleversements géopolitiques. En 2025, 36% des personnes interrogées mentionnent spontanément la sécurité et la stabilité comme des caractéristiques marquantes du pays; cette valeur reste incontestablement en tête du classement. En deuxième position vient la neutralité avec 21%, suivie de la démocratie directe avec 20%. Ces deux valeurs sont emblématiques de l'identité politique de la Suisse: participation à l'intérieur et indépendance vis-à-vis de l'extérieur. 13% des répondants soulignent l'importance du pôle économique, 11% se réfèrent à des particularités politiques telles que le fédéralisme ou le système multipartite.

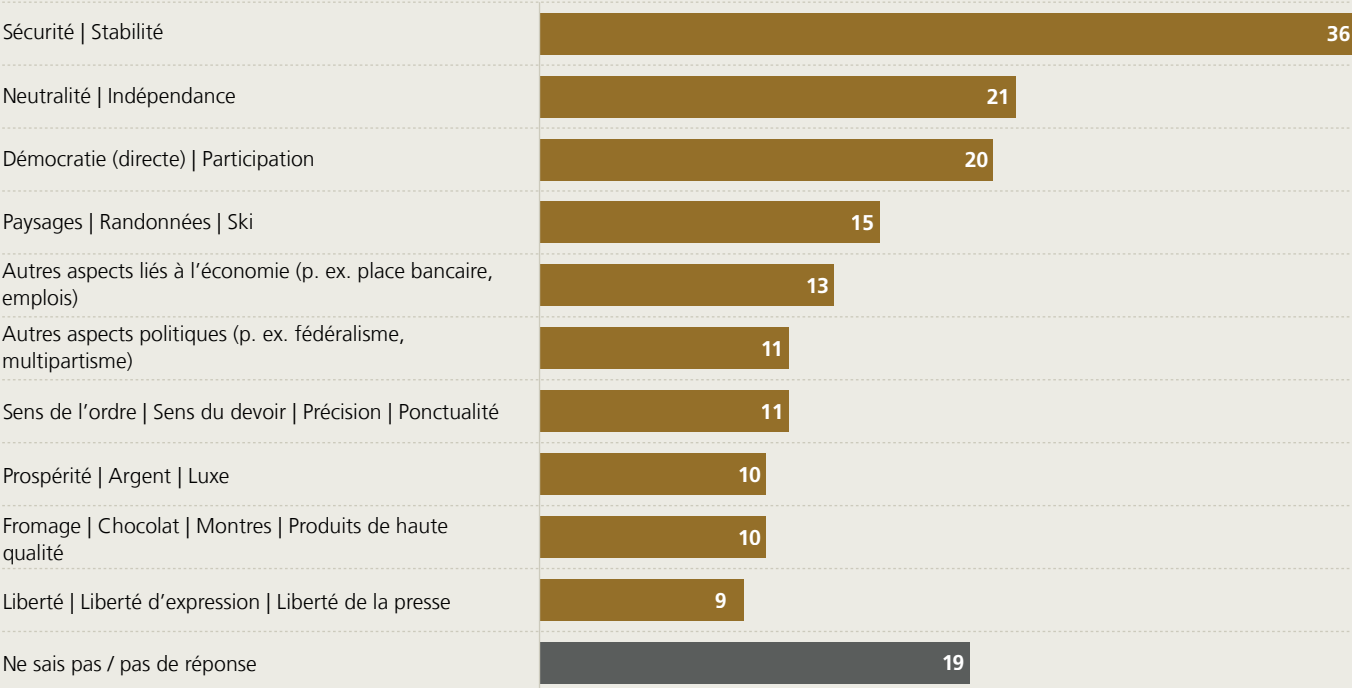
Les aspects concernant les paysages ou les stéréotypes jouent également un rôle, bien que comparativement mineur: 15% du corps électoral associent la Suisse à la nature, à la randonnée ou au ski. Des valeurs traditionnelles telles que l'ordre, le sens du devoir et la ponctualité (11%) ainsi que la prospérité, l'argent et le luxe (10%) figurent également parmi les mentions principales. La liberté, notamment la liberté d'expression et de la presse (9%), ainsi que des biens classiques tels que le fromage, le chocolat, les montres ou la haute qualité des produits (10%) sont mentionnés avec une fréquence similaire.

Cela montre clairement que l'identité de la Suisse repose, pour la population, bien davantage sur ses structures politiques et économiques que sur des caractéristiques liées aux paysages ou aux stéréotypes. La stabilité, la démocratie, la neutralité et un pôle économique fort marquent l'image du pays dans le top 10 bien plus que le paysage ou des stéréotypes nationaux comme le fromage ou le chocolat.

Top 10 – Ce que représente l'identité suisse

Veuillez indiquer trois choses qui, à vos yeux, représentent l'identité suisse.

en % du corps électoral
plusieurs réponses possibles



Source: gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1109)

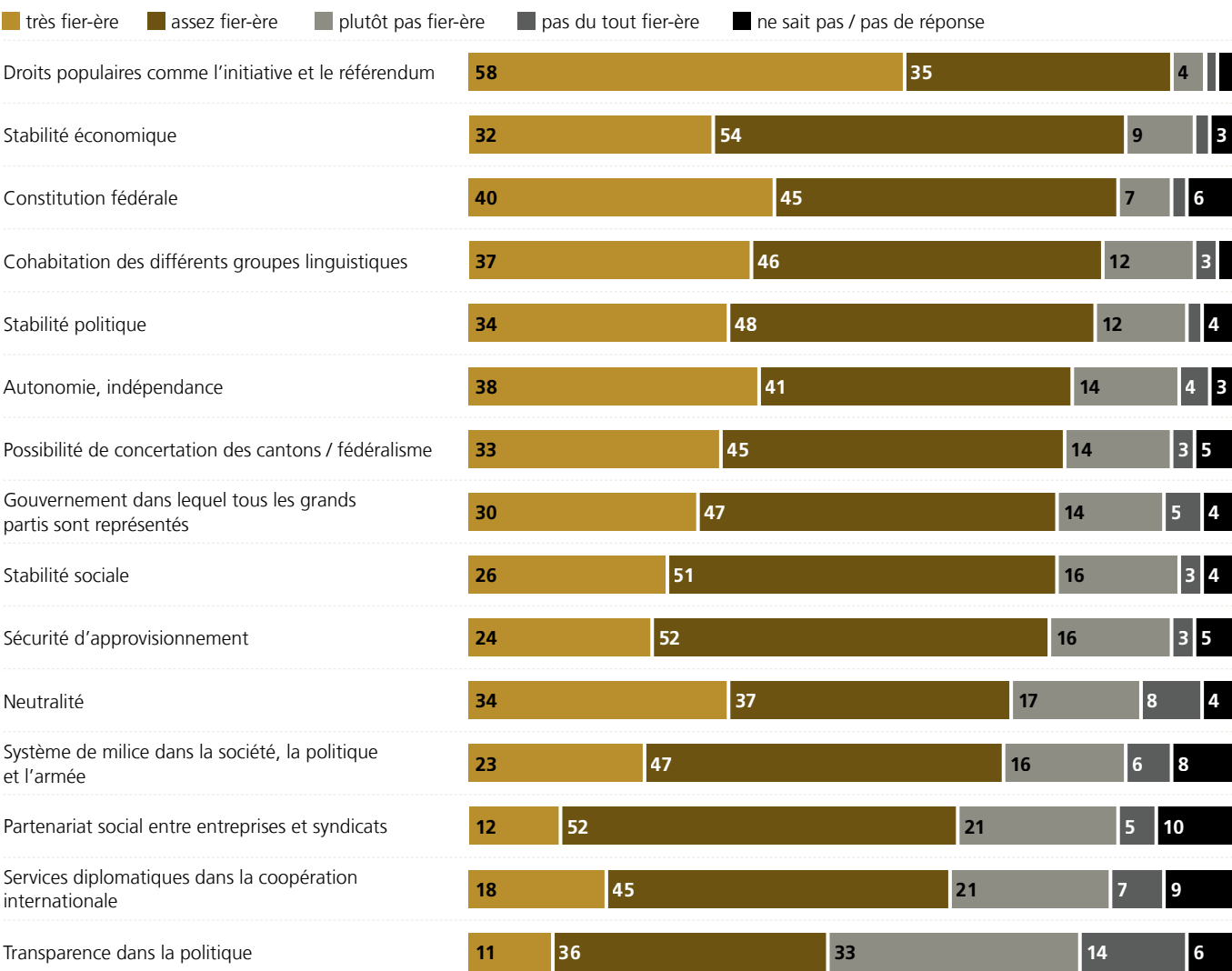
Ces marqueurs identitaires sont également ceux dont la Suisse est particulièrement fière : les droits populaires de la démocratie directe, la stabilité politique ainsi que l'autonomie et l'indépendance. Moins de fierté, ou simplement moins de connexion personnelle, se manifeste généralement vis-à-vis de la collaboration entre les syndicats et les entreprises, du service diplomatique, de la coopération internationale et, surtout, de la transparence politique. Ce dernier point est particulièrement

remarquable : depuis un peu plus d'un an, de nouvelles règles de transparence s'appliquent en Suisse, obligeant les acteurs politiques à révéler leurs sources de financement. Néanmoins, cela ne semble pas encore avoir d'influence sur l'évaluation de la transparence par la population. Cela pourrait s'expliquer soit par l'absence d'un gain de confiance jusqu'à présent, soit par le fait que le désir de transparence en politique dépasse largement la simple divulgation des sources de financement.

Fierté des éléments de la politique suisse

Existe-t-il certains aspects de la politique suisse dont vous êtes particulièrement fier-ère ? Etes-vous respectivement très fier-ère, assez fier-ère, plutôt pas fier-ère ou pas fier-ère du tout ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (N = 2190)

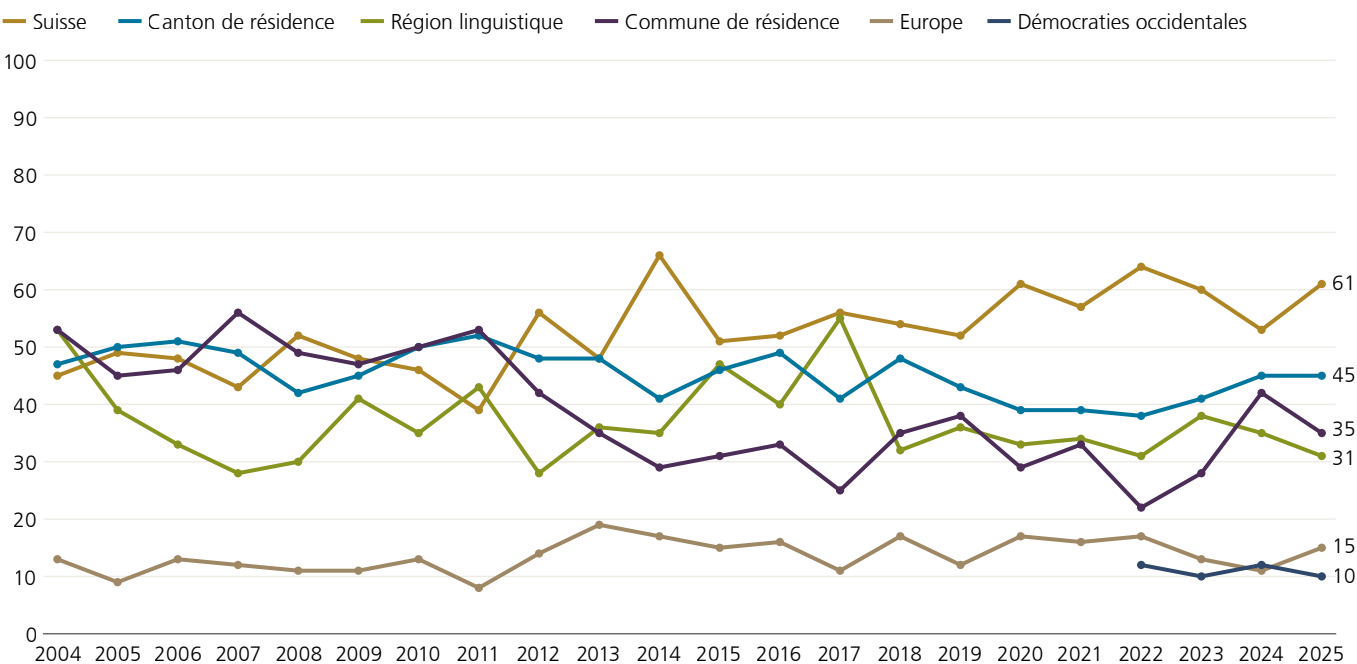
Les Suisses s'identifient le plus fortement au pays dans son ensemble, et cela nettement plus qu'à leur propre canton, région linguistique ou commune de résidence. Cela souligne que le concept de nation fondée sur la volonté politique reste largement ancré dans tout le pays. Par rapport à l'année précédente, cette identification nationale a même encore augmenté. Cela pourrait être aussi en réaction aux perturbations actuelles dans le reste

du monde : en période d'incertitude, on se tourne de plus en plus vers ses racines et son pays, et le sentiment d'appartenance augmente face aux influences extérieures. Les gens se sentent le moins connectés aux démocraties occidentales en tant que concept abstrait et à l'Europe. Il est cependant notable que l'identification à l'Europe, bien que faible, a légèrement augmenté cette année.

Evolution : appartenance unité géographique (en première et deuxième ligne)

A laquelle des unités géographiques de cette liste appartenez-vous en première ligne ?
Et à laquelle appartenez-vous en deuxième ligne ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1380 dans chaque cas)

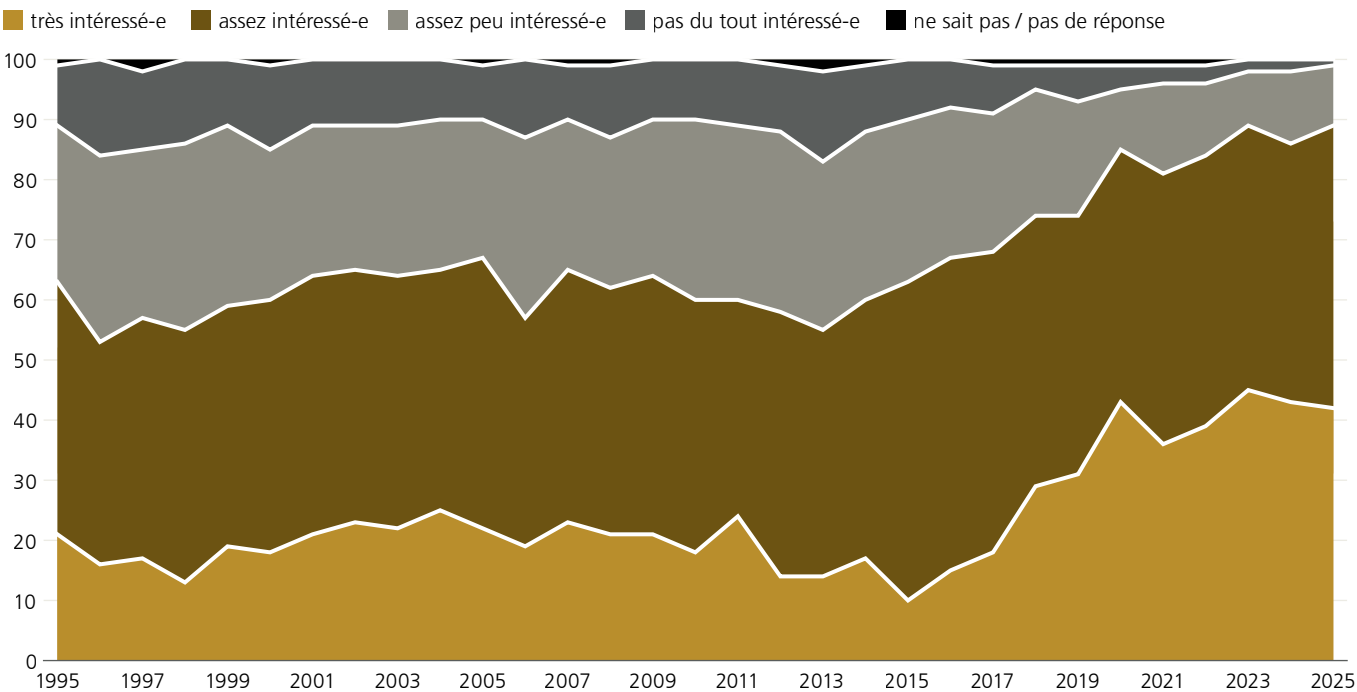
L'intérêt pour les questions politiques révèle aussi beaucoup sur la manière dont les gens se sentent connectés aux évolutions dans leur pays. Une tendance claire se dégage sur le long terme : la proportion de personnes totalement désintéressées de ces questions diminue régulièrement depuis des années. Parallèlement, le groupe de celles et ceux qui s'intéressent beaucoup ou au moins modérément à la politique ne cesse de croître. Cette augmentation est particulièrement visible depuis la fin des années 2010. Une telle évolution correspond également au fait que, ces dernières années, la participation aux votes nationaux

a souvent dépassé de manière significative la moyenne à long terme des années précédentes. Il est possible que, dans des périodes marquées par de multiples incertitudes, les gens s'intéressent davantage aux questions politiques. Les crises mondiales, les tensions sociales ou les ruptures économiques renforcent le sentiment d'être personnellement concerné et, par conséquent, la volonté de s'engager dans les décisions politiques. Aujourd'hui, près de neuf personnes sur dix se décrivent comme fortement ou très fortement intéressées par la politique (89%).

Evolution : intérêt pour la politique

De manière très générale, quel intérêt portez-vous à la politique ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1280 dans chaque cas)

Confiance dans la politique et l'économie

La confiance dans les acteurs politiques et les autorités constitue une base essentielle à la stabilité du système politique. Elle détermine si les décisions politiques sont largement acceptées et si les acteurs sont perçus comme étant capables d'agir. Il est significatif de noter que la confiance de la population envers presque tous les acteurs à propos desquels on l'a interrogée a diminué par rapport à l'année précédente, la seule exception étant l'UE, où les valeurs restent stables.

En tête figure la police, qui atteint une valeur de confiance maximale avec une moyenne de 5,1 sur une échelle de 1 à 7, bien qu'en légère baisse par rapport à 2024 (-0,2). Le Tribunal fédéral (5,0 ; -0,3) et la Banque nationale suisse (4,9 ; -0,2), qui représentent l'Etat de droit et la stabilité économique, obtiennent également des notes très élevées.

La perte de confiance envers le Conseil fédéral est particulièrement saisissante : avec une moyenne de 4,5, il ne se situe plus, comme auparavant, près du Tribunal fédéral et de la Banque nationale, mais seulement dans

le milieu du classement, enregistrant la plus forte baisse parmi toutes les institutions, avec une diminution de -0,4 point sur l'échelle.

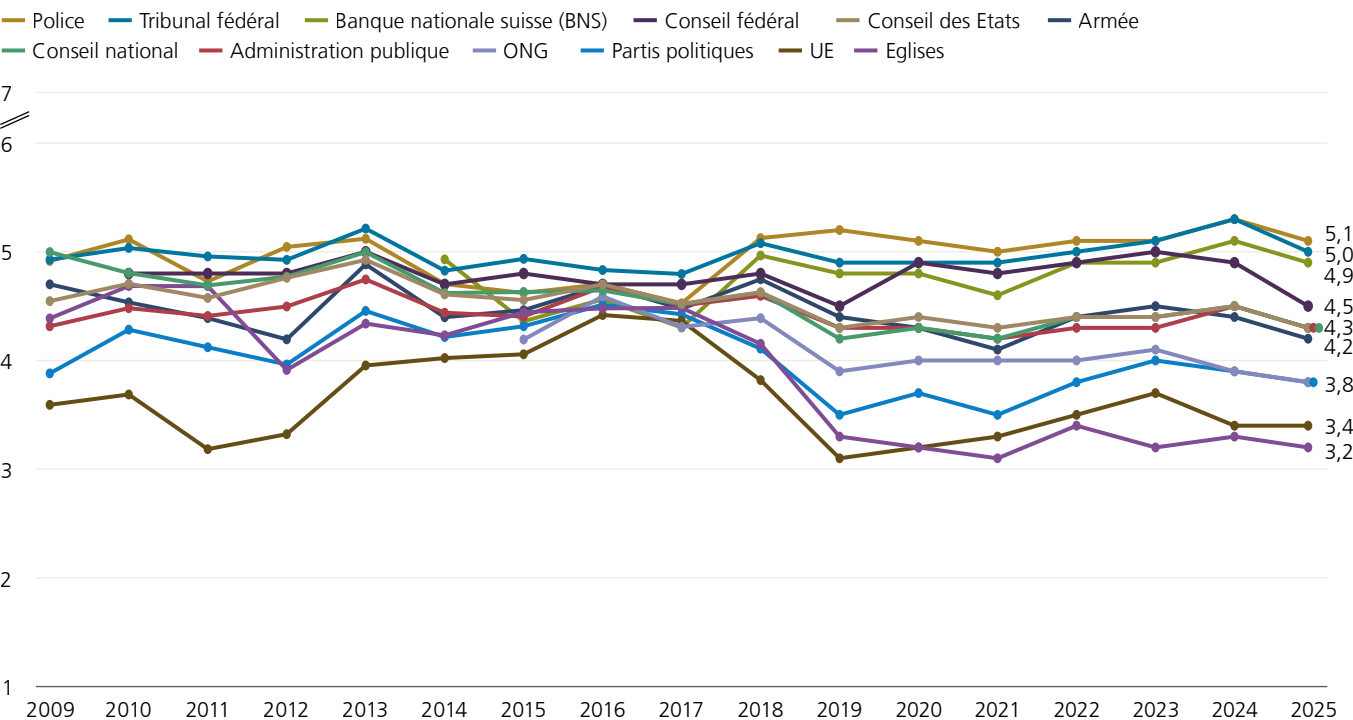
Juste derrière le Conseil fédéral se trouvent le Conseil des Etats et le Conseil national, avec une moyenne de 4,3 chacun (tous deux -0,2), ainsi que l'administration fédérale (4,3 ; -0,2). Les ONG (3,8 ; -0,1) et les partis politiques (3,8 ; -0,1) restent dans le bas du classement, tandis que les acteurs supranationaux et religieux occupent les dernières positions : l'UE atteint une moyenne de 3,4 (±0) et les Eglises de 3,2 (-0,1).

Sur le long terme, une ligne de démarcation claire se confirme : les institutions incarnant la sécurité, l'Etat de droit et la stabilité continuent de bénéficier d'un haut niveau de confiance, bien qu'en baisse. En revanche, les partis, les Eglises et les acteurs internationaux restent à un niveau de confiance comparativement plus faible.

Evolution : confiance moyenne dans les acteurs (politique et autorités)

La Suisse compte différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux, les banques, par exemple, en qui on peut avoir confiance ou non. Veuillez indiquer, sur la base de l'échelle suivante, le degré de confiance que vous accordez personnellement à chaque institution mentionnée ci-dessous.

valeurs moyennes du corps électoral, sur une échelle allant de 1 (aucune confiance) à 7 (entière confiance)



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 2190 dans chaque cas)

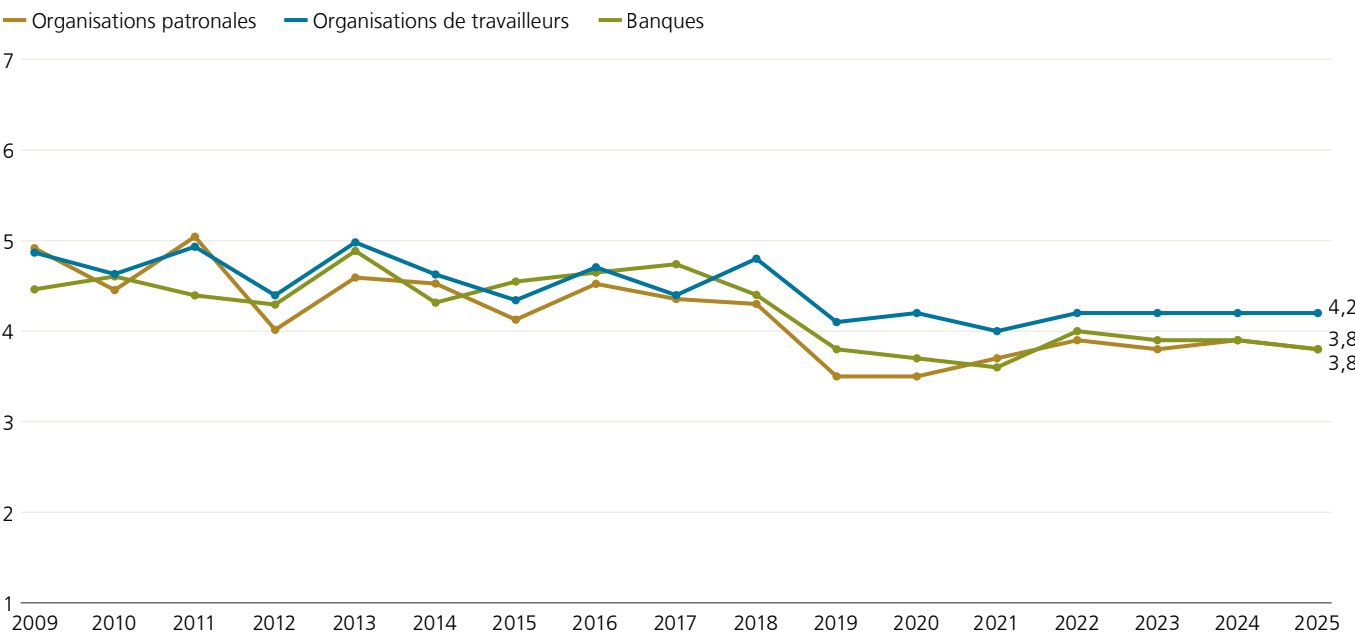
En regardant l'évolution depuis 2009, la perte de confiance de la population interrogée envers les trois acteurs économiques est claire depuis le début de la période. Les banques ont connu une baisse notable de soutien après 2018, mais cette valeur s'est depuis rétablie. Les organisations patronales se situent dans une fourchette similaire : parmi les

trois acteurs économiques sur lesquels on a interrogé la population, les organisations de travailleurs obtiennent les meilleurs résultats avec une moyenne de 4,2 (± 0), tandis que les organisations patronales et les banques atteignent seulement 3,8 ($-0,1$).

Evolution : confiance moyenne dans les acteurs (économie)

La Suisse compte différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux, les banques, par exemple, en qui on peut avoir confiance ou non. Veuillez indiquer, sur la base de l'échelle suivante, le degré de confiance que vous accordez personnellement à chaque institution mentionnée ci-dessous.

valeurs moyennes du corps électoral, sur une échelle allant de 1 (aucune confiance) à 7 (entière confiance)



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1270 dans chaque cas)



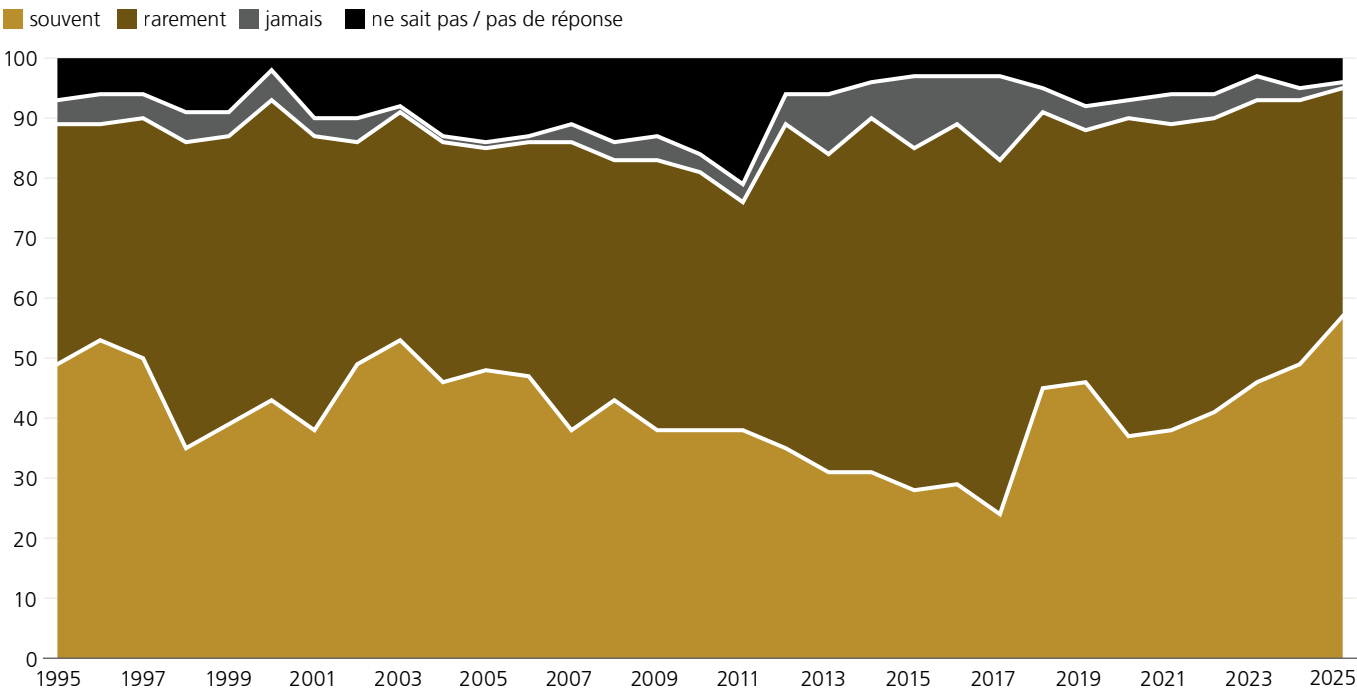
La confiance dans la capacité d'action de la politique est étroitement liée au sentiment de la population que le gouvernement et l'administration accomplissent leurs tâches. En conséquence, il est significatif de savoir si la politique échoue sur des questions cruciales. En 2025, pour la première fois depuis 2003, plus de la moitié du corps électoral déclare que c'est souvent le cas. 57% marque une nouvelle valeur record. La proportion de celles et ceux qui estiment que la politique échoue rarement est donc nettement plus faible que les années précédentes (38%, -6 pp.). Peu de gens pensent que la politique n'échoue jamais (1 %, -1 pp.). Alors qu'au cours des années 2000, la plupart des personnes interrogées donnaient encore un avis plutôt positif sur la politique, la méfiance n'a cessé de croître depuis lors. En particulier depuis le milieu des années 2010, le regard est devenu plus critique.

La confiance dans l'économie offre un tableau différent de celui des institutions politiques. En 2025, 46% des personnes interrogées déclarent que l'économie échoue souvent dans des questions cruciales (-1 pp). La valeur est donc nettement inférieure à celle de l'échec politique et reste principalement stable par rapport à l'année précédente. Comme pour les autorités, la méfiance envers l'économie avait atteint son apogée en 2003, tandis qu'en 2017, particulièrement peu de personnes percevaient des échecs fréquents. Contrairement à la perception des autorités, celle de la situation économique ne s'est cependant pas détériorée depuis 2018, mais s'est stabilisée à un niveau constant.

Evolution : défaillance politique

Avez-vous le sentiment que la politique du gouvernement et de l'administration échoue sur des questions décisives ?

en % du corps électoral

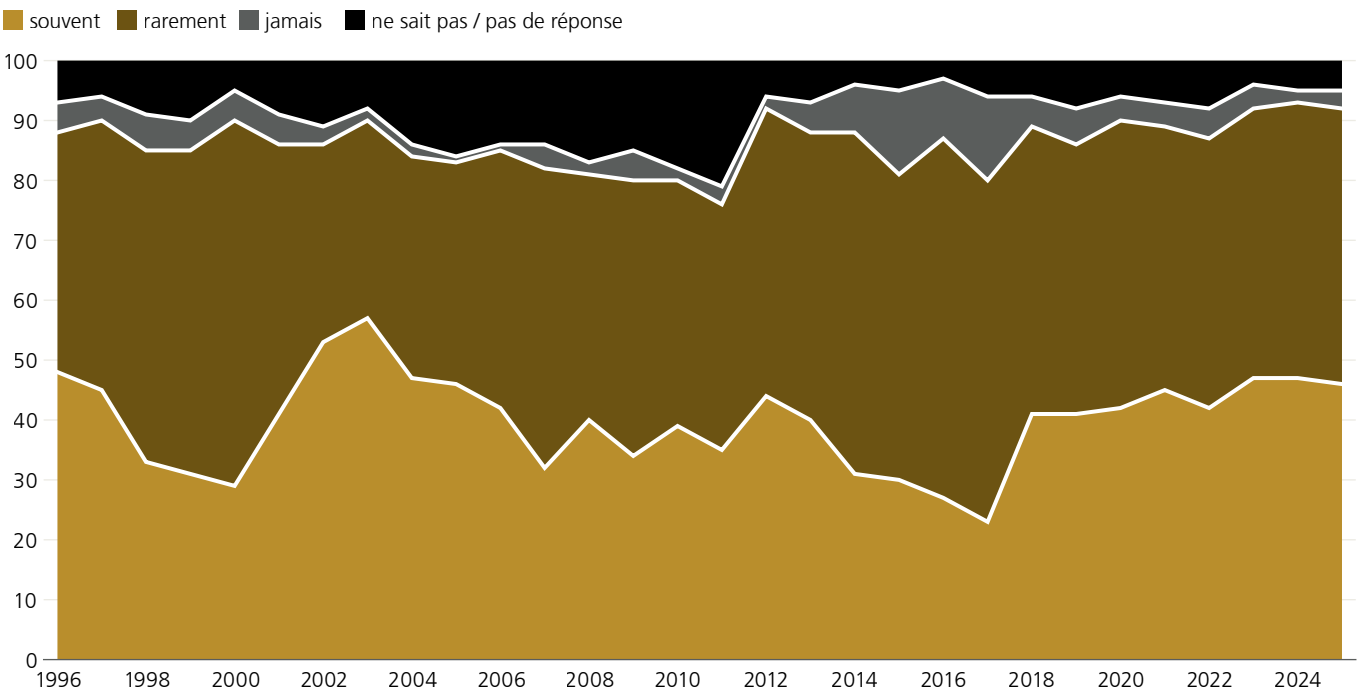


Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1280 dans chaque cas)

Evolution : défaillance économique

Avez-vous le sentiment que l'économie échoue sur des questions décisives ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1290 dans chaque cas)

Confiance dans les médias

En tant que quatrième pouvoir, les représentants des médias doivent surveiller les processus politiques, détecter les abus de pouvoir et informer le public de manière appropriée. Ils agissent ainsi en tant qu'intermédiaires entre l'Etat et la société ainsi qu'en tant qu'instance de contrôle indépendante. En conséquence, la confiance que la population suisse accorde aux médias est significative.

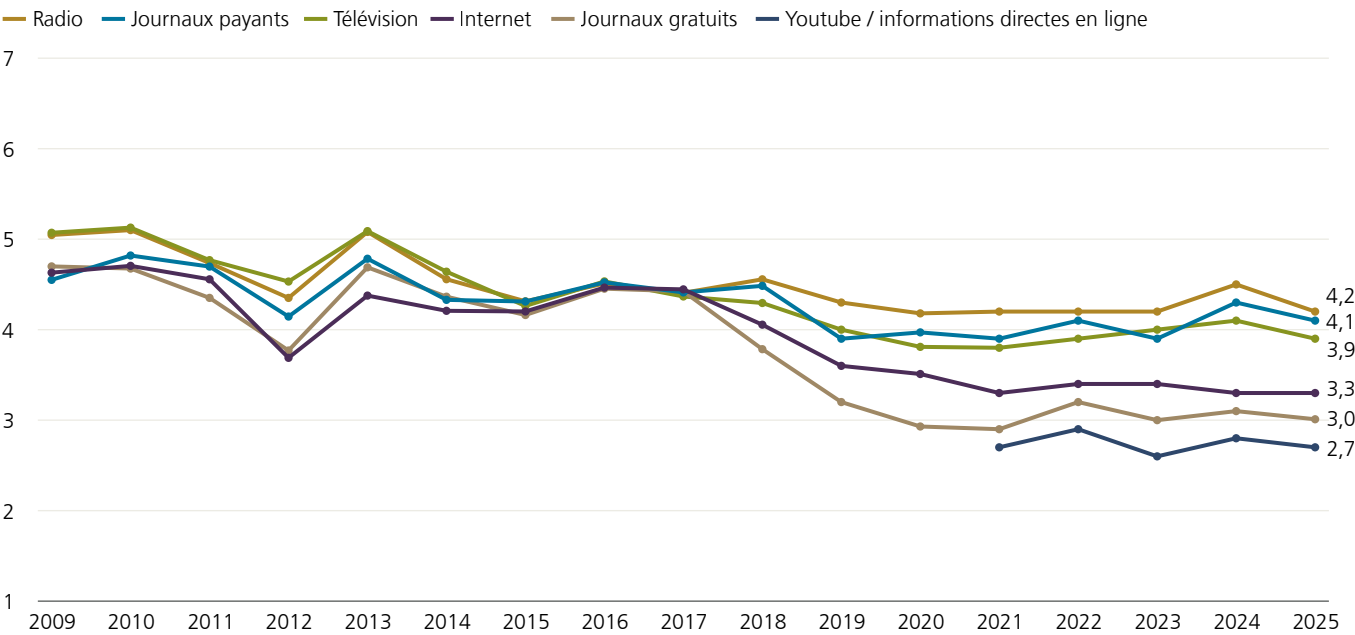
Après une nette diminution en 2017, la confiance dans les médias s'est stabilisée à un niveau globalement constant. Les offres classiques, telles que la radio (4,2 ; -0,3) et les journaux payants (4,1 ; -0,2) bénéficient d'une confiance relativement plus élevée, bien qu'inférieure aux valeurs maximales des années précédentes. La télévision suit de près avec 3,9 points (-0,2).

Le domaine des canaux d'information alternatifs est jugé de manière beaucoup plus critique. Les journaux gratuits (3,0 ; -0,1), ainsi que Youtube et les sources directes en ligne (2,7 ; -0,1) se situent au bas du classement de tous les médias. Ainsi, un schéma qui s'est consolidé depuis la fin des années 2010 se dessine : alors que les médias traditionnels maintiennent leur crédibilité, la confiance dans les offres en ligne et gratuites reste faible.

Evolution : confiance moyenne dans les acteurs (médias)

La Suisse compte différentes institutions, comme le gouvernement, les tribunaux, les banques, par exemple, en qui on peut avoir confiance ou non. Veuillez indiquer, sur la base de l'échelle suivante, le degré de confiance que vous accordez personnellement à chaque institution mentionnée ci-dessous.

valeurs moyennes du corps électoral, sur une échelle allant de 1 (aucune confiance) à 7 (entière confiance)



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 2190 dans chaque cas)

Confiance dans les acteurs mondiaux et les grandes puissances

En 2025, l'ONU et l'OTAN se trouvent en tête avec chacune 3,7 points (−0,3 et −0,2). Bien que ces deux organisations n'aient pas tout à fait réussi à maintenir leur niveau par rapport à 2024, elles restent les acteurs internationaux auxquels la population suisse accorde le plus de confiance. L'UE évolue également à un niveau moyen mais stable, avec 3,5 points (−0,2).

Il est intéressant d'observer l'évolution de la perception de la Chine. Bien que la valeur n'ait pas changé par rapport à 2024 (2,4 points), une perspective à plus long terme montre comment la Chine est passée, depuis 2023, du bas de la liste, longtemps proche de la Russie, au milieu des acteurs internationaux. Désormais, le pays se situe pratiquement au même niveau que les Etats-Unis et se trouve ainsi dans le voisinage d'autres grandes puissances représentées dans l'enquête, telles que l'Inde ou les Etats du Golfe. La confiance accordée à la Chine a ainsi sensiblement augmenté.

Contrairement aux Etats-Unis : avec 2,5 points, la confiance envers les Etats-Unis atteint un niveau historiquement bas, enregistrant une chute significative de 0,9 point par rapport à 2024. Ainsi, les développements politiques actuels aux Etats-Unis se reflètent non seulement dans les préoccupations de la population, mais aussi dans la question de confiance.

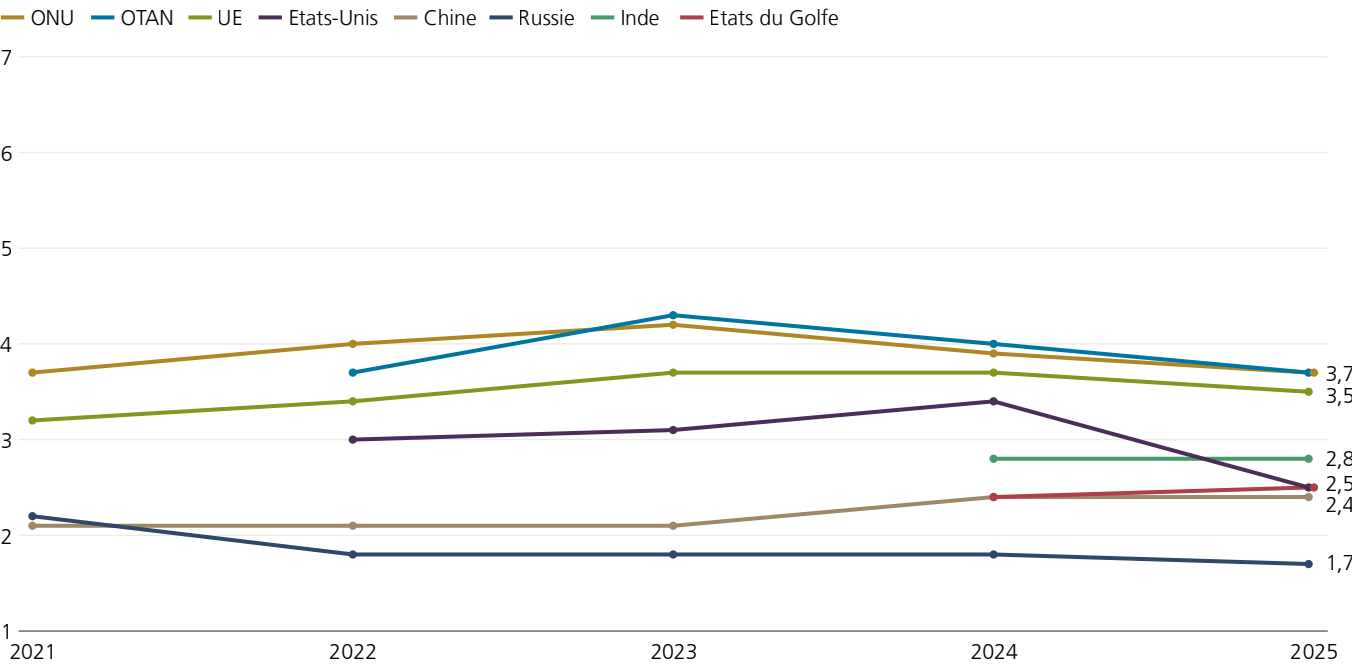
L'Inde (2,8 ; ±0) et les Etats du Golfe (2,5 ; +0,1) se situent dans une zone similaire à celle de la Chine. La Russie reste à la traîne avec 1,7 point et marque de loin la valeur la plus basse parmi tous les acteurs sur lesquels on a interrogé la population.

En somme, il apparaît que les organisations multilatérales comme l'ONU et l'OTAN bénéficient encore d'un soutien nettement plus important en Suisse que les grandes puissances individuelles. En ce qui concerne ces dernières, la perception a toutefois évolué : tandis que les Etats-Unis perdent la confiance, la Chine se rapproche du milieu de terrain, s'éloignant ainsi de la marge.

Evolution : confiance moyenne dans les Etats, confédérations et organisations

Par la même occasion, pourriez-vous indiquer quelle confiance vous avez dans les Etats, confédérations et organisations suivants et dans leur politique envers la Suisse ?

valeurs moyennes du corps électoral, sur une échelle allant de 1 (aucune confiance) à 7 (entière confiance)



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1200 dans chaque cas)

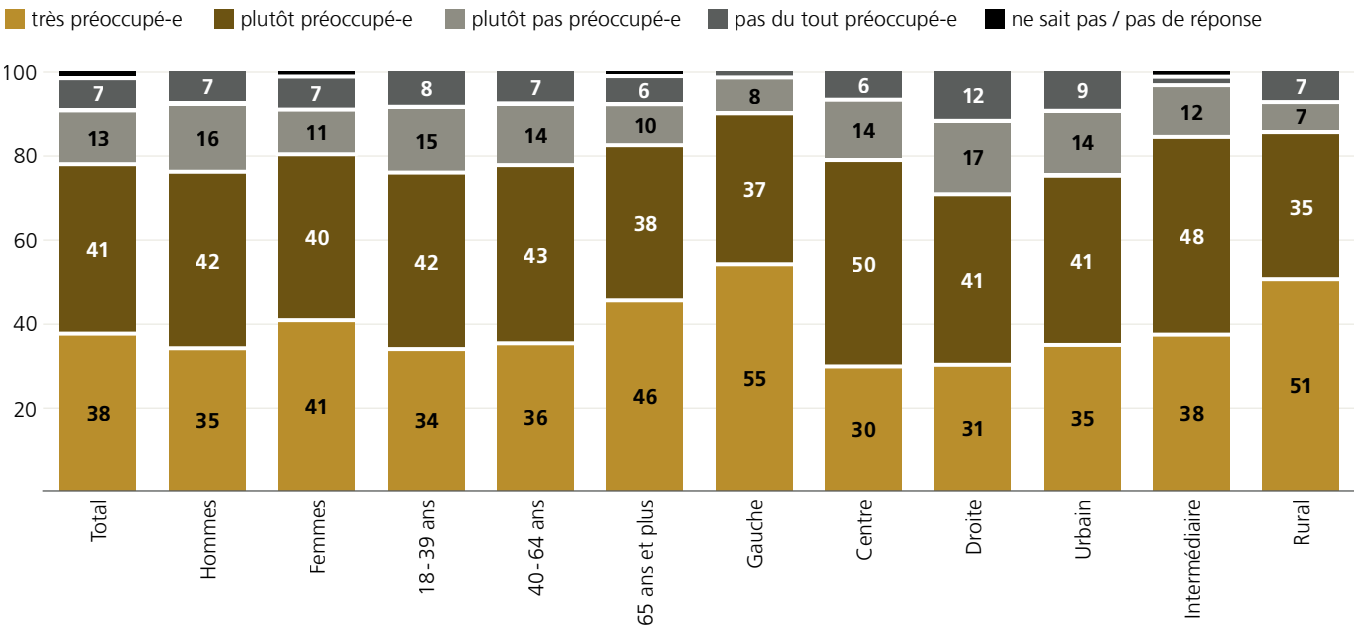
Les Etats-Unis ont longtemps été considérés comme le cœur et l'ancre de la communauté des Etats occidentaux. Cependant, les évaluations actuelles de la confiance dans les acteurs mondiaux et les grandes puissances montrent que ce rôle est aujourd'hui nettement moins perçu de cette manière. Dans ce contexte, une majorité écrasante de 79%

du corps électoral en Suisse exprime des préoccupations concernant le rôle des Etats-Unis dans le monde. Il est évident que ce scepticisme est répandu dans presque tous les milieux sociaux et groupes sociodémographiques, bien qu'avec de très légères différences d'intensité.

Préoccupations concernant le rôle des Etats-Unis dans le monde – comparaison

Dans quelle mesure êtes-vous préoccupé-e par le rôle des Etats-Unis dans le monde ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1213)

Géopolitique et économie

Gestion des changements géopolitiques

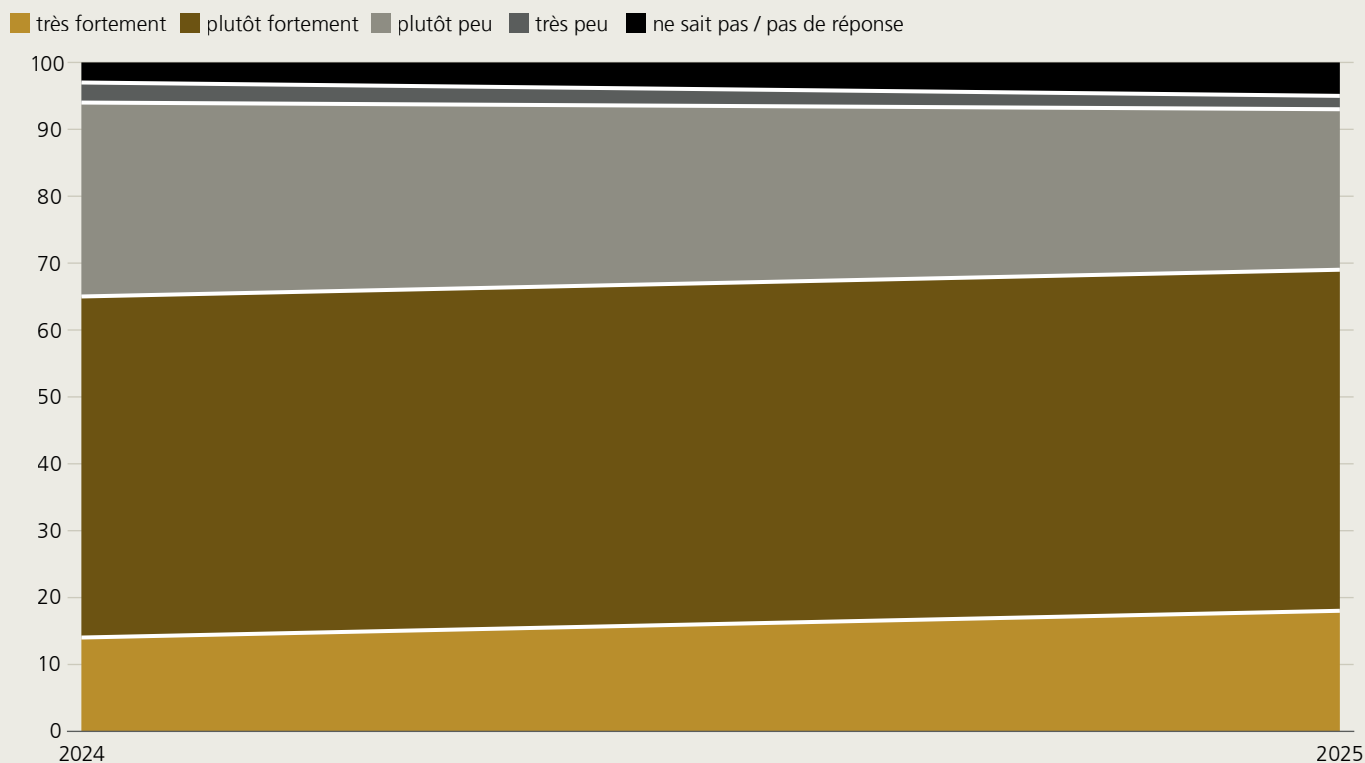
Les incertitudes géopolitiques jouent un rôle de plus en plus important pour la population suisse. Bien que la Suisse soit politiquement neutre, les habitants du pays perçoivent que les développements géopolitiques peuvent avoir une influence directe sur la sécurité, l'économie et même leur quotidien. En 2025, près de sept personnes sur

dix interrogées déclarent être fortement ou très fortement préoccupées par les éventuels grands changements géopolitiques à venir. Ainsi, la sensibilisation à ce sujet atteint un niveau élevé et a de nouveau légèrement augmenté par rapport à l'année précédente.

Evolution : inquiétude quant à d'éventuels changements géopolitiques majeurs à l'avenir

Dans quelle mesure les grands changements géopolitiques susceptibles de survenir dans le futur vous préoccupent-ils ?

en % du corps électoral

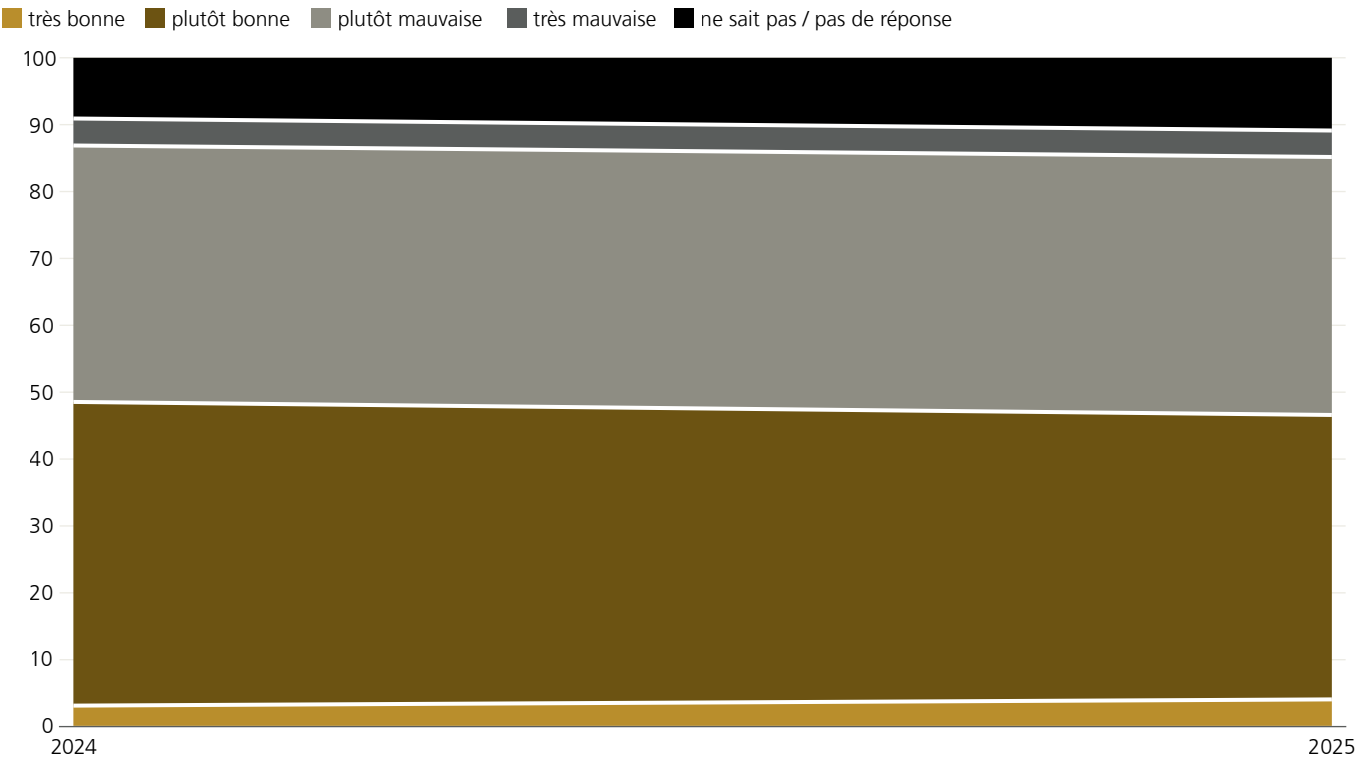


Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1230 dans chaque cas)

Les évaluations de la préparation de la Suisse aux futurs changements géopolitiques sont partagées. Environ la moitié de la population estime que le pays est suffisamment préparé, tandis que l'autre moitié pense exactement le contraire. Cette division reflète l'absence d'une vision commune clairement établie de la situation

actuelle de la nation et met en lumière une certaine incertitude. Ce dilemme pourrait s'avérer particulièrement crucial lorsque des mesures concrètes devront être décidées et mises en œuvre dans un contexte d'urgence politique ou économique.

Evaluation : situation de départ et capacité d'adaptation de la Suisse en cas de grands changements géopolitiques dans le futur
Et dans quelle mesure pensez-vous que la Suisse est préparée à faire face aux grands changements géopolitiques susceptibles de survenir dans le futur ?
en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1230 dans chaque cas)



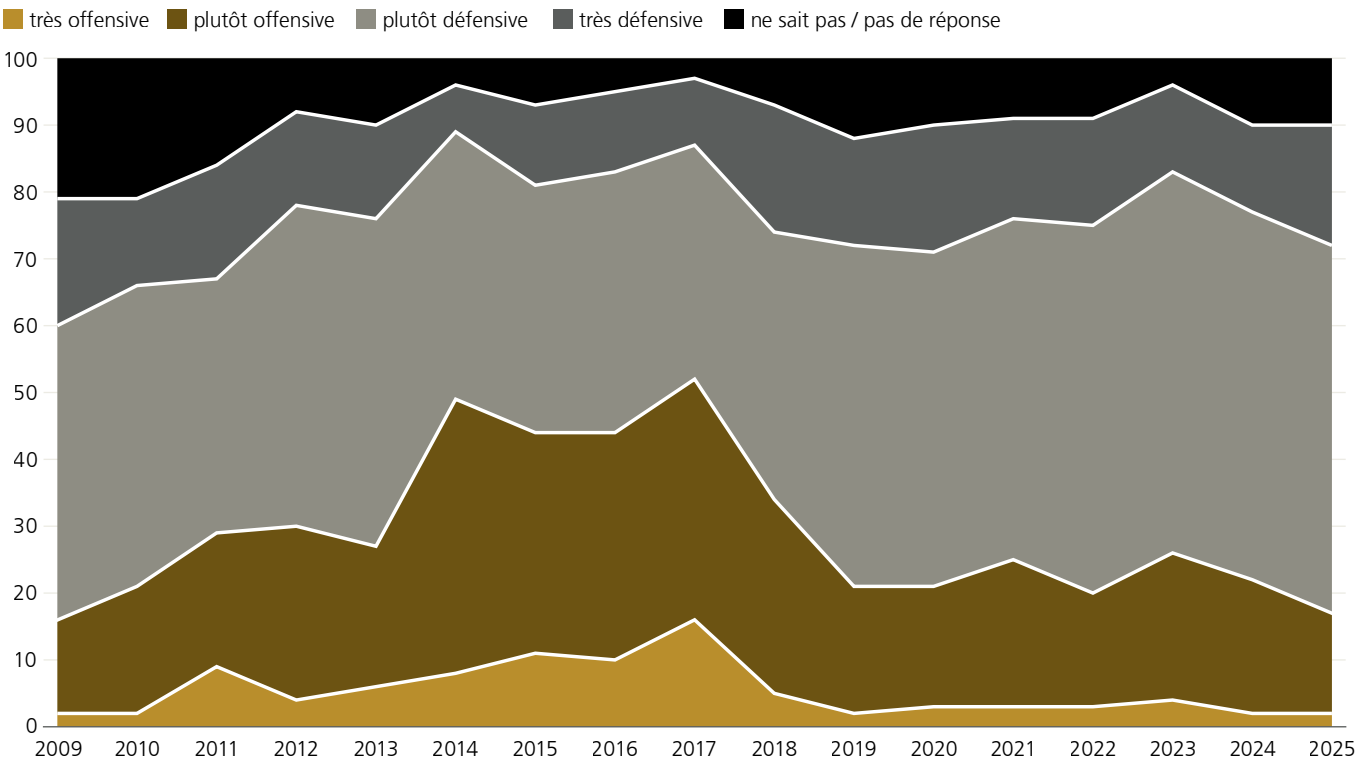
Dans le contexte des bouleversements géopolitiques actuels, la représentation des intérêts suisses à l'étranger devient d'autant plus importante. Ces dernières années, le corps électoral a clairement estimé que la politique suisse à l'égard de l'étranger adopte une posture majoritairement défensive. Cette perception domine également en 2025 : une large majorité considère que la politique agit de manière plutôt ou très défensive lorsqu'il s'agit de préserver les intérêts du pays. En revanche, la part de celles et ceux qui attribuent à la Suisse une approche offensive reste faible et se situe uniquement dans une fourchette basse à deux chiffres. Ainsi, l'image d'une politique suisse qui défend certes ses intérêts dans le contexte international, mais de manière principalement prudente et attentiste, se consolide au sein de la population.

Pourtant, selon les sondages, la population souhaite en réalité exactement le contraire : une attitude plus résolue. En 2025, une nette majorité se prononce en faveur de la défense plus offensive des intérêts suisses à l'étranger. En particulier, la proportion de celles et ceux qui préfèrent un comportement « beaucoup plus ou plutôt offensif » a considérablement augmenté au fil des ans. A l'inverse, la position défensive perd progressivement du soutien. Il existe donc un décalage entre la perception et les attentes du corps électoral : alors que la politique est perçue comme réservée, la population demande davantage de fermeté sur la scène internationale.

Evolution : comportement de la politique suisse vis-à-vis de l'étranger

Quelle est la politique de la Suisse par rapport à l'étranger lorsqu'il en va des intérêts du pays ?

en % du corps électoral

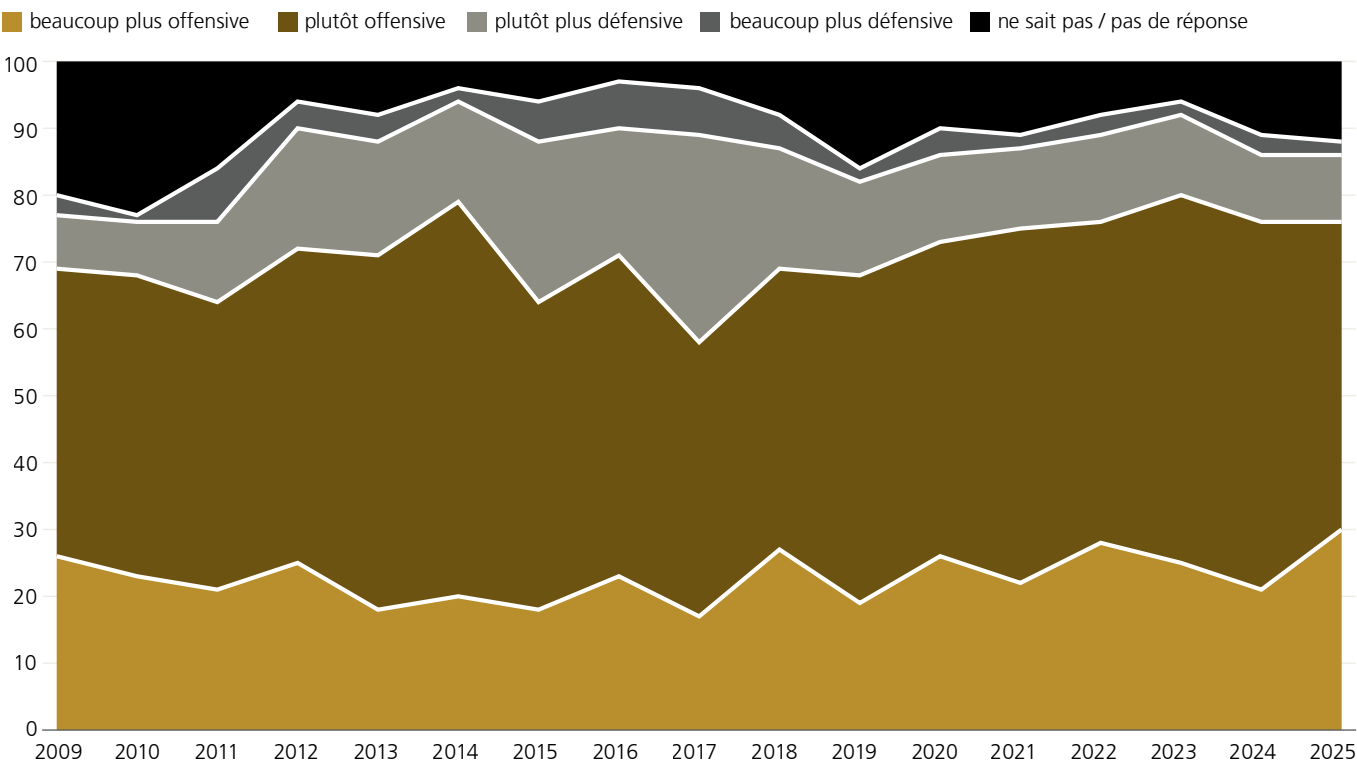


Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1480 dans chaque cas)

Evolution : comportement souhaité de la politique suisse vis-à-vis de l'étranger

Et quelle devrait être la politique de la Suisse vis-à-vis de l'étranger lorsqu'il en va des intérêts du pays ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1480 dans chaque cas)

Commerce mondial et économie globale

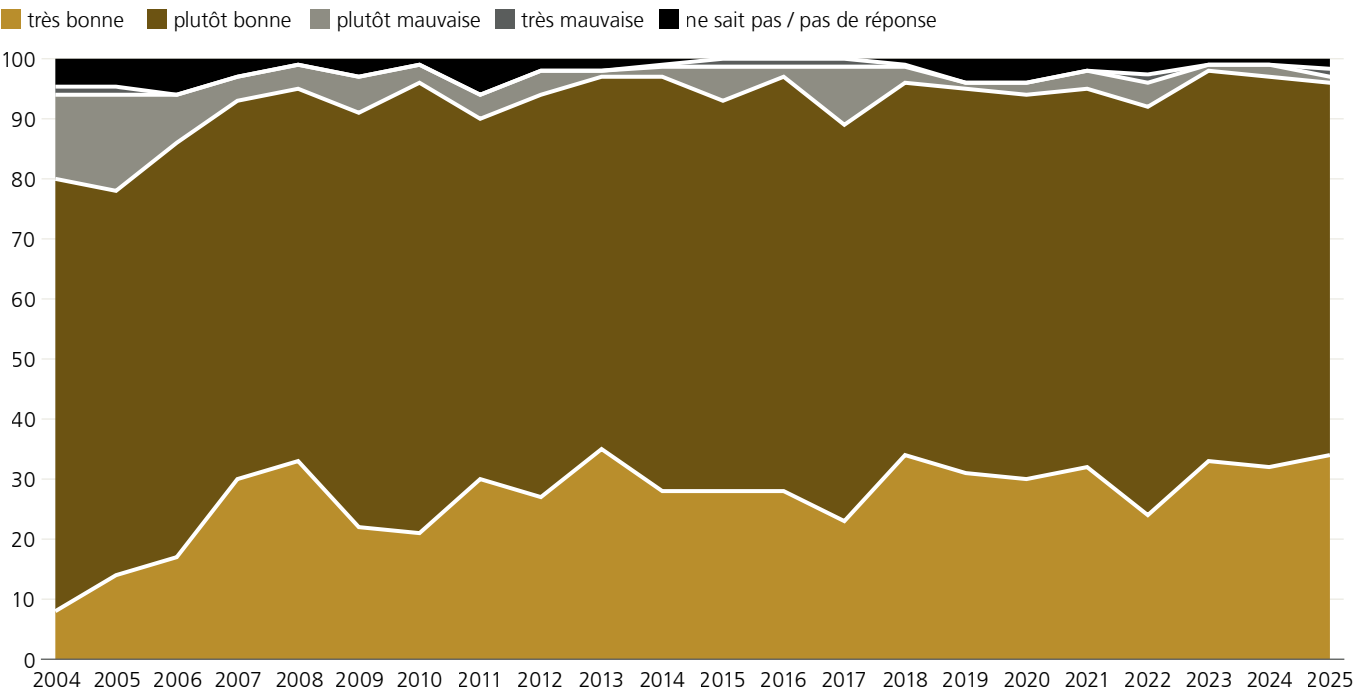
Dans une comparaison à long terme, la population conserve une image constamment positive de l'économie nationale : presque personne ne la considère mauvaise par rapport à l'économie étrangère. Seulement 2% la jugent comme « plutôt mauvaise », tandis que personne ne parle d'une

situation « très mauvaise ». Cette évaluation extrêmement favorable est stable depuis des années et souligne la confiance dans les bases économiques du pays.

Evolution : l'économie suisse par rapport à l'étranger

Dans quelle situation se trouve l'économie suisse par rapport à l'étranger ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1380 dans chaque cas)

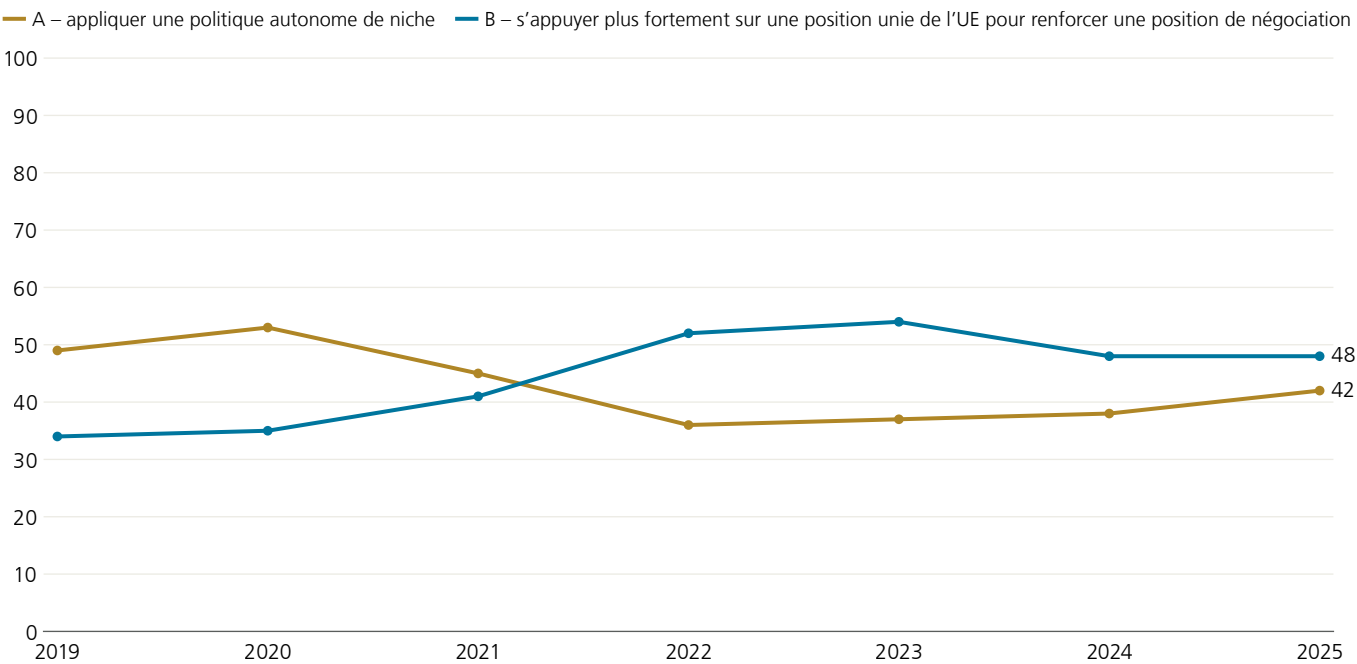
Compte tenu de l'influence croissante des grandes puissances dans le commerce mondial, la Suisse doit aussi réfléchir à la stratégie qu'elle devra suivre à long terme dans le cadre de sa politique économique. Le corps électoral est divisé sur la façon de réussir dans ce domaine : certaines personnes penchent pour une politique autonome de niche, d'autres pour une position plus proche de l'UE. Près de la moitié (48%) préconise que

la Suisse se rapproche d'une position unifiée avec l'UE. Cette valeur est constante par rapport à 2024, ce qui est une constatation remarquable compte tenu de la relation plus tendue avec les Etats-Unis. Par ailleurs, 42% des personnes, soit une proportion supérieure à celle de l'année dernière, s'expriment en faveur d'une politique économique indépendante.

Evolution : stratégie appropriée de la Suisse dans le commerce mondial

Le commerce mondial est parfois contrôlé par la politique de puissance des grandes nations. Quelle stratégie la Suisse devrait-elle plutôt suivre dans ce cas – A ou B ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1950 dans chaque cas)

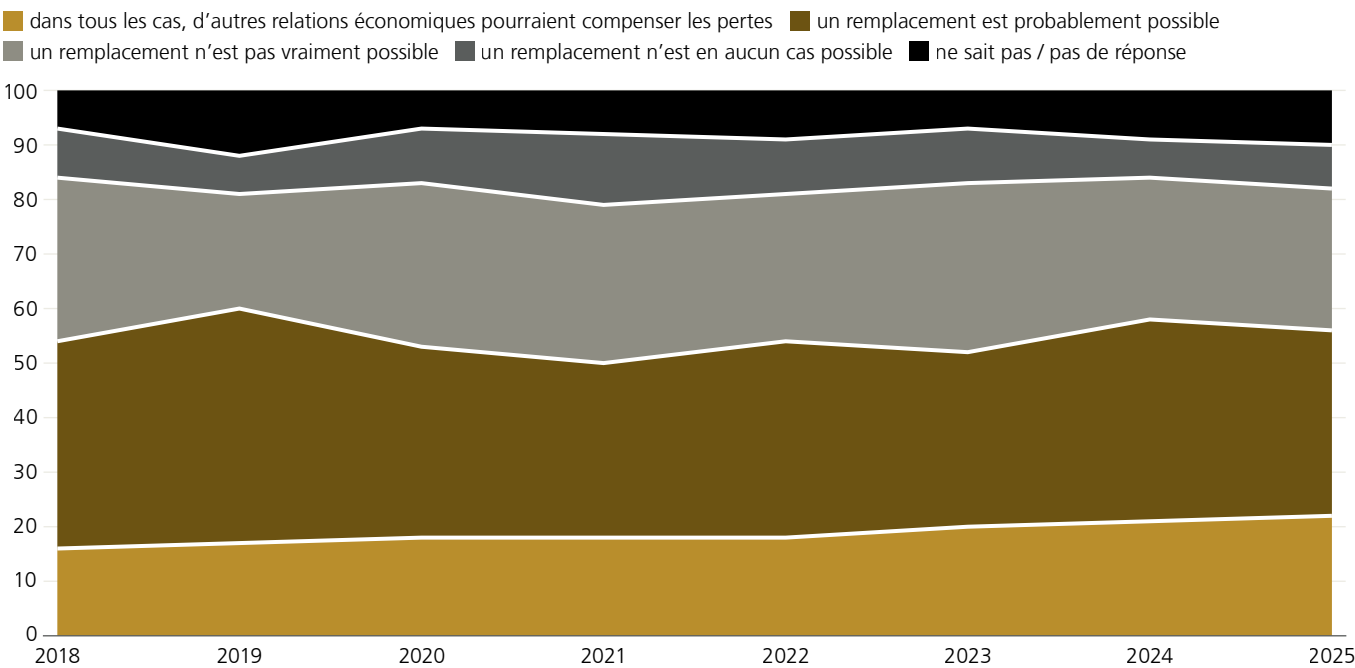
Depuis 2018, une majorité stable (relative, mais le plus souvent aussi absolue) du corps électoral estime qu'un accès réduit au marché de l'UE pourrait être au moins partiellement compensé par des relations commerciales renforcées avec des pays tiers comme les Etats-Unis ou la Chine. Environ la moitié considère cela au moins probable, tandis qu'une plus petite partie le juge même certain. Un tiers reste sceptique à ce sujet et pense que la perte serait difficilement, voire pas du tout, compensable.

Ce constat est particulièrement intéressant en raison de sa tendance générale et de sa stabilité, car, bien que les relations commerciales avec des pays tiers puissent atténuer certaines pertes d'accès au marché européen, l'UE devrait continuer à être un partenaire économique central pour la Suisse, notamment en raison du conflit douanier et de la baisse de confiance envers les Etats-Unis.

Evolution : remplacement des relations commerciales avec l'UE

Au cas où l'accès au marché de l'UE devait se dégrader avec des conséquences pour notre économie : Un renforcement des relations commerciales de la Suisse avec de grands pays tiers comme la Chine ou les Etats-Unis pourrait-il suffisamment compenser les pertes ? Ce remplacement est-il possible ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 2020 dans chaque cas)

Conformément au souhait fortement exprimé d’une politique de niche indépendante, il ressort clairement que le corps électoral souhaite davantage d’autonomie et une meilleure protection de la production nationale. Cela se reflète particulièrement dans l’opinion selon laquelle la division internationale du travail a créé trop de dépendances : 87% des personnes interrogées sont convaincues que la Suisse doit renforcer sa production nationale. Ce constat met en évidence une sensibilité croissante aux chaînes d’approvisionnement mondiales, aux dépendances, et, à bien des égards, une méfiance accrue face aux risques liés à la mondialisation. Les attitudes protectionnistes bénéficient d’un soutien relativement large : les deux tiers des personnes interrogées sont favorables à des droits de douane protecteurs pour défendre spécifiquement l’agriculture et l’industrie face à la concurrence étrangère. Par ailleurs, 77% partagent l’avis que ce sont surtout les grandes entreprises qui

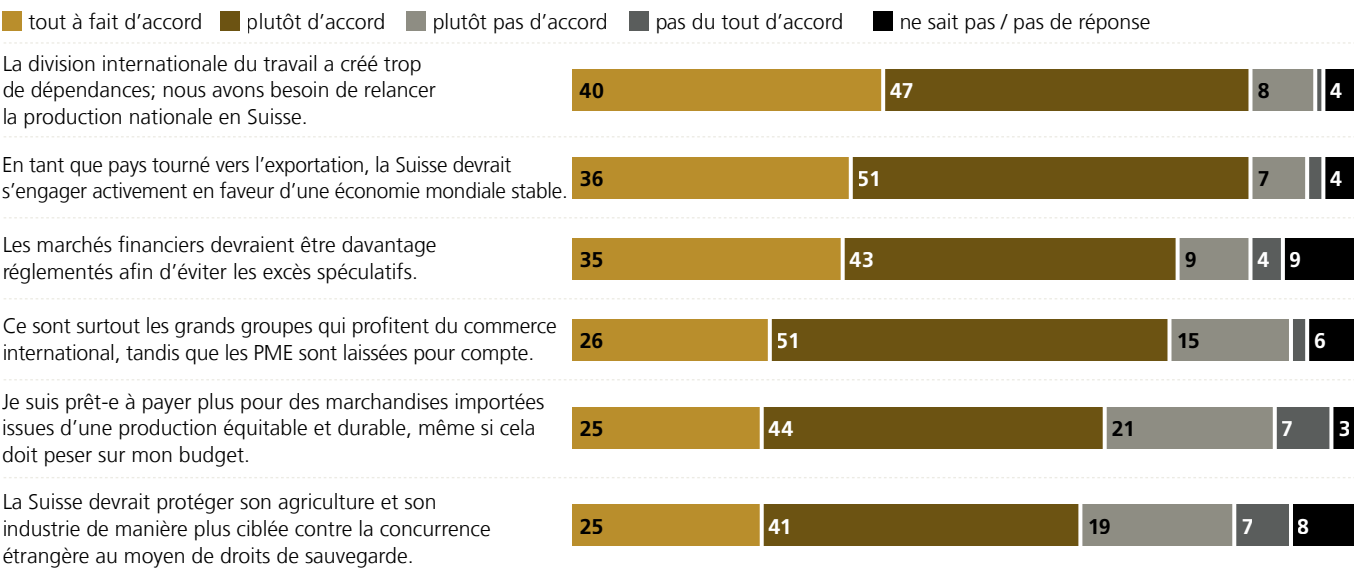
profitent du commerce international, tandis que les PME sont laissées pour compte. Cependant, la population ne rejette pas fondamentalement et complètement l’économie internationale. En effet, 87% approuvent également que la Suisse, en tant que pays orienté vers l’exportation, devrait contribuer activement à une économie mondiale stable. Par ailleurs, plus des deux tiers des répondants seraient prêts à payer des prix plus élevés pour des biens importés produits de manière équitable et durable, et 78% souhaitent une réglementation plus stricte des marchés financiers afin de prévenir les excès spéculatifs.

Dans l’ensemble, la population exprime ainsi un besoin prononcé d’autonomie et de protection tout en affirmant son engagement envers la responsabilité internationale. Ce paradoxe pourrait représenter un défi pour l’orientation future de la politique commerciale de la Suisse.

Evaluation des droits de douane et des exportations

Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d’accord, plutôt d’accord, pas vraiment d’accord ou pas du tout d’accord avec chacune des affirmations suivantes.

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1213)

L'évaluation selon l'affinité politique confirme la tendance de base décrite ci-dessus, dans une unanimité plutôt rare à travers toutes les frontières partisanes. Cependant, des variations marquées apparaissent selon les électorats des différents partis.

Le désir d'une production nationale est particulièrement répandu : à travers tous les partis, l'approbation est très élevée, avec des pics à l'UDC (93%), au PLR (90%) et au Centre (89%). Même parmi les partis de gauche, l'approbation de cette déclaration reste clairement majoritaire, bien que légèrement inférieure (Vert-e-s 81%, PS 77%). Lorsque l'on se demande si la Suisse doit jouer un rôle actif dans l'économie mondiale, un consensus quasi universel transcende les frontières partisanes : entre 82% (UDC) et 94% (Le Centre) conviennent que la Suisse, en tant que pays orienté vers l'exportation, devrait s'engager pour la stabilité.

Davantage de différences apparaissent en ce qui concerne la régulation des marchés financiers : ici, l'approbation est particulièrement élevée chez les Vert-e-s (92%) et le PS (83%), tandis qu'elle est plus faible parmi les électorats du PLR (76%) et de l'UDC (70%). La volonté de payer pour des biens importés produits de manière équitable et durable divise également : alors que les Vert-e-s (97%), le PVL (88%) et le PS (80%) sont presque unanimement

d'accord, l'approbation est nettement plus faible parmi les électorats du PLR (59%) et de l'UDC (62%). La demande de droits de douane protecteurs bénéficie d'un large soutien, notamment auprès de l'UDC (74%), du PLR (72%) et du Centre (74%), tandis que l'approbation dans le camp de gauche est plus réservée (PS 53%, Vert-e-s 64%).

En ce qui concerne le commerce et les effets de répartition, un schéma intéressant se dégage : la critique selon laquelle ce sont surtout les grandes entreprises qui en profiteraient trouve un large soutien, notamment au Centre (81%) et à l'UDC (83%), tandis que le PVL (58%) et le PLR (66%) se montrent nettement plus sceptiques. Ainsi, les plus grandes différences sur cette question se trouvent au sein des partis de droite et du centre, et non, comme c'est habituellement le cas pour les questions économiques, le long de l'axe gauche-droite du spectre politique.

Il semble que l'indépendance économique et les idées de protection bénéficient d'un large soutien dans tout le paysage politique. Cependant, des divergences apparaissent quant à la manière de pondérer la durabilité et la réglementation : tandis que les partis de gauche privilégient davantage la réglementation et la consommation durable, les partis de droite et du centre mettent l'accent sur les droits de douane protecteurs et le soutien à la production nationale.

Evaluation des droits de douane et des exportations par partie

Veuillez indiquer si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des affirmations suivantes.

en % du corps électoral, pourcentage « plutôt d'accord / tout à fait d'accord »

	▼ Total	Les Vert-e-s	PS	PVL	Le Centre	PLR	UDC	Sans-parti
La division internationale du travail a créé trop de dépendances ; nous avons besoin de relancer la production nationale en Suisse.	87	81	77	81	89	90	93	84
En tant que pays tourné vers l'exportation, la Suisse devrait s'engager activement en faveur d'une économie mondiale stable.	87	92	89	93	94	90	82	78
Les marchés financiers devraient être davantage réglementés afin d'éviter les excès spéculatifs.	78	92	83	71	88	76	70	79
Ce sont surtout les grands groupes qui profitent du commerce international, tandis que les PME sont laissées pour compte.	76	77	76	58	81	66	83	83
Je suis prêt-e à payer plus pour des marchandises importées issues d'une production équitable et durable, même si cela doit peser sur mon budget.	69	97	80	88	76	59	62	51
La Suisse devrait protéger son agriculture et son industrie de manière plus ciblée contre la concurrence étrangère au moyen de droits de sauvegarde.	66	64	53	43	74	72	74	66

Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1213)

En principe, il y a un consensus clair au sein de la population : lorsque l'économie suisse se porte bien, c'est l'ensemble de la société qui en profite. 82% des personnes interrogées sont d'accord avec cette affirmation. Il est également largement admis que la Suisse a perdu du terrain dans la concurrence internationale des sites, et que la politique doit réagir en proposant des offres attractives et des conditions-cadres fiables (62% d'approbation).

Ce large soutien en faveur d'un pôle économique fort ne signifie cependant pas un laissez-passer pour les entreprises. Une certaine méfiance persiste envers les

entreprises orientées à l'international. 66% des personnes interrogées partagent l'avis que ces entreprises participent trop peu à la vie sociale en Suisse et souhaitent une plus grande implantation ainsi qu'une responsabilité accrue des entreprises sur place.

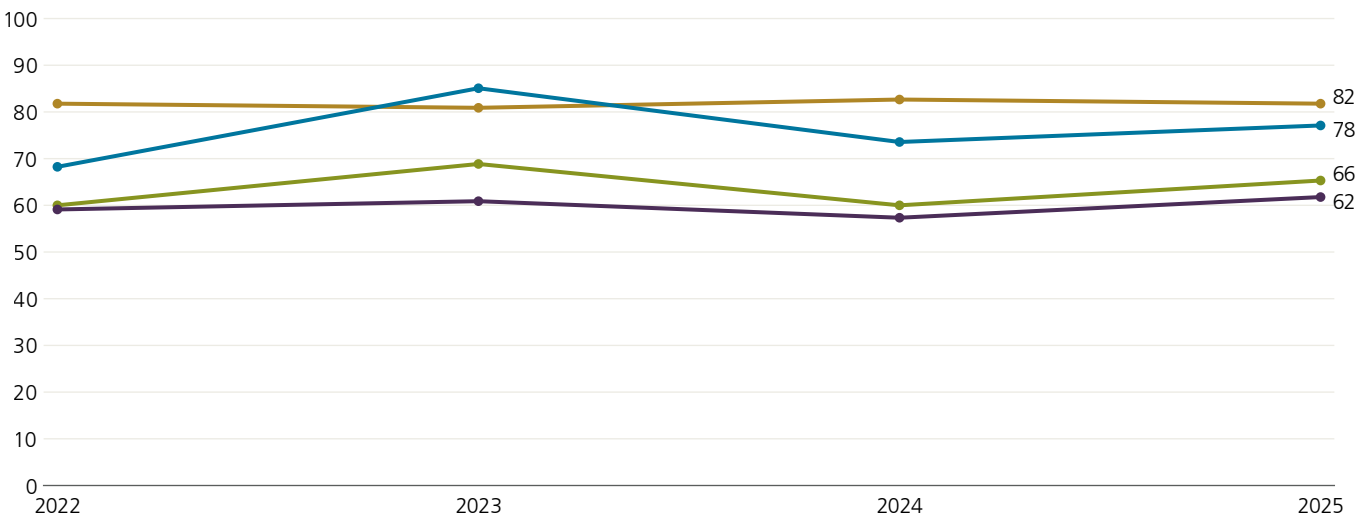
A cela s'ajoute un fort scepticisme à l'égard de la répartition de la charge fiscale et financière. 78% du corps électoral estime qu'il est injuste que les entreprises bénéficient de faibles taux d'imposition, tandis que la classe moyenne subit une pression croissante en raison de l'augmentation des cotisations sociales et des primes d'assurance maladie.

Evolution : affirmations économiques et politiques

Voici maintenant quelques affirmations concernant l'économie et la politique. Veuillez indiquer à chaque fois si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

en % du corps électoral, pourcentage « plutôt d'accord / tout à fait d'accord »

— si l'économie se porte bien en Suisse, c'est toute la société qui en profite. — en Suisse, les entreprises soient de moins en moins imposées alors que la classe moyenne est soumise à des charges sociales et à des primes par tête de plus en plus élevées. — les entreprises et les groupes suisses sont trop orientés vers l'international et ne participent pas assez à la vie sociale quotidienne en Suisse. — la Suisse a perdu du terrain dans la concurrence internationale entre places économiques, et la politique doit maintenant faire contrepois en proposant des offres attrayantes.



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1090 dans chaque cas)

Situation économique individuelle

La satisfaction générale vis-à-vis de la vie reste certes à un niveau élevé en Suisse, mais elle affiche une baisse notable en 2025 par rapport à l'année précédente. La plupart des répondants continuent de se dire satisfaits de leur situation actuelle. Près de la moitié évaluent leur vie entre 8 et 10 points, tandis qu'une autre grande proportion se situe dans la fourchette de 6 à 7. Cependant, le groupe des « tout à fait » satisfaits (10 points) reste limité et ne représente qu'une petite partie de la population. Ainsi, la majorité se situe dans le « bon milieu de gamme » : satisfaite, mais sans grande euphorie.

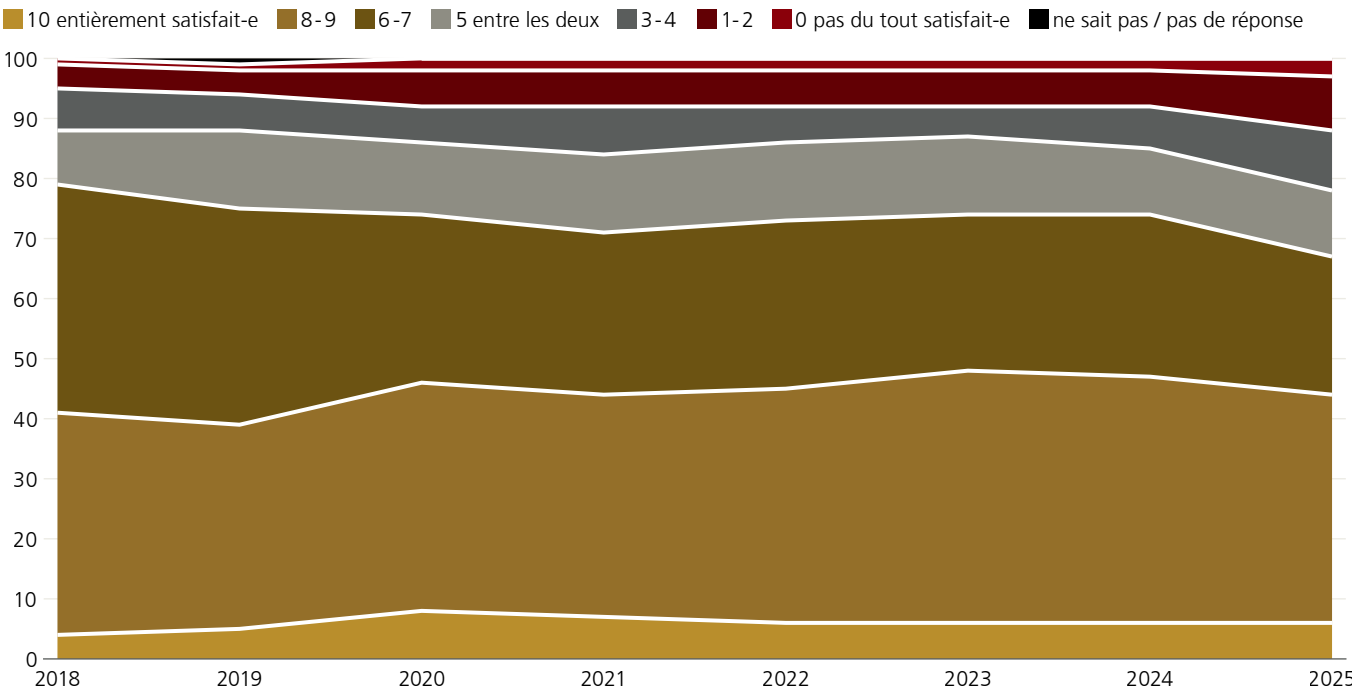
Il est toutefois frappant de constater que le nombre de celles et ceux appartenant aux catégories « moyennement satisfaits » ou « insatisfaits » a nettement augmenté cette année. Même dans une perspective à plus long terme, il apparaît que, depuis 2018, l'insatisfaction a constamment augmenté, bien qu'elle reste toujours minoritaire.

Les crises internationales, l'augmentation du coût de la vie et les incertitudes politiques semblent influencer de plus en plus l'appréciation personnelle.

Evolution : satisfaction actuelle de sa propre vie

Sur une échelle de 0 à 10, quelle note de satisfaction donnez-vous dans l'ensemble à votre existence ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 2020 dans chaque cas)

En 2025, la majorité continue d'évaluer positivement sa situation économique personnelle : la plupart des personnes interrogées déclarent qu'elles se portent (très) bien ou assez bien économiquement. En même temps, on observe cependant, par rapport à l'enquête de l'année dernière, une petite mais clairement visible augmentation de celles et ceux qui considèrent leur situation comme mauvaise ou très mauvaise. C'est une autre indication d'une légère détérioration de l'ambiance générale.

Sur la durée, les évaluations restent toutefois remarquablement constantes dans l'ensemble. Même en période de crises internationales ou d'incertitudes politiques internes, la majorité jugeait sa situation économique comme stable. Actuellement, les avis positifs dominent toujours, même si la hausse des prix et du coût de la vie pèse sensiblement.

Alors que la situation économique actuelle est jugée stable ou positive par la majorité, les attentes pour les douze prochains mois se montrent nettement plus réservées. En 2025, la grande majorité suppose que sa situation ne changera pas. Toutefois, seuls quelques-uns s'attendent à une amélioration, et la proportion de ceux qui s'attendent à une détérioration augmente.

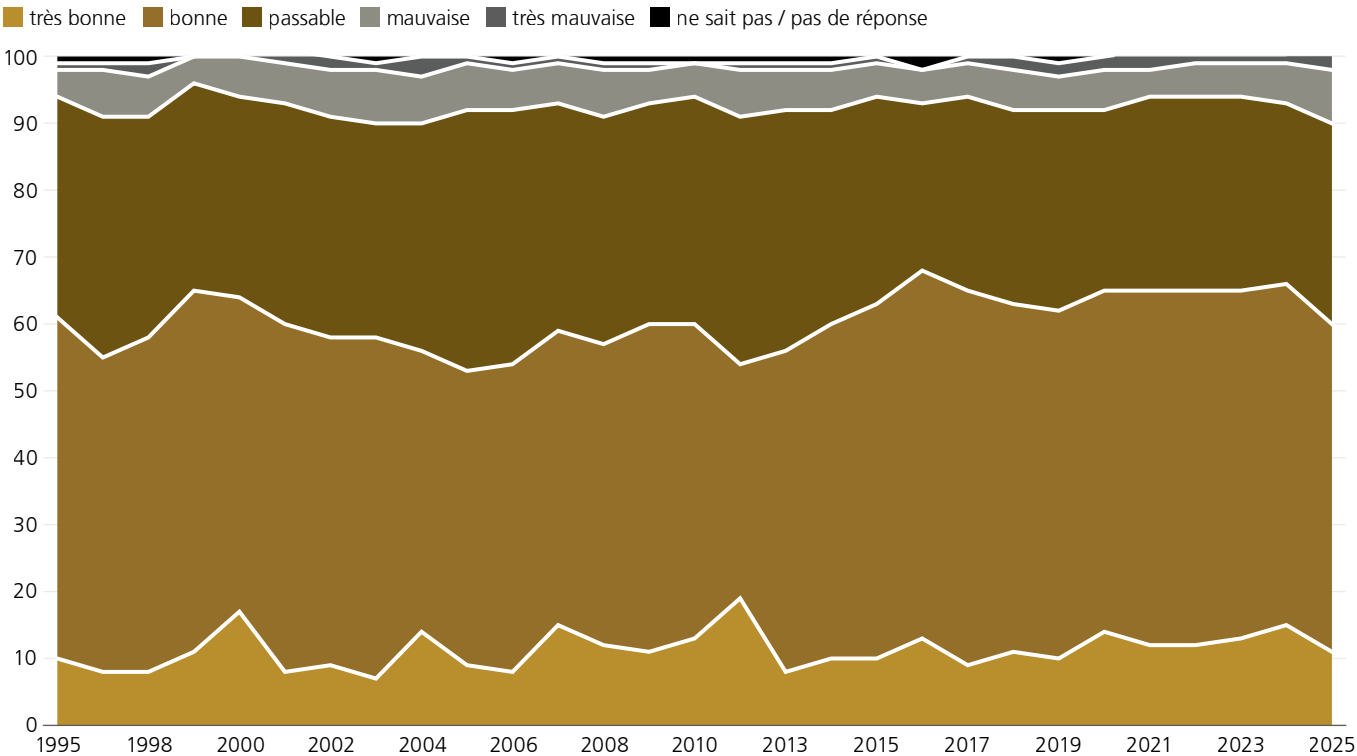
Ainsi, les évaluations plutôt optimistes de la situation actuelle contrastent avec une vision prudente de l'avenir. Cela témoigne d'une incertitude croissante, non seulement dans le contexte géopolitique, mais aussi dans l'environnement économique.



Evolution : situation économique individuelle actuelle

Qu'en est-il de votre situation économique personnelle actuelle ?

en % du corps électoral

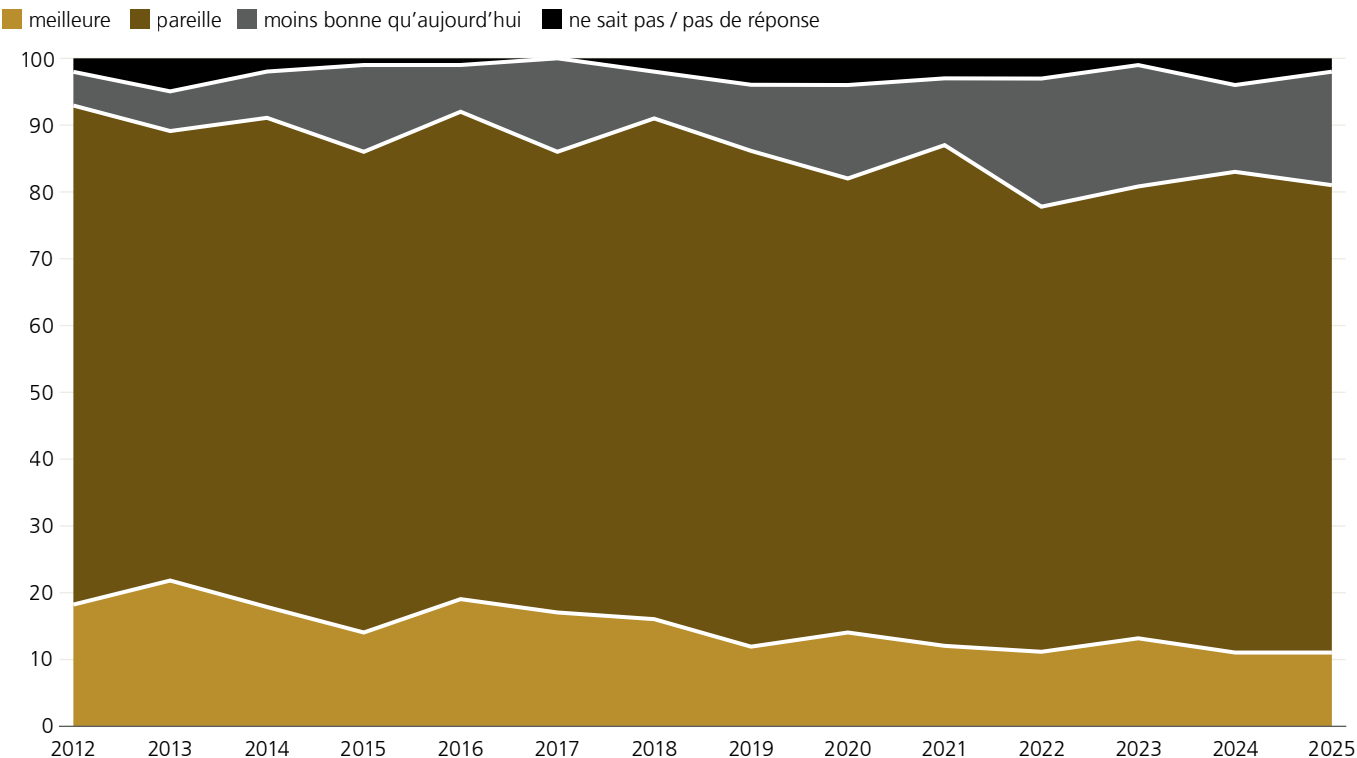


Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1280 dans chaque cas)

Evolution : situation économique individuelle à venir

Pensez aux 12 prochains mois; à votre avis, votre situation économique personnelle va-t-elle s'améliorer, rester stable ou se dégrader ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1280 dans chaque cas)

Compétences financières

Les compétences financières sont essentielles pour prendre des décisions financières solides et, finalement, atteindre le bien-être financier individuel. Les résultats sont tout aussi révélateurs lorsqu'il s'agit d'évaluer ses propres compétences financières. La grande majorité du corps électoral se considère compétente dans la gestion des finances et de l'argent. 68% des personnes interrogées déclarent se sentir plutôt ou très compétentes dans ce domaine. En revanche, une minorité significative de 30% se considère comme plutôt peu ou pas du tout compétente.

Si l'on examine les différences selon le genre et l'âge, des schémas clairs se dessinent. Les hommes se considèrent généralement plus compétents que les femmes, et cette différence est particulièrement marquée chez les jeunes (18-39 ans). Alors que 50% des jeunes femmes déclarent se sentir compétentes en matière de finances et d'argent,

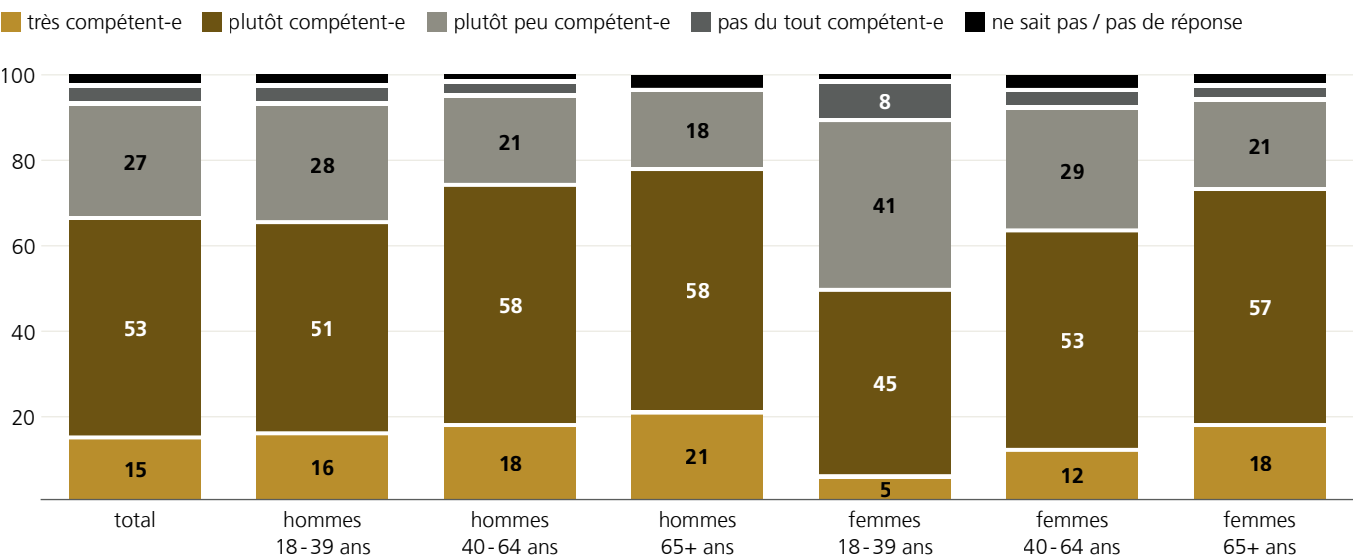
ce chiffre atteint 67% chez les jeunes hommes. En même temps, 49% des jeunes femmes déclarent se sentir peu ou pas du tout compétentes, une valeur nettement supérieure à celle de tous les autres groupes. En général, la confiance financière augmente également avec l'âge, tant chez les hommes que chez les femmes, bien qu'elle soit légèrement inférieure à celle des hommes de la même tranche d'âge.

Les résultats sont clairs : une nette majorité se sent compétente en matière de finances et d'argent, mais il existe des différences marquées entre les genres et les âges. Les jeunes femmes, notamment, se sentent nettement moins sûres dans le domaine des finances, ce qui indique un besoin particulier d'éducation financière et de soutien ciblé en la matière.

Compétences en matière de finances et d'argent selon le sexe et l'âge

De manière générale, en matière de finances et d'argent, à quel point vous sentez-vous compétent-e?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1211)

Bien que 68% du corps électoral se sente compétent en matière de finances et d'argent, 62% souhaite en même temps acquérir encore plus de compétences dans ce domaine. Le besoin de formation continue ne se limite donc pas seulement à celles et ceux qui estiment que leurs connaissances sont insuffisantes. De nombreuses personnes qui se considèrent déjà comme compétentes souhaitent approfondir leurs connaissances.

Conformément aux résultats précédents, l'évaluation sur le sujet de l'augmentation des compétences se présente par groupes. Les jeunes femmes âgées de 18 à 39 ans expriment le plus fortement le désir d'acquérir plus de compétences : 40% aimeraient en savoir beaucoup plus, tandis que 41% aimeraient en savoir au moins un peu plus. Cela montre un besoin particulièrement élevé de formation continue dans ce groupe. Les femmes âgées de 40 à 64 ans souhaitent également, en grande partie, acquérir des connaissances supplémentaires (18% beaucoup, 43% un peu).

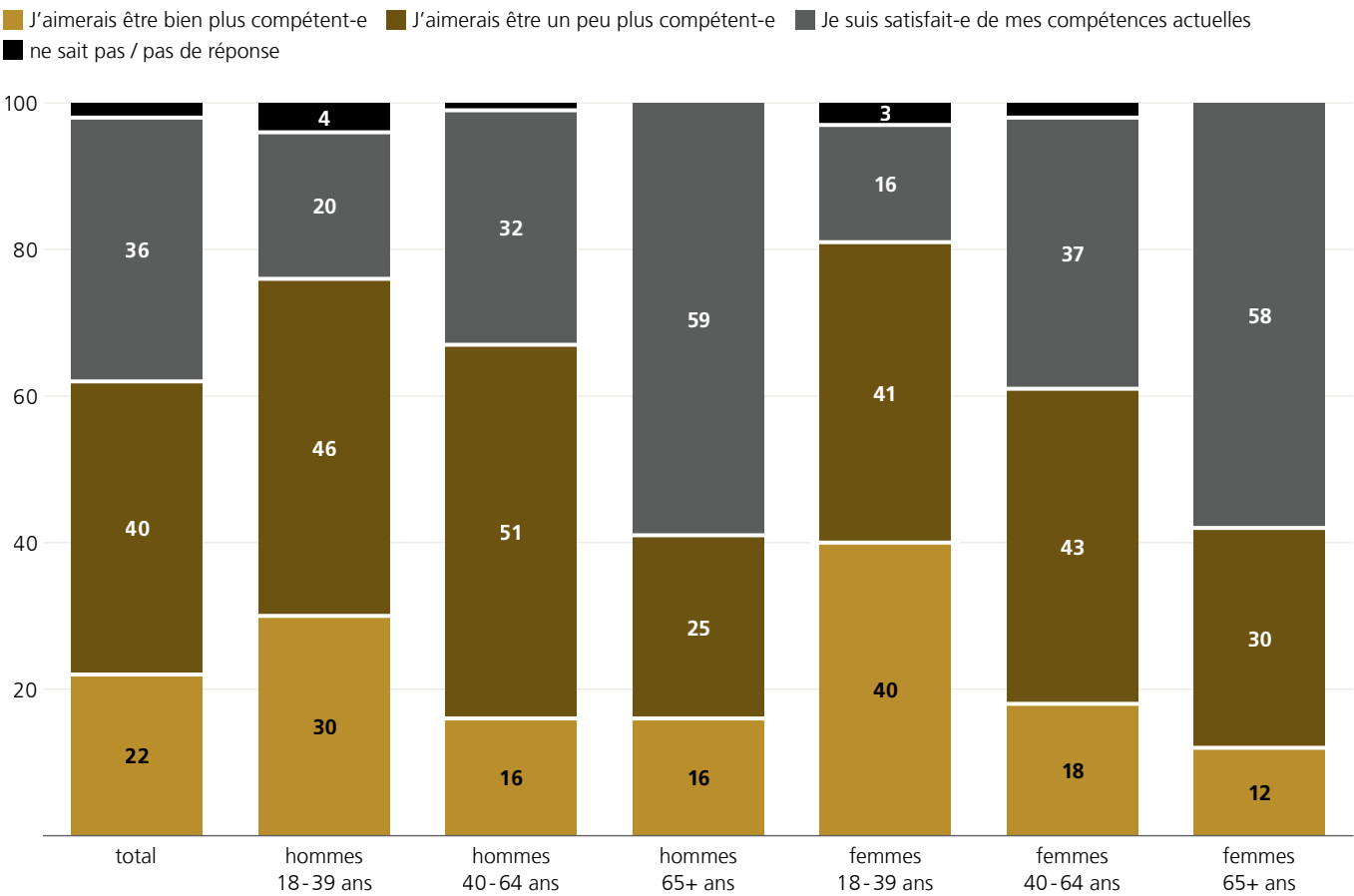
Chez les jeunes hommes, le tableau est plus nuancé : 30% souhaitent nettement plus de compétences et 46% un peu plus. Les hommes d'âge moyen (40-64 ans), en revanche, se considèrent plus souvent bien préparés : seulement 16% d'entre eux souhaitent acquérir nettement plus de connaissances, tandis que plus de la moitié déclarent vouloir encore apprendre quelque chose à ce sujet. Les hommes de plus de 65 ans sont les plus satisfaits de leur niveau de connaissances. Presque 60% ne ressentent pas le besoin d'acquérir des compétences supplémentaires. Les femmes plus âgées montrent également une grande satisfaction avec 58%.

Ce sont donc surtout les jeunes générations, et en particulier les femmes, qui se sentent relativement moins compétentes et qui, de ce fait, souhaitent plus de sécurité dans la gestion de l'argent et des finances. Les répondants plus âgés, en revanche, se considèrent comme plus compétents et sont en grande partie satisfaits de leur niveau de connaissances actuel.

Augmentation des compétences en matière de finances et d'argent selon le sexe et l'âge

Aimeriez-vous être plus compétent-e en matière de finances et d'argent, ou est-ce que votre niveau de compétence actuel vous convient ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1211)

En 2025, plus de la moitié des personnes interrogées affirment qu'il est important pour elles de maintenir leur forme d'habitation actuelle (54%), que leurs revenus suffisent à couvrir le coût de la vie (53%) et qu'elles puissent prendre des décisions financières de manière autonome (54%). Ces trois aspects constituent les préoccupations centrales en matière de planification financière personnelle.

L'importance des réserves pour les urgences (45%) et de la sécurité à la retraite (57%) est également largement reconnue, bien que ces sujets soient perçus comme légèrement moins prioritaires. Une grande partie de la population les considère néanmoins comme des priorités importantes, même si les avis varient quelque peu.

D'autres préoccupations, en revanche, passent clairement au second plan. Par exemple, pour près d'un cinquième des personnes interrogées, les aspects écologiques et sociaux ne figurent pas parmi les priorités actuelles dans leur décisions financières et de consommation. Cela dit, 48% de ce groupe considèrent tout de même ces aspects comme une priorité claire. Des dépenses plus importantes

pour les voyages, la formation continue ou les achats sont mentionnées comme une priorité par 42% des personnes interrogées, mais restent sans importance pour un quart des répondants. Le soutien des enfants ou des proches, ainsi que le souhait de payer le moins d'impôts possible, ne sont actuellement pas une priorité pour 22% des personnes interrogées. Cependant, presque autant déclarent considérer ces sujets comme importants, mais non réalisables pour le moment.

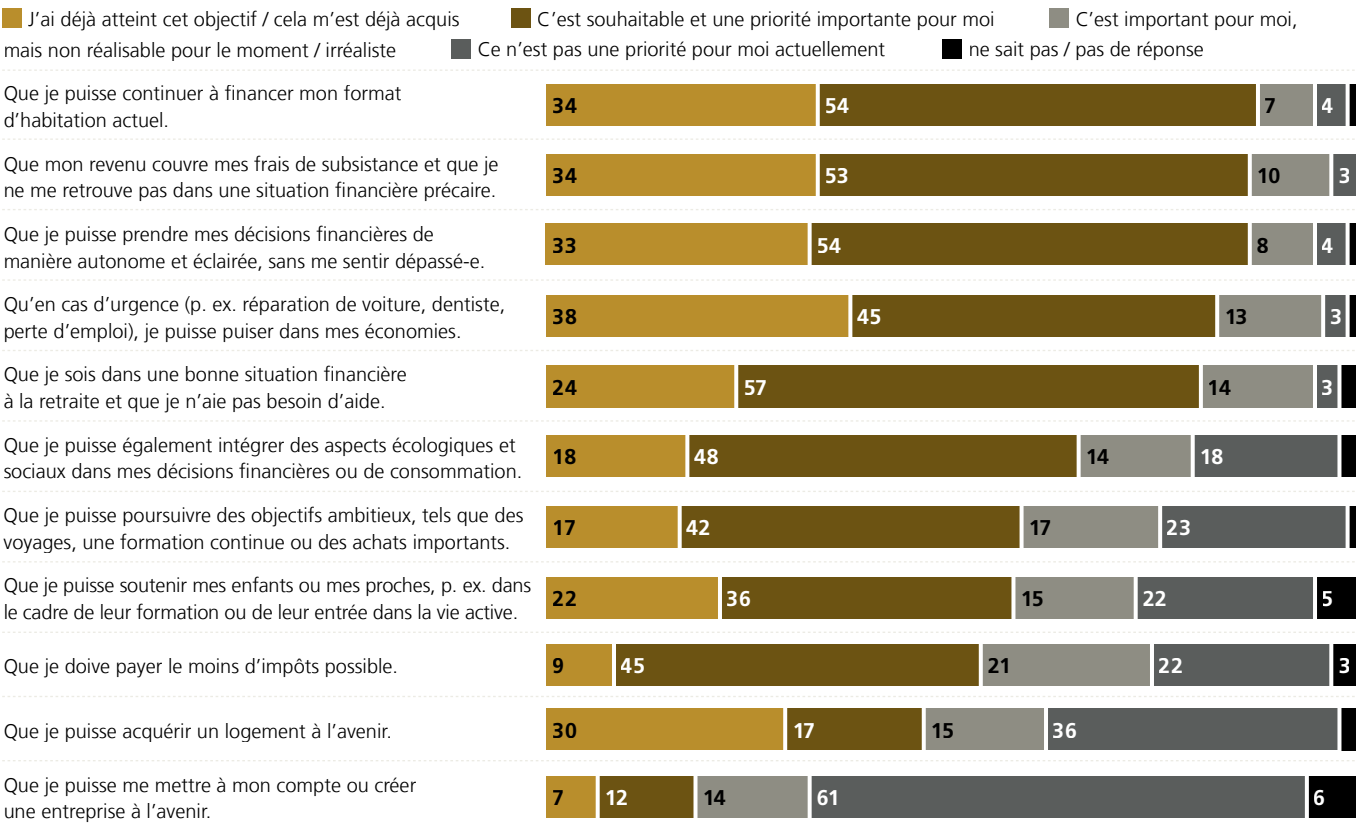
Les projets d'avenir comme la propriété du logement (17%), ou l'indépendance sous forme de création d'entreprise (12%) ont également une priorité relativement faible. Ils ne concernent que de petits groupes et, selon leur propre évaluation, représentent un sujet important pour environ 15%, mais qui n'est pas réalisable ou réaliste à l'heure actuelle.

D'après l'évaluation de ces déclarations sur les questions de finances et d'économie, la sécurité financière dans la situation de vie actuelle (coûts du logement, coût de la vie, autonomie) reste au centre des préoccupations, tandis que les objectifs à long terme ou optionnels sont clairement relégués au second plan.

Priorités financières et économiques personnelles

Les affirmations suivantes portent sur des problématiques financières et économiques qui sont importantes pour de nombreuses personnes. Veuillez indiquer l'importance que vous accordez à chaque priorité.

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1213)

Innovation et digitalisation

Globalement, par rapport à l'enquête de l'année dernière, on observe un changement dans la perception de l'innovation : alors que des nations industrielles classiques comme les Etats-Unis et l'Allemagne perdent de leur éclat, l'Asie, en particulier la Chine et l'Inde, se retrouve au centre des attributions d'innovation. La Suisse, quant à elle, échange sa première place de l'année dernière avec la Chine.

Dans la perception de la population suisse, la Chine (moyenne, M = 7,0) et la Suisse (M = 6,9) se situent pratiquement à égalité en 2025 au sommet des pays les plus innovants. Ainsi, la Chine a dépassé la Suisse dans ce classement par rapport à la dernière enquête. Environ

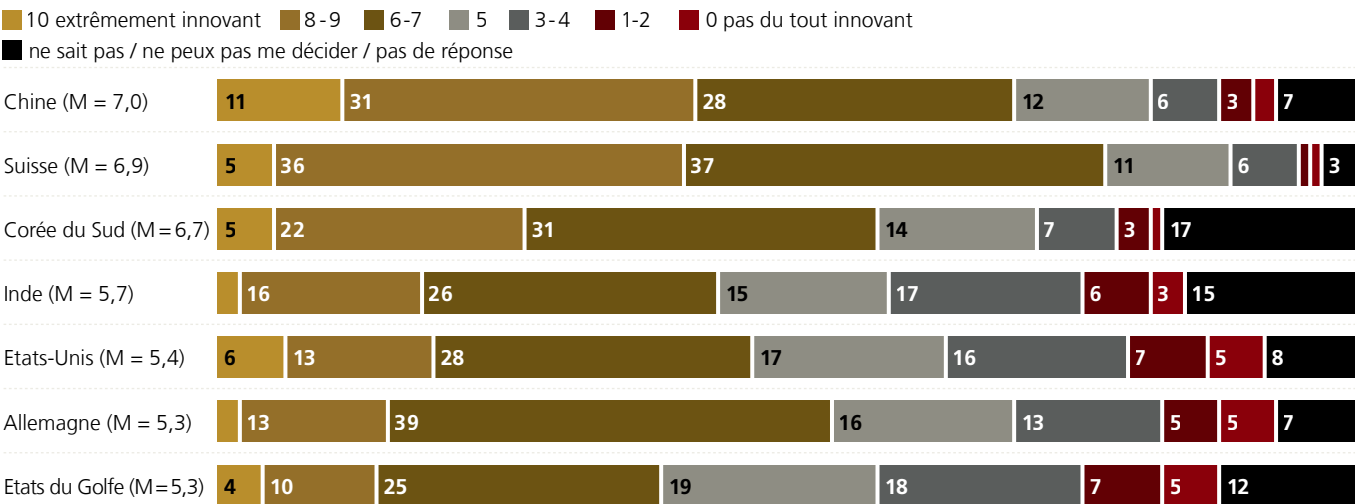
40% des répondants attribuent à chacun des deux pays des notes de 8 à 10 sur une échelle de 0 à 10. La Corée du Sud (M = 6,7), également bien positionnée, est perçue à l'international comme un leader en matière d'innovation. Plus en retrait, l'Inde se classe avec une moyenne de 5,7.

Les Etats-Unis, quant à eux, obtiennent un score nettement plus faible (M = 5,4), avec seulement 19% des répondants les plaçant dans le haut du classement (8-10). En bas de l'échelle se trouvent l'Allemagne et les Etats du Golfe (M = 5,3), auxquels une majorité des personnes interrogées attribuent seulement une capacité d'innovation modérée.

Capacité d'innovation dont font preuve les pays suivants

De manière générale, quelle est selon vous la capacité d'innovation dont font preuve les pays suivants actuellement ? Veuillez exprimer votre ressenti sur une échelle allant de 0 (pas du tout innovant) à 10 (extrêmement innovant).

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = 1213)

Quiconque s'intéresse à l'innovation de nos jours ne peut plus ignorer les nouvelles applications dans le domaine de l'intelligence artificielle générative (IA). Ces outils se distinguent par le fait qu'ils sont en mesure de créer de nouveaux contenus textuels, visuels ou musicaux selon les idées des utilisateurs à l'aide de modèles complexes.

L'utilisation de chatbots basés sur l'IA, comme ChatGPT, a considérablement augmenté dans la population suisse depuis 2023. Alors qu'en 2023, seulement environ 30% du corps électoral déclarait utiliser de tels programmes au moins occasionnellement, ce chiffre atteint déjà 57% en 2025. L'augmentation de l'utilisation occasionnelle est particulièrement marquée (43% déclarent « je l'utilise de temps en temps », soit +17 pp depuis 2023), ce qui constitue la majeure partie de cette progression.

Le nombre d'utilisatrices et utilisateurs quotidiens continue également de croître, bien qu'à un niveau plus bas : en 2025, 14% des répondants déclarent utiliser régulièrement ces outils au quotidien. Ainsi, la technologie s'établit de

plus en plus comme une partie intégrante des routines individuelles. En même temps, la proportion de celles et ceux qui ont entendu parler des chatbots mais ne les ont jamais essayés diminue : de 47% en 2023, on passe à 33% en 2025. La proportion de personnes qui ne connaissent pas du tout ces programmes reste relativement stable, à 10%.

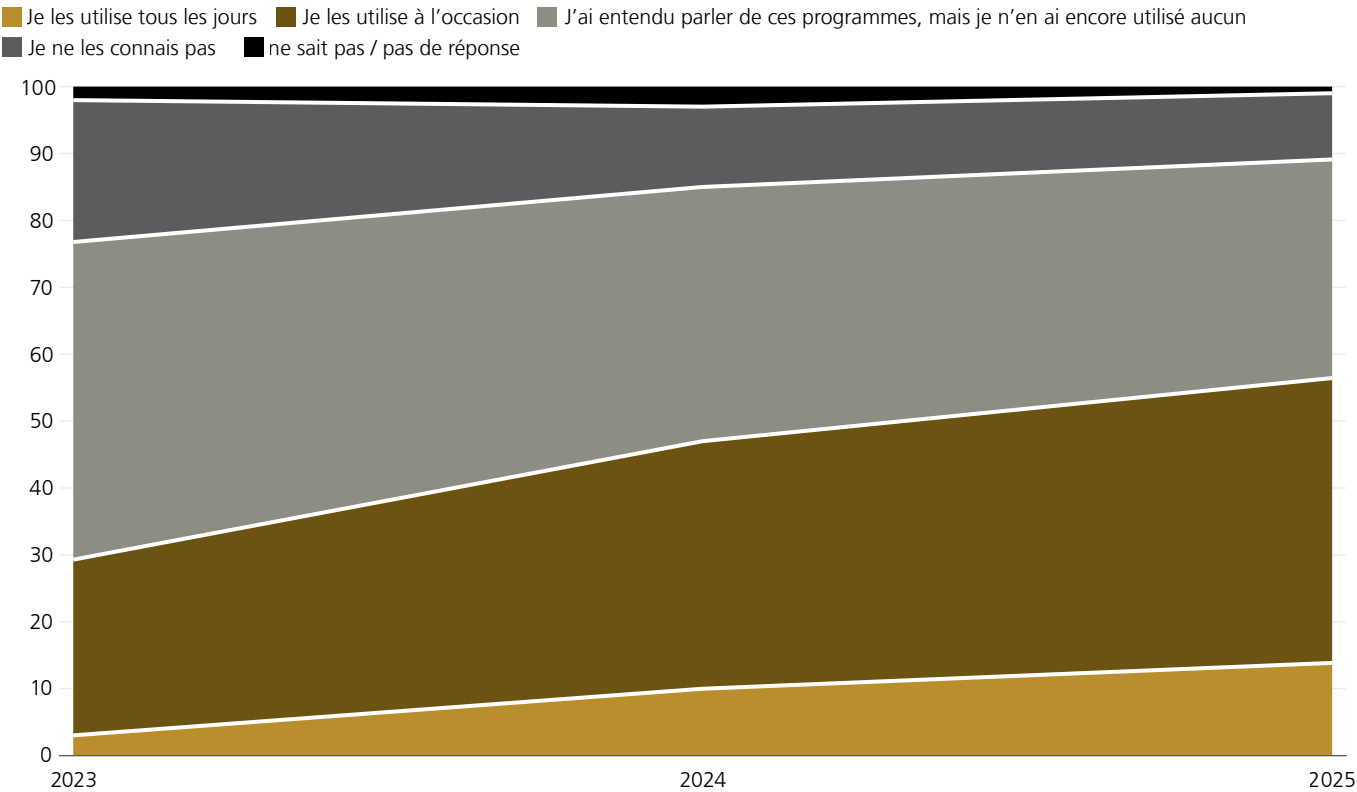
En quelques années, la perception et l'utilisation des chatbots se sont considérablement élargies. Au début, la curiosité et la distance dominaient. Aujourd'hui, les chatbots sont devenus un outil familier pour la majorité de la population, que ce soit pour une utilisation occasionnelle ou pour un usage de plus en plus fréquent dans la vie quotidienne. Lors de l'examen de l'évolution par âge, il est clair que l'utilisation des chatbots a augmenté de manière égale dans toutes les tranches d'âge depuis 2023. Dans les trois tranches d'âge, la proportion de personnes déclarant utiliser des chatbots au moins occasionnellement a augmenté de plus de 25 points de pourcentage depuis 2023. La plus forte augmentation est enregistrée par le groupe des 40 à 64 ans (+32 pp par rapport à 2023).



Evolution : connaissance et utilisation des chatbots

Connaissez-vous et utilisez-vous ChatGPT ou des outils similaires ?

en % du corps électoral

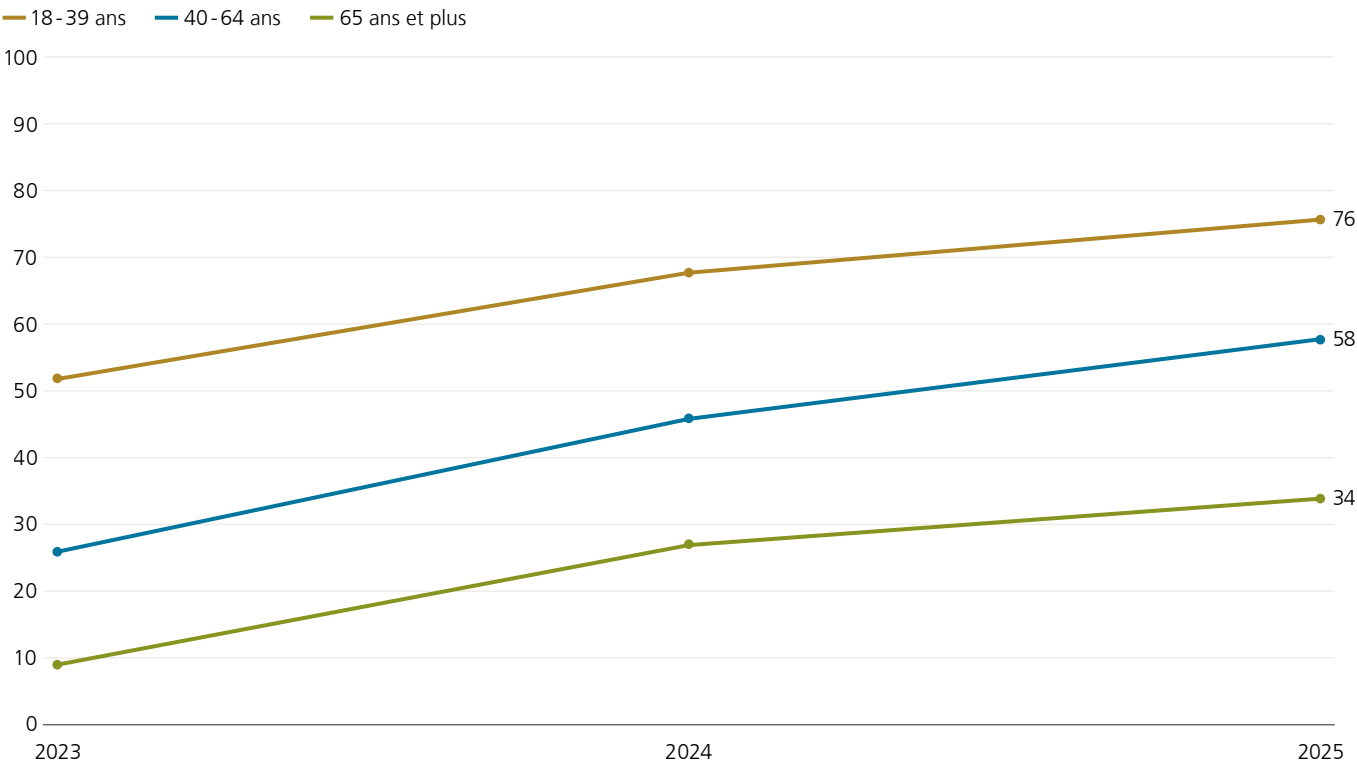


Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1110 dans chaque cas)

Evolution : connaissance et utilisation des chatbots par âge

Connaissez-vous et utilisez-vous ChatGPT ou des outils similaires ?

en % du corps électoral, pourcentage « Je les utilise tous les jours / Je les utilise à l'occasion »



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1110 dans chaque cas)

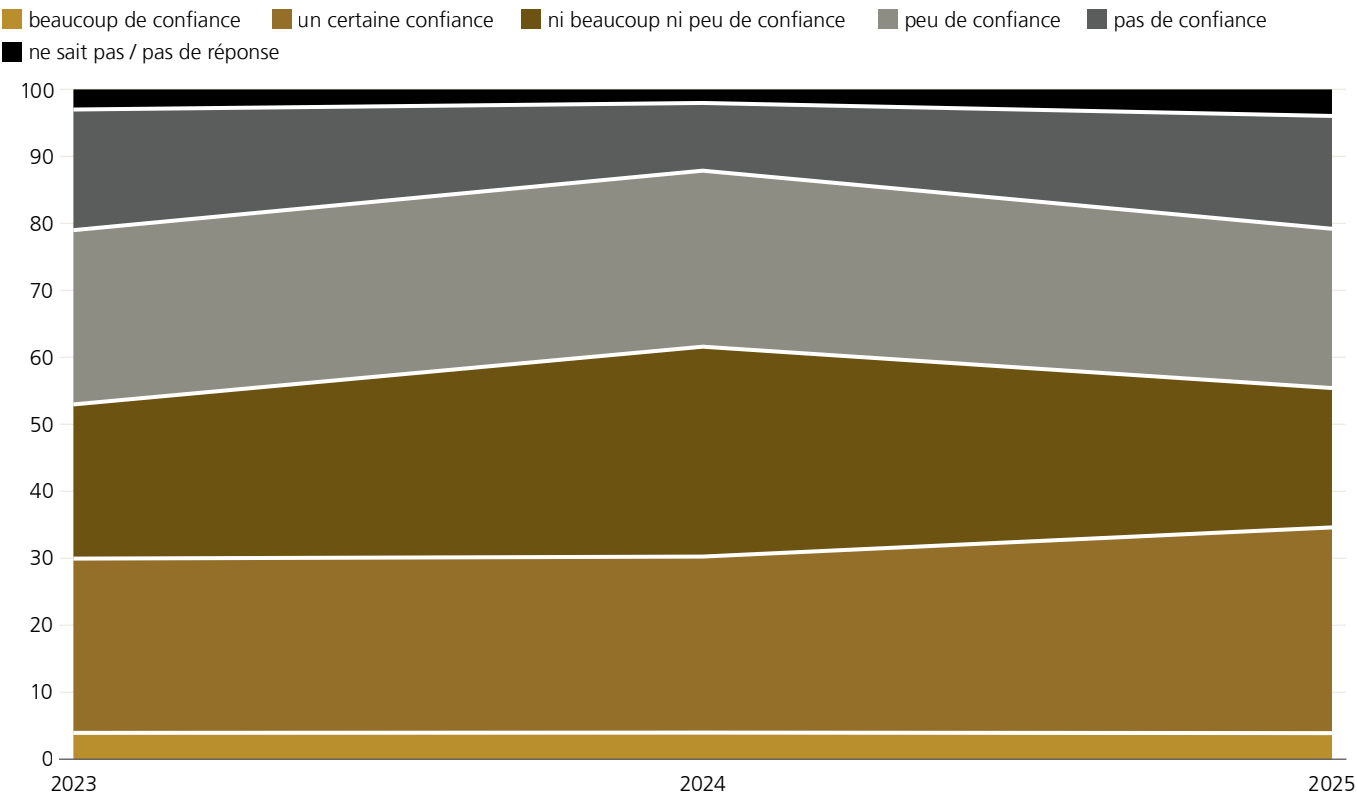
En comparaison avec l'utilisation des systèmes d'IA actuels, la confiance dans leur fiabilité et leur précision est restée plutôt constante au fil des ans. En 2025, 35% des personnes interrogées déclarent avoir une grande ou au moins une certaine confiance (+5 pp). En revanche,

41% expriment peu ou pas de confiance (+5 pp). Environ un cinquième se montre indécis. Cela indique une légère augmentation de la confiance, mais globalement, le scepticisme demeure prédominant.

Evolution : confiance dans la fiabilité et la précision des systèmes d'IA disponibles aujourd'hui

Actuellement, la montée en puissance de l'intelligence artificielle (IA) est un thème d'ampleur. Faites-vous confiance à la fiabilité et à la précision des systèmes d'IA aujourd'hui disponibles ?

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1110 dans chaque cas)

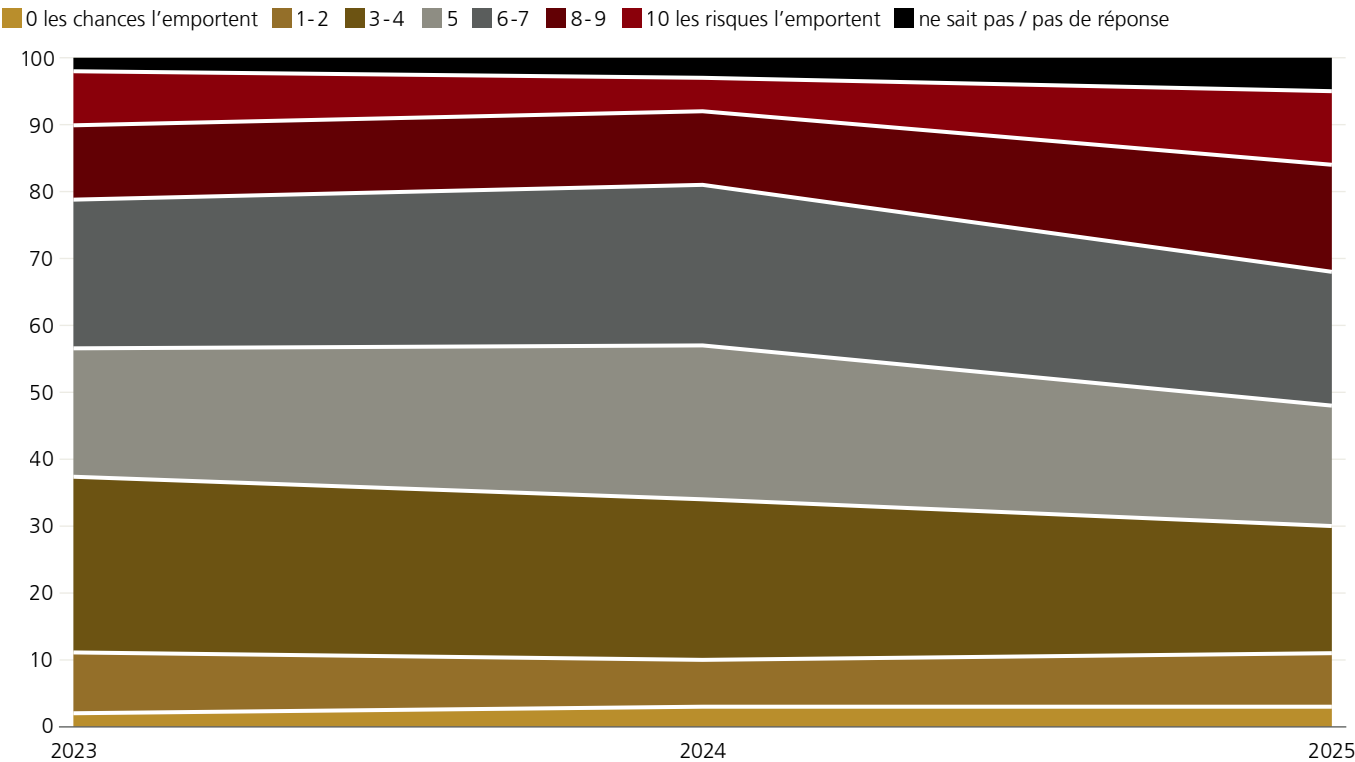
L'évaluation des opportunités et des risques de l'IA a sensiblement changé par rapport à 2024. Alors qu'à l'époque, les opportunités et les risques étaient encore jugés relativement équilibrés, en 2025, l'accent est davantage mis sur les risques : 47% des personnes

interrogées leur accordent plus de poids. En revanche, seulement 30% mettent encore les opportunités au premier plan (2024 : 34%). Environ un cinquième des personnes interrogées restent indécises.

Evolution : évaluation des chances et des risques de l'intelligence artificielle

Qu'est-ce qui l'emporte à votre avis ? Les opportunités ou les risques liés à l'intelligence artificielle ? Merci de les classer sur une échelle allant de 0 (les chances l'emportent) à 10 (les risques l'emportent).

en % du corps électoral



Source : gfs.bern, Baromètre des préoccupations UBS, juillet-août 2025 (n = environ 1110 dans chaque cas)

Synthèse

Nous résumons sous forme de thèses les principales conclusions du baromètre des préoccupations de cette année :

Ce qui compte, c'est le portefeuille

Les questions de santé restent clairement en tête de la liste des préoccupations, et ce malgré le fait que, politiquement, beaucoup de choses ont changé dans ce domaine ces dernières années : le financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires (projet EFAS) a été accepté par le peuple, l'initiative pour un frein aux coûts du PS a été rejetée et de nombreuses réformes en cours, comme l'introduction des forfaits par cas (Swiss DRG), commencent à produire leurs effets. Le peuple a confirmé à nouveau par les urnes l'orientation des autorités sur ces questions, mais les préoccupations restent néanmoins très vives. Contrairement aux propositions dans le secteur de la santé, la 13^e rente AVS est, en revanche, un projet qui a été adopté, qui représente un grand défi pour la stabilité de la prévoyance vieillesse et pour lequel le Parlement n'a

pas encore trouvé de solution de financement. Le souci concernant l'AVS a toutefois nettement moins de priorité aux yeux de la population que le système de santé. Ainsi, il existe un certain contraste entre les réalités politiques et les préoccupations immédiates de la population. Ou, autrement dit : lors de la priorisation des préoccupations, il ne s'agit pas de savoir où la pression pour des réformes et des solutions est particulièrement forte sur le plan politique, mais plutôt de savoir où la situation actuelle promet de mettre plus ou moins d'argent dans son propre portefeuille. Avec l'introduction de la 13^e rente AVS, une augmentation des rentes a été lancée (sans en clarifier le financement). Les primes d'assurance maladie continuent d'augmenter d'année en année : malgré toutes les réformes, aucun soulagement n'est en vue.

La question climatique divise la Suisse

Le mouvement politique de la grève pour le climat a largement disparu de la perception publique. Bien que les catastrophes liées au changement climatique soient presque devenues monnaie courante, la pression immédiate exercée sur la politique et l'économie pour obtenir un changement rapide et durable a clairement diminué. Cela pourrait également s'expliquer par le fait que les sujets mondiaux dominant davantage les médias, notamment les perturbations géopolitiques sous forme de conflits ou de ruptures des alliances et des rapports de force habituels. Les évaluations montrent une Suisse largement divisée sur la question du climat : alors que les jeunes (en particulier

les jeunes femmes), ainsi que l'électorat des Vert-e-s, du PS et du PVL, ressentent toujours une immense pression et placent le climat au premier plan de leurs préoccupations, le sujet glisse tout au plus au deuxième rang pour l'électorat du parti du Centre et des partis de droite. La préoccupation du corps électoral pour les questions climatiques n'a donc pas disparu. Au contraire, elle reste au deuxième rang dans l'ordre des priorités. Cependant, les alliances sociales et politiques ne sont actuellement pas suffisamment larges pour permettre des changements globaux et ne se manifestent, au mieux, que de manière ponctuelle.

Nouvelles réalités, nouveau rôle : la Suisse en recherche

L'incertitude sur le plan international influence notablement l'état d'esprit, plus fortement que les années précédentes. La neutralité de la Suisse reste, pour de nombreux électeurs et électrices, un ancrage identitaire central. Cependant, elle ne protège pas le pays du risque de devenir le jouet des grands acteurs sur la scène mondiale. Cela a également été démontré de manière impressionnante par les droits de douane imposés par Donald Trump le 1^{er} août. Dans ce contexte, la Suisse est à la recherche de son rôle et d'une stratégie appropriée dans ce nouveau monde, plus imprévisible, où les blocs géopolitiques établis jusqu'à présent et les réalités ne sont plus les mêmes. Cela ne préoccupe pas seulement la politique, qui négocie activement sur deux grands fronts avec les Etats-Unis (droits de douane) et l'UE (Accords bilatéraux III), mais aussi la population. Les conclusions que le corps électoral tire de ces nouvelles circonstances restent tout sauf claires : la population est donc divisée sur la question

de savoir si le pays est bien préparé aux bouleversements actuels, ainsi que sur celle de savoir si une stratégie de niche indépendante serait la meilleure voie ou si une plus grande proximité avec d'autres serait préférable. Il ressort également que l'évaluation des possibilités de la Suisse est parfois relativement optimiste. Par exemple, la majorité s'attend à ce qu'un accès réduit au marché européen puisse être compensé par une proportion (plus grande) de commerce avec des pays tiers. Il existe cependant un large consensus sur deux points : des majorités claires souhaitent une attitude plus offensive de la Suisse officielle à l'étranger, et l'état de l'économie nationale est largement perçu comme une source de force. Et bien qu'on soit d'avis que la Suisse doit s'engager pour une économie mondiale stable, certaines tendances vers une plus grande critique de la mondialisation et une certaine ouverture au protectionnisme sont également visibles.

Inquiétude pour les Etats-Unis

Depuis janvier de cette année, Donald Trump est de nouveau le président des Etats-Unis d'Amérique. Alors qu'en 2024, la perspective d'un nouveau mandat de Donald Trump influençait peu la perception des inquiétudes, la situation est désormais très différente, puisqu'il est de nouveau en fonction. Cette année, la préoccupation liée à sa présidence est passée du 41^e au 8^e rang, le changement le plus significatif du baromètre des préoccupations 2025. Le corps électoral, indépendamment de l'âge, du genre ou de la couleur politique, indique majoritairement qu'il est

préoccupé par le rôle des Etats-Unis dans le monde. Cela se reflète également dans la confiance que les électrices et électeurs suisses accordent (encore) aux Etats-Unis. Au fil des années, cette confiance est restée similaire à celle vis-à-vis de l'UE, et n'était qu'un peu inférieure à celle accordée à l'OTAN ou à l'ONU. Cette année, cependant, la confiance dans les Etats-Unis chute de manière spectaculaire et se situe désormais au même niveau que celle accordée à l'Inde, les Etats du Golfe ou la Chine.

« Ce qui sort » préoccupe plus que « ce qui rentre »

Les préoccupations économiques au niveau individuel ont évolué : les salaires et le chômage sont moins au centre des préoccupations. A la place, les Suisses s'inquiètent davantage de l'augmentation des dépenses des ménages, de la hausse des impôts et de la question de savoir si leur revenu suffit pour couvrir les besoins du quotidien. Ainsi, les contraintes financières du quotidien sont mises en lumière, avec un accent moins porté sur « ce qui rentre » et davantage sur « ce qui sort ». Actuellement, la majorité de la population reste optimiste et estime que sa situation sera au moins aussi bonne dans les mois à venir. Cependant, la proportion de personnes qui pensent que leur situation

économique pourrait se détériorer augmente sensiblement. Une grande partie de la population exprime clairement le besoin non seulement de joindre les deux bouts, mais aussi de constituer des réserves pour faire face aux urgences ou assurer sa sécurité financière à la retraite. Cette épargne de précaution est bien plus importante pour les Suissesses et les Suisses que de mettre de l'argent de côté pour des voyages ou même pour des formations continues. Ainsi, pour ce qui est de l'allocation des fonds, une perspective de sécurité à long terme l'emporte sur les investissements à court terme aux yeux du corps électoral.

Perte de confiance à grande échelle

La confiance envers pratiquement tous les acteurs et actrices de la politique, ainsi que de l'économie, a diminué au cours des douze derniers mois. Les seules exceptions sont l'UE (bien qu'à un niveau relativement bas) et les organisations de travailleurs. La perte de confiance vis-à-vis du Conseil fédéral est particulièrement évidente. En 2019, la confiance était aussi faible qu'elle l'est actuellement. C'était l'année de la grève pour le climat et de la grève

des femmes, durant laquelle la société civile a exercé une pression importante sur le travail du gouvernement et du parlement. A cette époque, des critiques relativement larges avaient également été exprimées sur l'état des négociations concernant l'accord-cadre. En cette période où une vision plus pessimiste du développement économique individuel et de la situation politique globale se répand, ce manque de confiance pourrait se faire particulièrement ressentir.

Digitalisation : peu de peurs mais des angles morts ?

La transformation numérique et l'utilisation de l'intelligence artificielle ne suscitent actuellement que peu d'inquiétudes, bien que la votation sur l'identité électronique ait révélé une grande méfiance à ce sujet, même lorsqu'une solution numérique porte le label de qualité de la Confédération. Les questions de sécurité de l'emploi ou les risques liés à la

digitalisation ne sont abordés qu'en marge. Une majorité de personnes déclare également être au moins familiarisée avec ChatGPT et des outils similaires, et les utiliser occasionnellement. Cela est particulièrement vrai pour les personnes de moins de 40 ans.

L'équipe de gfs.bern

gfs.bern AG

Effingerstrasse 14

CH-3011 Berne

+41 31 311 08 06, info@gfsbern.ch, www.gfsbern.ch



Lukas Golder

lukas.golder@gfsbern.ch

Co-directeur et président du Conseil d'administration de gfs.bern, politologue et spécialiste des médias, MAS HES en gestion de la communication, EPD ES de Chief Digital Officer, chargé de cours à la Haute école de Lucerne et au KPM de l'Université de Berne

Domaines de spécialisation : analyses intégrées de la communication et des campagnes, analyses d'image et de réputation, analyses des médias et d'impact des médias, recherches sur la jeunesse et le changement social, les votations, les élections, la modernisation de l'Etat, les réformes de la politique de santé

Publications dans des recueils, des magazines spécialisés, dans la presse quotidienne et sur Internet



Cloé Jans

cloe.jans@gfsbern.ch

Directrice des affaires opérationnelles et porte-parole, politologue

Domaines de spécialisation : analyses d'image et de réputation, recherches sur la jeunesse et la société, les votations, les campagnes, les élections, Issue Monitoring, recherche d'accompagnement sur des thèmes politiques, analyses des médias, réformes et questions relatives à la politique de santé, méthodes qualitatives



Sophie Schäfer

sophie.schaefer@gfsbern.ch

Cheffe de projet junior

Domaines de spécialisation : communication politique, société, Issue Monitoring, réseaux sociaux, analyse des données, méthodes quantitatives et qualitatives



Roland Rey

roland.rey@gfsbern.ch

Collaborateur de projet / gestion

Domaines de spécialisation : publication assistée par ordinateur, visualisation, gestion de projet, organisation de conférences



L'institut de recherche gfs.bern est membre de Swiss Insights et porte le label Market and Social Research, qui garantit qu'aucun entretien n'est mené à des fins de publicité, de vente ou de commande, qu'elles soient explicites ou dissimulées. Plus d'informations sur : www.swiss-insights.ch

Impressum et mentions légales

Impressum

Editeur

UBS Switzerland SA, 8098 Zurich ; Suisse

Responsabilité du projet gfs.bern

Cloé Jans, Lukas Golder, Sophie Schäfer, Luca Keiser

Responsabilité du projet UBS

Claudia Paluselli, Joël Frey, Sabrina Adam, Maren Rimmer, Bettina Wyser, David Baltensperger

Mise en page, conception

UBS Group Brand Experience

Photos

Getty Images

Ces informations sont publiées par UBS Switzerland AG et/ou ses filiales et/ou ses sociétés affiliées (« UBS », « nous »).

Ceci est une publication marketing qui n'est pas soumise aux dispositions légales régissant l'indépendance de l'analyse financière. Elle a été établie à titre purement informatif et ne constitue en aucun cas une recommandation, une offre ou une incitation.

Toutes les informations et opinions contenues dans cette publication proviennent de sources jugées fiables et crédibles. UBS décline cependant toute responsabilité, contractuelle ou implicite, quant à des informations fausses ou incomplètes. Les points de vue exprimés par les autrices et auteurs externes à UBS ne reflètent pas forcément le point de vue d'UBS et de ses sociétés affiliées. L'actualité des informations se limite à la date de publication.

Toute reproduction totale ou partielle n'est autorisée qu'avec la mention de la source « Baromètre des préoccupations UBS 2025 ».

UBS Switzerland SA
8098 Zurich
Suisse

ubs.com

© UBS 2025. Le symbole des trois clés et UBS font partie des marques déposées ou non d'UBS. Les autres marques peuvent être des marques commerciales de leurs propriétaires respectifs. Tous droits réservés.